

STATE LIBRARY OF PENNSYLVANIA
main,stk 940.9C216ro
Economic and social history of



0 0001 00602713 8

REFERENCE



COLLECTIONS





Publications de la
Dotation Carnegie pour la paix Internationale
Section d'Économie et d'Histoire

HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

DIRECTEUR

JAMES T. SHOTWELL

Professeur d'Histoire à l'Université Columbia, U. S. A.

Série Roumaine

DIRECTEUR-ADJOINT :

D^r DAVID MITRANY

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GUERRE MONDIALE

(Série Roumaine)

L'AGRICULTURE DE LA ROUMANIE PENDANT LA GUERRE

PAR

G. IONESCO-SISESTI

Directeur de l'Institut de recherches agricoles, à Bucarest

PUBLICATIONS DE LA DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS
YALE UNIVERSITY PRESS, NEW HAVEN, U. S. A.



Digitized by the Internet Archive
in 2015

PRÉFACE

A l'automne de 1914, quand l'étude scientifique des répercussions de la guerre sur la vie moderne passa tout à coup du domaine de la théorie dans celui de l'histoire, la Division d'Économie et d'Histoire de la Dotation Carnegie se proposa d'adapter son programme de recherches aux problèmes nouveaux que la guerre allait susciter ou, si l'on préfère, aux problèmes anciens qu'elle allait transformer.

Le programme existant, tel qu'il avait été rédigé dans la conférence des économistes tenue à Berne en 1911, et qui traitait des questions alors actuelles, avait déjà donné lieu à des travaux de haute valeur, mais pour bien des raisons, il ne pouvait plus être maintenu tel quel. Un nouveau plan fut donc tracé, à la demande du Directeur de la Division. Il avait pour but de mesurer, par une vaste enquête historique, le coût économique de la guerre et les perturbations qu'elle causerait dans la marche de la civilisation. Il y avait lieu de penser qu'en confiant une telle entreprise à des hommes compétents et d'esprit pondéré, et en la menant selon la méthode vraiment scientifique, elle pourrait finalement fournir au public les éléments nécessaires pour se former une opinion éclairée — et servir par là les intentions d'une Fondation consacrée à la cause de la Paix internationale.

Le besoin d'une telle analyse, conçue et exécutée dans le véritable esprit de la recherche historique, s'est fait de plus en plus sentir au fur et à mesure que la guerre s'est développée, déclanchant toute la multiplicité des forces nationales — non seulement celles qui visaient à la destruction, mais aussi celles

qui aboutissaient à la création de nouvelles énergies productives. L'apparition de ces formes nouvelles d'activité économique qui, en temps de paix, se seraient traduites par un accroissement de richesse sociale et qui ont donné parfois l'illusion d'une prospérité grandissante — et, d'autre part, le spectacle de l'incroyable endurance dont firent preuve toutes les nations belligérantes pour supporter des pertes sans cesse accrues — ont rendu nécessaire de soumettre à un examen plus approfondi tout le domaine de l'économie de guerre.

Une double obligation s'imposa donc à la Division d'Économie et d'Histoire. Elle dut prendre pour règle de concentrer son travail sur les problèmes ainsi posés et de les étudier dans leur ensemble ; en d'autres termes, de leur appliquer les critères et les disciplines de la méthode historique. En raison même de ce que la guerre, prise dans son ensemble, constituait un seul fait, quoique se répercutant par des voies indirectes jusqu'aux régions les plus reculées du globe, l'étude de la guerre devait se développer sur un plan unique, embrassant tous ses aspects à la fois et pourtant ne négligeant aucune des données accessibles.

Aussi longtemps que la guerre a duré, on ne pouvait songer à l'exécution d'un tel programme. On pouvait tenter des études occasionnelles et partielles (quelques-unes ont été publiées sous la Direction de la Division Économique), mais il était impossible d'entreprendre une histoire générale — et cela pour des raisons évidentes. D'abord toute étude autorisée sur les ressources des belligérants aurait influencé directement la conduite des armées. Aussi les gouvernements avaient-ils grand soin de soustraire à toute enquête les données de la vie économique, même celles auxquelles, en temps normal, le public a accès. En dehors même de cette difficulté, les collaborateurs qui eussent été qualifiés pour ces études étaient pour la plupart mobilisés et par conséquent hors d'état de se livrer à de pareilles recherches. Le plan d'une histoire de la guerre fut donc ajourné jusqu'au moment où les circonstances rendraient possibles dans chaque nation non seulement la com-

munication des documents, mais la collaboration des spécialistes, économistes, historiens, hommes d'affaires ; et où leur coopération à ce travail collectif ne pourrait plus donner lieu à des malentendus, ni quant à ses buts, ni quant à son contenu.

Dès la guerre finie, la Dotation reprit son plan primitif. Il se trouva qu'il s'adaptait assez bien, sauf quelques légères modifications, à la situation nouvelle. Le travail commença dans l'été et l'automne de 1919. Une première conférence des économistes composant le Conseil consultatif (*Advisory Board of Economists*), fut convoquée à Paris par la Division d'Économie et d'Histoire. Elle se borna à tracer un programme de courtes études préliminaires ayant trait aux principaux aspects de la guerre. Comme le caractère purement préliminaire de ces études fut encore accentué par le fait qu'elles portaient plus spécialement sur les problèmes urgents de l'Europe à ce moment, on décida de ne pas en faire des fragments de l'histoire générale, mais d'y voir simplement des essais d'intérêt immédiat pour la période de l'après-guerre. Visiblement la conférence ne pouvait établir *a priori* aucun programme d'ensemble ; il fallait créer un instrument plus spécialisé que celui qui existait si l'on voulait entreprendre l'histoire économique et sociale de la guerre. Pour cela, il fallait une enquête menée d'abord par une organisation nationale et ne faisant appel que subsidiairement à une coopération internationale. Aussi longtemps que les faits relatifs à l'histoire de chaque nation ne seront pas parfaitement connus, il serait vain de procéder à des analyses comparatives, et l'histoire de chaque pays constituerait elle-même un inextricable labyrinthe. On décida donc de dissoudre l'ancien Comité européen de recherches et de le remplacer par un Comité de direction (*Editorial Board*) dans chacun des principaux pays (ou par un seul directeur dans les petits pays). La tâche de ces Comités devait se concentrer, au moins pour l'instant, sur l'histoire économique et sociale de leur pays respectif.

La première démarche du Directeur général fut de choisir les membres de ces Comités de Direction dans chaque pays.

Si le plan de la Direction avait besoin d'une justification, il suffirait de montrer les listes des noms de tous ceux qui, hommes de science ou hommes d'État, ont accepté la responsabilité de ces publications. Cette responsabilité est assez lourde, car elle implique l'adaptation du plan général aux conditions spéciales de chaque pays et à ces habitudes de travail. Le degré de réussite de l'entreprise dépendra du zèle avec lequel les collaborateurs de chaque nation accepteront d'y coopérer.

Une fois constitués les Comités de direction, un premier pas s'imposait pour la mise en train de notre histoire. Pas d'histoire sans documents. Avant tout il fallait rendre accessibles pour les recherches, dans la mesure compatible avec les intérêts de l'État, tous les documents de quelque importance relatifs à la guerre, locaux ou nationaux. Mais la constitution des archives est une lourde tâche qui appartient de droit aux Gouvernements et autres détenteurs de ces documents historiques, non aux historiens ou économistes qui se proposent de les utiliser. C'est une obligation incombant aux propriétaires qui les détiennent pour le compte du public. Les collaborateurs qui se sont chargés de cette partie de l'Histoire de la Guerre ne pouvaient que se borner à un rôle d'enquêteurs et, en acceptant la situation telle qu'elle était, résumer leurs découvertes sous forme de guides ou de manuels bibliographiques ; et peut-être aussi, en procédant à une comparaison des méthodes employées, contribuer à faire adopter celles trouvées les plus pratiques. Tel a été dans chaque pays le point de départ de nos travaux, quoiqu'on n'ait pas, dans chaque cas, rédigé sur ce point de monographie spéciale.

Pendant quelque temps il sembla qu'on ne pouvait dépasser cette première étape du travail limitée à la mise à jour des documents. Et si notre plan avait comporté le dépouillement des seuls documents officiels, on n'aurait guère pu aller au delà, car une fois certains documents catalogués comme « secrets », il y a peu de gouvernements assez courageux pour oser briser les scellés. Par suite, des mines de matériaux indispensables à l'historien lui restent inaccessibles, quoique leur publication

ne puisse présenter bien souvent aucun inconvénient. Tant que l'état d'esprit né de la guerre pesait ainsi sur nos recherches et risquait de les entraver pendant bien des années encore, il fallait découvrir quelque autre solution.

Heureusement cette solution a pu se trouver grâce aux souvenirs et aux impressions personnels, appuyés d'ailleurs sur des documents dignes de foi, de ceux qui, au cours de la guerre, ont participé à la direction des affaires ou qui, simples observateurs, mais favorablement placés, ont pu recueillir de première ou de seconde main une connaissance précise de certaines phases de la guerre et de leurs conséquences sociales. C'est ainsi qu'a pu être établi le plan d'une série de monographies historiques ou descriptives où les faits seront exposés, non à titre officiel, mais néanmoins de source autorisée, monographies qui se classent à mi-chemin entre le type des mémoires personnels et celui des rapports officiels. Ces monographies constituent le principal de notre œuvre. Elles ne sont pas limitées aux faits de guerre ni même à ses suites immédiates, car l'histoire de la guerre se prolongera longtemps après que celle-ci aura pris fin. Elles doivent embrasser aussi la période de « déflation », au moins assez pour permettre de se faire, sur les perturbations économiques dues à la guerre, un jugement plus sûr que ne le permettrait le seul examen des faits immédiatement contemporains.

Avec cette nouvelle phase du travail, la tâche des directeurs a pris un nouveau caractère. Le plan des monographies a dû être compris en raison des collaborateurs disponibles plutôt qu'en raison des matériaux existant comme c'est le cas dans la plupart des histoires, car les sources étaient aux mains des collaborateurs eux-mêmes. Ceci, à son tour, impliquait une nouvelle attitude à prendre en face du double idéal d'exactitude et d'objectivité auquel doit toujours tendre l'historien. Pour permettre à chaque collaborateur de donner toute sa mesure, il fallait éviter de l'enfermer dans le cadre d'un programme trop rigide : il fallait prévoir que les mêmes faits seraient présentés sur des plans différents et vus sous des angles variés, et que des événements y seraient compris qui

ne rentrent pas strictement dans les limites de l'histoire. Il ne fallait même pas vouloir obtenir partout une stricte objectivité. On ne pouvait empêcher une certaine partialité, née des nécessités de la controverse et de la défense. Mais cette partialité même est, dans bien des cas, une partie intégrante de l'histoire, les appréciations des faits par les contemporains étant aussi instructives que les faits mêmes sur lesquels elles portent. D'ailleurs le plan, dans son ensemble, est établi de façon que les monographies d'un même pays se contrôlent mutuellement ; là où ce ne serait pas le cas, nul doute que d'autres ouvrages parallèles, publiés dans les autres pays, ne puissent servir de correctif.

Outre ces monographies destinées à utiliser les sources, d'autres études sont en préparation, ayant un caractère technique et limité, et portant sur des points précis d'histoire ou de statistique. Ces monographies ont, elles aussi, le caractère de travaux de première main, car elles enregistrent des faits recueillis assez près de leur source pour permettre des vérifications qui deviendraient impossibles plus tard. Mais, d'autre part, elles constituent aussi des applications de la méthode constructive, par laquelle l'historien passe de l'analyse à la synthèse. Du reste, il s'agit d'une tâche difficile et longue et qui commence à peine.

On pourrait dire, pour caractériser les premières phases d'une histoire comme celle-ci, que l'on n'en est encore, suivant l'expression américaine, qu'à la « cueillette du coton ». Les fils emmêlés des événements restent à tisser pour fabriquer l'étoffe de l'histoire. Dans un travail constructif et créateur comme celui-ci, on peut être obligé de changer de plan et d'organisation.

Dans une entreprise qui implique une coopération aussi complexe et aussi variée, il est impossible d'établir, autrement que d'une façon très générale, la part de responsabilité des directeurs et des auteurs dans la rédaction des monographies. En ce qui concerne le plan de l'Histoire de la Guerre dans son ensemble et son exécution, c'est le Directeur général qui assume la responsabilité ; mais quant aux arrangements de détail

et à la répartition des travaux entre les collaborateurs, c'est surtout l'affaire des Comités de direction et d'édition dans chaque pays, qui ont aussi à lire les manuscrits préparés sous leur direction. Néanmoins l'acceptation d'une monographie n'implique nullement l'approbation des opinions et conclusions qui s'y trouvent formulées. La Direction borne son rôle à s'assurer de la valeur scientifique des travaux et à vérifier s'ils rentrent bien dans le cadre du plan adopté, mais les auteurs auront naturellement toute liberté de traiter les sujets à leur gré. De même aussi la Dotation, par le fait qu'elle autorise la publication de monographies, ne doit pas être considérée comme donnant son approbation aux conclusions qui s'y trouveront formulées.

C'est devant l'histoire seulement que la Dotation sera responsable : d'où résulte pour elle l'obligation de réunir et de présenter tous les faits et tous les points de vue aussi complètement et aussi exactement que possible, sans chercher à en éliminer aucun dès qu'ils sont essentiels à l'intelligence générale de la guerre.

*
* *

Lorsque la Roumanie avait ses frontières anciennes, l'agriculture y était organisée pour produire une exportation considérable de céréales ; et ceci rendit grand service au pays pendant la période de sa neutralité, jusqu'en août 1916, en le faisant bénéficier d'une production de blé qui dépassait de beaucoup les besoins de la consommation intérieure. Mais quand, bientôt après l'entrée en guerre de la Roumanie, les deux tiers du territoire furent occupés par les armées des Empires centraux, les données du problème qui se posa aux dirigeants de l'agriculture changèrent de fond en comble. Tandis qu'en pays occupé, l'administration militaire continuait à rechercher une exportation aussi large que possible, dans le territoire restreint qui restait sous l'administration roumaine, il fallut dorénavant pourvoir et aux besoins de l'armée concentrée en ces lieux, et à ceux d'une population

élargie par des centaines de milliers de réfugiés, bien que les moyens de culture aient été sérieusement réduits par les effets de la guerre. M. Ionesco Sisesti, un des meilleurs connaisseurs de l'Agriculture roumaine, décrit dans cette étude les méthodes employées et les résultats obtenus dans la résolution de ces problèmes. Il ne s'occupe toutefois qu'en passant de la grande réforme agraire, qui fût une des conséquences de la guerre, parce qu'elle fait dans cette série roumaine l'objet d'une monographie spéciale.

James T. SHOTWELL.

CHAPITRE PREMIER

L'état de l'agriculture de la Roumanie au commencement de la guerre européenne

1. L'importance de la Roumanie dans le complexe économique européen. — 2. Les conditions naturelles pour le développement de l'agriculture. — 3. Les conditions économiques et sociales. — 4. La superficie cultivée. La répartition de la propriété. La technique agricole et la production pendant les années 1910-1915. — 5. Les disponibilités laissées pour les besoins internes et l'exportation agricole, pour les années 1910-1915.

1.

Dans le complexe économique européen, la Roumanie joue un rôle important. Les conditions naturelles, économiques et sociales, dans lesquelles elle se trouve, font de l'agriculture sa richesse principale. Sa part de contribution pour approvisionner avec ses produits agricoles les pays industriels de l'Occident, est considérable, et elle n'était dépassée à ce point de vue, avant la guerre et d'ailleurs aujourd'hui aussi, que par la Russie. D'autre part, la population agricole de la Roumanie, en pleine prospérité, constitue pour la production industrielle de l'Occident une grande possibilité d'absorption. Une solidarité naturelle pourrait s'établir de cette façon entre l'Occident industriel et l'Orient agricole.

La Roumanie se trouve située dans le bassin inférieur du plus important fleuve européen, dont elle possède les embouchures. Cette voie de navigation lie le centre de l'Europe avec l'Orient, et c'est toujours en l'empruntant que les richesses de la Roumanie s'écoulent vers la mer. C'est par les embouchures du Danube qu'a pénétré, il y a cent ans, l'influence du

capitalisme occidental, qui a transformé l'économie nationale de ce pays.

Un coup d'œil sur la carte suffit pour se rendre compte que la Roumanie se trouve sur le trajet des grandes voies du commerce continental : le chemin de la Pologne, de l'Allemagne et des États Baltiques, vers Constantinople et vers la Péninsule Balkanique, passe par la Roumanie ; le chemin continental le plus direct qui relie l'Occident, par voie d'eau, avec l'Asie Mineure, ainsi que la Perse et l'Inde, passe de même par ce pays.

Cette situation géographique, les aptitudes de la population, ainsi que les sources de richesse fort variées qui se trouvent sur son territoire, expliquent la prospérité impressionnante de la Roumanie dans les trois derniers quarts du siècle. Cette prospérité n'a pu prendre son élan qu'après la fin de la domination turque.

La Roumanie a cherché non seulement à rattraper le temps perdu par une activité fort variée dans tous les domaines, mais à édifier un État moderne sur la ruine économique et la désorganisation administrative qui caractérisèrent la domination turque en décadence.

Le renouvellement de la nation roumaine a commencé en 1821, par son insurrection contre l'administration turque-phanariote, et elle ne s'est terminée qu'après la guerre européenne, en 1918, par l'union de toutes les provinces roumaines.

Dans cette reconstruction de l'État, l'agriculture a joué le premier rôle ; elle a fourni les ressources matérielles nécessaires à un État moderne. Les agriculteurs, fussent-ils grands propriétaires terriens ou paysans, ont représenté et représentent l'élément national qui a permis l'éveil politique.

2.

Les conditions naturelles pour le progrès de l'agriculture en Roumanie sont suffisamment favorables.

Le climat permet la culture de toutes les plantes carac-

téristiques d'une zone tempérée : les céréales, les plantes industrielles, la betterave à sucre, le lin, le chanvre, le colza, le tabac, la vigne, les arbres fruitiers ; il est sous l'influence de la situation géographique et des autres facteurs qui peuvent le modifier, comme le relief, la distribution des eaux et la végétation.

La Roumanie avant la guerre mondiale s'étendait entre 43°, 38' et 48°, 20' de latitude nord, et entre 22°, 20' et 29°, 48' de longitude orientale. Elle comprenait le territoire au sud des Carpathes, jusqu'au Danube et à la mer Noire, ainsi que celui de l'est des Carpathes jusqu'au Pruth, un affluent du Danube. L'ancienne Roumanie comprenait donc la chaîne sud-est des Carpathes, qui exerce une influence considérable sur le climat, sur les conditions de végétation, et en général sur les conditions de vie du pays.

Les Carpathes formaient au nord-ouest de l'ancienne Roumanie une barrière qui empêchait les influences climatiques océaniques : par contre le pays restait ouvert au nord-est, exposé aux influences du climat continental.

Pendant l'hiver, le « Crivatz » souffle sur les collines de la Moldavie et les plaines de la Valachie ; ce terrible vent, qui vient du nord-est, apporte les tempêtes de neige et le gel. La température descend jusqu'à -30° .

L'été en revanche est chaud, la température monte jusqu'à $+30^{\circ}$. La différence entre le maximum pendant l'été et le minimum pendant l'hiver atteint 60° , et même quelques fois 70° . La différence entre la température moyenne du mois de janvier et celle du mois de juillet atteint 25° .

Les variations de température sont donc considérables et indiquent un climat continental typique.

La mer Noire n'a pas d'effet modérateur sur ces phénomènes, son influence est géographiquement limitée.

Le caractère continental du climat est fort accentué dans la plaine du Danube et sur les collines découvertes de la Moldavie. Sur les collines et les dépressions sous-carpathiques plus abritées, le climat est plus doux, la variation entre la température moyenne du mois de janvier et celle du mois

de juillet, n'est plus que de 20 à 22°. Dans cette région nous trouvons aujourd'hui la population la plus dense et c'est là que sont aussi les plus anciennes contrées habitées de la Roumanie.

Les Carpathes sont plus froids que les Alpes. La limite supérieure de végétation des conifères dans les Carpathes se trouve à 1600 mètres, c'est-à-dire à 500 mètres plus bas que dans les Alpes.

Le printemps et l'automne en Roumanie sont courts, ce qui fait ressortir davantage le contraste entre l'été et l'hiver.

La température moyenne de ce pays est de 9°5.

La quantité d'eau qui y tombe sur le sol n'est pas trop grande, les années de sécheresse sont assez fréquentes. Sur une période de 100 années, 3 sont d'une extrême sécheresse, 58 sont sèches, 24 pluvieuses et 15 très pluvieuses. Les périodes de sécheresse atteignent quelquefois 60 à 100 jours. La région la plus sèche est la partie sud-est du pays : c'est-à-dire la plaine de la partie basse du Danube, jusqu'à ses embouchures et à la mer Noire. Nous avons là une région de steppe, qui ne reçoit que 440-500 mètres d'eau annuellement. Cette quantité croît à mesure que l'on avance vers la région montagneuse, où les précipitations atteignent 900 millimètres.

La plus grande quantité de précipitations tombe pendant l'été. Les pluies ont un caractère torrentiel, mais la chaleur de l'été accélère considérablement l'évaporation, de sorte que cette saison, quoique recevant la plus grande quantité d'eau, apparaît sèche. Les plus petites quantités d'eau tombent en automne et au printemps, qui sont les vraies saisons sèches en Roumanie. Les semailles de printemps se font surtout dans l'humidité laissée en terre par la neige et les semailles d'automne se font souvent dans la sécheresse.

Les vents sont secs, ceux qui viennent du nord et de l'ouest, se déchargent de leur humidité sur les montagnes qu'ils rencontrent sur leur passage ; le vent du nord-est souffle sec de Russie et provoque en hiver, par l'abaissement de la température, de la neige ; le vent du sud seul est porteur d'humidité.

Le caractère continental du climat n'est adouci que dans

la partie sud-ouest du pays, où se ressent une légère influence méditerranéenne.

Le sol de la Roumanie offre de grands contrastes, qui sont en rapport avec la variété du climat, et surtout avec les précipitations et la variété du relief.

Dans la steppe aride, on trouve des sols concentrés, profonds, uniformes, de la famille des sols noirs ou tchernozèmes. A mesure que nous avançons vers la région plus humide, les sols deviennent plus lévigés, plus pauvres et moins productifs. Dans la steppe, le sol a un potentiel de fertilité très grand, mais il ne devient actuel que dans les années pluvieuses. La technique culturale poursuit ici en premier lieu l'économie de l'eau. Dans les autres régions de sols plus pauvres, la production ne peut augmenter sans de profonds labours et des engrais.

La végétation naturelle dans les steppes est une végétation herbeuse, consistant principalement en graminées. Il y a 50 ans, la steppe ne représentait qu'un énorme pâturage. Depuis, elle a commencé à être défrichée et transformée en terrains de culture. Les forêts manquent, presque totalement, abstraction faite des plantations récentes d'acacias.

La plaine, plus humide, et les collines sous-carpathiques, portent encore de superbes forêts de chênes; les collines, plus hautes et plus froides, des forêts de hêtres et de bouleaux, et les montagnes, des conifères et des pâturages alpestres.

Au point de vue de la végétation cultivée, la steppe et la plaine sont propres aux céréales; les collines bien exposées, au tabac et à la vigne; les coteaux plus froids, aux pruniers, pommiers, noyers et autres arbres fruitiers.

La culture prépondérante est la culture des céréales. Dans la période 1906-1910 les céréales occupaient 85,21 pour 100 du total de la surface arable, et 84,20 pour 100 dans celle de 1911-1915.

3.

Les conditions économiques générales pour un grand développement de l'agriculture se sont beaucoup améliorées au

xix^e siècle. Jusqu'en 1829, le commerce extérieur était un monopole de l'Empire turc. Tout l'excédent exportable de bétail et de céréales était destiné à l'approvisionnement de l'empire, dans les conditions établies par celui-ci. La production pour le libre-échange était à peu près inconnue. Les fermes avaient le caractère de l'économie naturelle, soit qu'il s'agisse des grandes fermes seigneuriales, soit des petites fermes paysannes. L'administration du pays était défectueuse, les guerres et les insurrections se succédaient sans interruption, l'incertitude était très grande et la prospérité de l'agriculture problématique. La presque totalité des paysans tombèrent dans la condition de serfs sur les propriétés des seigneurs ou des monastères. Ils travaillaient par contrainte, la perspective de devenir libres, d'économiser, de prospérer étant inexistante.

En 1829, par le traité d'Andrinople, l'Empire turc est contraint d'accepter la liberté du commerce. Les navires étrangers, spécialement anglais, commencent à arriver aux embouchures du Danube, pour décharger des produits fabriqués et charger des céréales des principautés roumaines. Mais l'éveil national et l'indépendance politique, poursuivies continuellement de 1821 à 1877, donnèrent au commerce extérieur un grand développement. Les paysans serfs furent émancipés en 1864, et devinrent propriétaires d'une partie du sol qu'ils avaient travaillé comme serfs. Tous ces faits ranimèrent le commerce et la production. L'exportation des céréales et du bétail commença à augmenter d'année en année.

Les moyens de transport se sont beaucoup améliorés : dans la seconde moitié du xix^e siècle commença la construction du réseau de chemin de fer et des ports du Danube. On a construit également un port maritime moderne, Constantza, sur la mer Noire. On a rattaché ce port avec le réseau des chemins de fer du pays par la construction d'un pont sur le bas Danube, qui est une des plus remarquables créations techniques de la Roumanie moderne.

L'exportation roumaine, dans cette période, se dirigeait surtout vers l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Spécialement,

ce dernier pays représentait un important débouché pour le bétail roumain. A partir de 1880, l'Autriche-Hongrie, sous la pression des éleveurs hongrois, inaugure une politique de protection de ses propres produits agricoles, spécialement des animaux. La répercussion sur les agriculteurs roumains a été formidable : il s'en est suivi une période de guerre douanière, sans que la Roumanie ait pu obtenir réparation de ses intérêts lésés. Les agriculteurs roumains abandonnèrent alors l'élevage et l'engraissement des animaux, et se consacrèrent à la culture des céréales. Celles-ci pouvaient supporter un chemin plus long, et lutter en concurrence sur n'importe quel marché. Aussi à partir de la fin du dernier siècle, l'agriculture roumaine donne-t-elle le premier pas à la culture des céréales. Les pâturages immenses des steppes sont défrichés et transformés en champs de blé.

Le capital investi en agriculture commença à cette époque à donner de grands bénéfices, dus, d'une part, à la fertilité naturelle de la terre à peine mise en culture et, d'autre part, aux conditions dans lesquelles les paysans travaillaient les grands domaines, conditions favorables pour les grands propriétaires et fermiers, mais très lourdes pour les paysans.

La réforme de l'émancipation des paysans, en 1864, donna à ceux-ci $\frac{2}{3}$ du terrain agricole du pays. Mais la classe paysanne augmenta si rapidement, qu'après une génération elle sentit de nouveau le besoin d'avoir de la terre. L'État fut obligé dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle de parceller ses domaines et de les distribuer aux nouvelles générations paysannes, ce qui ne satisfait qu'en partie les besoins de terre de celles-ci.

Contraints par la nécessité, les paysans durent continuer à travailler sur les grands domaines. Il s'établit entre les grands agriculteurs et les paysans un système d'accord qui n'était que la continuation — sous une autre forme — des anciennes relations de servage.

Le grand propriétaire ou le grand fermier n'avait besoin d'investir un capital dans son entreprise, que pour la semence et le personnel de surveillance, rarement pour de grandes

machines ou pour des constructions. Les domaines étaient eultivés en grande majorité par les paysans, sous le système du métayage ou bien sous celui du fermage parcellaire. On notera que dans ce système, l'outillage du travail : animaux, charrues, herses, eharrettes, etc., appartenait aux paysans.

Les grands propriétaires et les grands fermiers surveillaient avec sévérité l'accomplissement des conditions contractuelles par les paysans. Dans le système du métayage, la surveillance des paysans atteignait des résultats techniques remarquables, car le paysan devait faire les travaux à temps, saerifiant sa propre parcelle, il devait travailler vite et bien. Le propriétaire ou le fermier procurait la semence et avait souvent des machines à semer et des batteuses, ce qui donnait une nouvelle impulsion au progrès technique.

La préoccupation essentielle du grand agriculteur ou fermier était, avant tout, que la convention avec les paysans fût plus lourde pour ces derniers, plus favorable pour les propriétaires. Aussi les relations entre les propriétaires ou fermiers et les paysans devinrent-elles de plus en plus tendues. Elles formaient la préoccupation constante des gouvernants et de l'élite intellectuelle du pays. On sentait que la tension trop grande de ces rapports pouvait entraver le développement de l'agriculture et celui du pays même.

De temps en temps, la lutte entre les paysans et les grands agriculteurs donnait naissance à des troubles de caractère révolutionnaire. Les plus graves de ces troubles éclatèrent en 1907. Ils furent vite apaisés, mais leur irruption intermittente attira l'attention des dirigeants du pays sur la gravité du problème et sur le besoin urgent de lui donner une solution.

Dès 1908, l'État inaugure une politique de courageuse protection de l'élément paysan. Les contrats agricoles sont mis sous le contrôle des organes de l'État, et pour venir en aide aux villageois désireux d'acheter de la terre, on créa une institution financière spéciale, destinée à acheter les terres à vendre. La coopération rurale prit un grand développement.

Les grands propriétaires et fermiers, perdant l'avantage des contrats onéreux pour les paysans, cherchèrent à trouver

d'autres moyens de compensation. A la place de la psychologie féodale antérieure, ils acquièrent de plus en plus la mentalité capitaliste. Tandis qu'auparavant leurs bénéfices allaient presque toujours à des buts consommateurs, à des dépenses somptueuses dans le pays et à l'étranger, lorsque changèrent les conditions d'exploitation, ils commencèrent à comprendre que l'engagement de leur capital, les connaissances techniques et leur propre travail deviendraient à l'avenir le support des entreprises agricoles.

4.

L'amélioration des rapports agraires et l'adaptation de plus en plus accentuée des grands agriculteurs aux conditions des entreprises capitalistes donnèrent une nouvelle impulsion à l'agriculture roumaine dans la période 1908-1915, qui est la plus marquante au point de vue des résultats économiques obtenus pendant cette évolution.

La surface de la Roumanie, avant la guerre, était de 131.357 kilomètres carrés.

La population était en 1915 de 7.897.311 habitants.

La densité de la population par kilomètre carré était donc de 60 habitants.

La majorité de la population était formée, alors comme aujourd'hui, par la population rurale : soit 82 pour 100 ; le reste, 18 pour 100, formait la population urbaine, qui travaillait dans le commerce et l'industrie.

La répartition de la surface de la Roumanie par catégories d'utilisation était, en 1914, la suivante :

	Surface (hectares)	Pourcentage du total
Céréales	5.295.861	84,34
Oléagineuses et textiles	92.068	1,47
Légumineuses et tubercules	98.451	1,56
Plantes industrielles et diverses	26.421	0.43
<i>A reporter</i>	5.512.801	87.80

	Surface (hectares)	Pourcentage du total
<i>Report</i>	5.512.801	87,80
Jardins potagers.....	25.087	0,39
Plantes fourragères et prairies.	575.572	9,17
Plantations d'arbres fruitiers et vignobles.....	166.146	2,64
TOTAL DES TERRAINS CULTIVÉS.....	6.279.606	100.00
Forêts.....	2.482.300	
Pâturages.....	1.123.247	
Jachères.....	62.520	
Chemins, eaux, surface bâtie. terrains inévitables.....	3.842.627	
TOTAL.....	13.790.300	

La surface cultivée représente seulement 46 pour 100 de la superficie totale du pays ce qui est peu par rapport à la surface cultivée dans d'autres pays : en Autriche la proportion est de 56,6 pour 100, en Hongrie 67,1 pour 100, en Allemagne 65,5 pour 100, en France 64,4 pour 100. La proportion de terrain cultivé augmente à mesure que s'accroît la population. Dans la période de cinq ans 1911-1915, l'augmentation est de 27.400 hectares, en comparaison de la période de cinq ans 1906-1910.

Au point de vue de la propriété, la répartition était avant la guerre très défavorable, la grande propriété occupant 48,69 pour 100 de la surface arable du pays. Cette superficie était possédée par 5.385 grands propriétaires. La petite propriété (jusqu'à 10 hectares), occupait 40,29 pour 100 du sol du pays ; le nombre des propriétaires de cette catégorie était de 920.939. Entre ces deux catégories extrêmes, la catégorie moyenne, de 10 à 100 hectares, était faiblement représentée par 11,02 pour 100 de l'étendue du pays, répartie entre 38.723 propriétaires.

Ainsi le contraste entre la grande propriété et la petite était frappant, il n'était atténué que par une insignifiante propriété moyenne. Mais cette situation était aggravée par le

fait que sur près d'un million de têtes de familles paysannes, un quart possédait des parcelles moindres de 2 hectares, c'est-à-dire insuffisantes pour assurer leur existence. Toutefois, leur attachement à la terre était très étroit. Ils n'abandonnaient pas leurs villages pour grossir les rangs du prolétariat, n'émigraient pas, mais continuaient à vivre à la campagne, acceptant les conditions de travail du grand propriétaire.

Les contrastes sociaux s'aggravaient encore par le fait que l'éducation était fort peu répandue parmi la population rurale. Le nombre d'illettrés était très grand : 60,6 pour 100 de la population en 1909.

Le manque de capitaux était profondément ressenti à la campagne. Le paysan ne trouvait à emprunter qu'à des taux fort élevés. L'usure renaissait dans les villages, et l'on n'a pu remédier à ses suites néfastes que par l'organisation de coopératives de crédit, que nous trouvons en plein développement, dans la période qui a précédé la guerre.

Ainsi, aux contrastes de la nature, si variables sur un territoire géographique si petit, s'ajoutaient en Roumanie une série de contrastes sociaux non moins divers. Des hivers extrêmement froids, des étés extrêmement chauds, des sols de steppe profonds et fertiles, des sols de colline peu profonds et pauvres, une steppe aride, sans arbres, des montagnes humides et couvertes de forêts, voilà quelques-uns des contrastes naturels. Grande propriété et propriété parcellaire, opulence et raffinement aristocratique chez les uns, pauvreté, pratiques usuraires et manque d'éducation chez les autres, voilà quelques contrastes sociaux.

Dans de telles conditions, la population paysanne, classe de base du pays, offre une série de particularités contradictoires : le paysan roumain travaille l'été du matin au soir, avec une rare ténacité, mais l'hiver il reste peu occupé. Son intelligence naturelle est remarquable, son art populaire est d'une finesse et d'un goût incomparables, mais la tendance du paysan à acquérir une civilisation pratique et le confort est médiocre. Comme le grand propriétaire, son seigneur d'hier, il gardait encore la philosophie de l'homme de l'époque

d'économie familiale. Le nombre des paysans ayant l'esprit d'entreprise ou l'esprit de calcul, était très petit.

Dans de telles circonstances naturelles et sociales la technique agricole était peu développée.

La charrue en fer était partout employée, mais en revanche le semoir en lignes n'était utilisé que dans les grandes exploitations. Les paysans se servaient de herses de ronees, et rarement de celles en fer. Des machines à moissonner ne se trouvaient que dans les grandes exploitations. Mais même dans celles-ci, des centaines de milliers d'hectares de céréales se récoltaient à l'aide des bras. Les machines à sarcler étaient à peu près inconnues, tous les travaux pour nettoyer les champs se faisaient à bras.

Les machines à battre le blé étaient employées partout dans la grande culture, et les paysans battaient aussi leur blé avec les batteuses des propriétaires ou des entrepreneurs de battage ; mais les localités dans lesquelles les paysans battaient le blé avec les chevaux, comme aux temps anciens, étaient encore nombreuses.

Les charrues à vapeur ou à moteur à explosion ne se trouvaient qu'en petit nombre dans le pays.

Le labourage, la récolte et les transports se faisaient avec les animaux.

Les bœufs sont d'une race musculeuse et sobre, vifs à la marche, et dociles. Le cheval porte en lui le sang de la race orientale, mais son extérieur n'est pas du tout imposant ; il s'est adapté, comme le bœuf, aux dures conditions dans lesquelles il doit travailler.

Les quantités de production qu'on obtenait en Roumanie avant la guerre, à l'hectare, n'étaient pas grandes : elles étaient loin de celles qu'on obtient à l'occident de l'Europe où l'on pratique l'agriculture intensive, avec de vastes capitaux. La production par hectare en Roumanie variait autour des mêmes chiffres que la production des pays ayant une agriculture extensive comme la Russie, le Canada, etc.

Nous donnons plus bas quelques tableaux des plantes principales cultivées en Roumanie, notamment de celles qui

jouent un rôle important par leur extension, avec la contribution qu'elles fournissent à l'alimentation de la population et à l'exportation.

Année	Surface (hectares)	BLÉ	
		Moyenne par hectare	Production totale (quintaux)
1910	1.948.217	15,5	30.162.399
1911	1.930.164	13,5	26.033.561
1912	2.069.420	11,8	24.334.331
1913	1.623.105	14,1	22.913.340
1914	2.111.730	6,0	12.599.745
1915	1.904.259	12,8	24.436.030
<i>Moyenne des années</i>			
1910-1914	1.936.527	12,0	23.208.675
1911-1915	1.927.733	11,4	22.063.401

Année	Surface (hectares)	MAIS	
		Moyenne par hectare	Production totale (quintaux)
1910	1.986.259	14,0	28.763.884
1911	2.085.251	14,2	29.651.259
1912	2.079.220	13,3	27.832.253
1913	2.146.971	14,3	30.709.220
1914	2.065.566	13,2	27.465.675
1915	2.107.289	10,9	23.143.155
<i>Moyenne des années</i>			
1910-1914	2.072.653	13,8	28.684.458
1911-1915	2.096.859	13,2	27.760.312

Année	Surface (hectares)	AVOINE	
		Moyenne par hectare	Production totale (quintaux)
1910	446.700	10,0	4.463.669
1911	401.415	10,0	4.016.454
1912	381.785	8,0	3.040.640
1913	522.149	10,6	5.514.336
1914	427.506	8,6	3.673.984
1915	430.963	10,1	4.344.699
<i>Moyenne des années</i>			
1910-1914	435.922	9,5	4.141.816
1911-1915	432.763	9,5	4.118.022

Année	Surface (hectares)	ORGE	
		Moyenne par hectare	Production totale (quintaux)
1910....	549.391	11,7	6.441.104
1911....	507.201	11,2	5.686.522
1912....	499.885	9,1	4.557.783
1913....	562.539	10,7	6.022.717
1914....	568.422	9,4	5.366.280
1915....	554.900	11,4	6.320.797
<i>Moyenne des années</i>			
1910-1914....	537.487	10,4	5.614.881
1911-1915....	538.589	10,4	5.590.819

Parmi les céréales, le seigle et le millet jouaient un rôle moins important dans l'agriculture de la Roumanie.

Le seigle a été cultivé, dans la période 1911-1915, sur 97.861 hectares, la production moyenne par hectare a été de 8,8 quintaux et la production moyenne totale de 858.349 quintaux.

Le millet occupe dans la même période 45.475 hectares avec une production moyenne par hectare de 8,4 quintaux, et une production totale de 383.728 quintaux.

La consommation intérieure des céréales pour la semence et les besoins alimentaires de l'homme et des animaux est donnée par les chiffres suivants, pour la période de 1910-1915.

	Consommation moyenne annuelle par tête d'habitant
Blé.....	1,63
Seigle.....	0,05
Mais.....	2,46
Orge.....	0,36
Avoine.....	0,41
TOTAL.....	4,91

Le blé était consommé, avant la guerre, surtout par la population urbaine. Pour la majorité de la population rurale, la céréale qui servait de base à l'alimentation était le maïs.

Ainsi s'explique la grande proportion de la consommation de cette céréale, par tête d'habitant.

L'orge et l'avoine servaient exclusivement à l'alimentation des animaux.

5.

Quoique la production par hectare fût faible, la petite densité de la population et sa sobriété faisaient qu'une quantité importante de la production annuelle pouvait aller à l'exportation.

Les céréales formaient avant la guerre, comme aujourd'hui, le principal article d'exportation de la Roumanie.

L'exportation des céréales était la source de la richesse privée et publique de la Roumanie. La prospérité des villes, les grands travaux publics, les chaussées, les chemins de fer et les ports, l'équilibre du budget, la consolidation monétaire, l'indépendance économique et politique n'auraient pu être possibles sans cet exportation des céréales. Quand l'année agricole était médiocre ou mauvaise, toute l'économie du pays s'en ressentait.

Quand la récolte était abondante, le « leu », l'unité monétaire roumaine (égale à un franc), faisait prime dans la période d'exportation sur la parité légale.

Ce tableau de l'exportation donne l'image de l'état de développement auquel arriva l'agriculture de la Roumanie dans les années d'avant-guerre (voir p. 16).

Le total de l'exportation de la Roumanie dans la période de 1910-1914 a été de 4.380.433 tonnes, dont 3.228.541 tonnes, ou 73,7 pour 100, représente l'exportation agricole, le reste étant formé surtout par le bois et les produits pétrolifères.

L'année 1915 fut particulièrement sensible à l'influence déprimante de la guerre mondiale, quoique la Roumanie ait été encore neutre.

L'exportation des céréales et d'autres produits agricoles s'abaissa pour cette année à 877.090 tonnes. A cause de la

Spécification des articles exportés	QUANTITÉS EN TONNES					
	1910	1911	1912	1913	1914	1915
Céréales et dérivés	3.230.235	4.017.767	2.940.536	2.964.947	2.164.821	818.545
Légumes, fleurs et autres parties de plantes	164.232	169.683	122.442	164.927	69.728	51.478
Animaux	7.367	7.958	4.954	3.538	4.135	2.120
Produits animaux : viande, laine, peaux, lait, œufs, beurre, etc.	13.034	16.218	17.276	15.989	14.396	2.815
Fruits	9.636	5.411	3.293	4.019	2.118	2.023
Vins	33	19	6	25	4	112
TOTAL DE L'EXPORTA- TION DES PRODUITS AGRICOLÉS	3.428.537	4.217.016	3.088.507	3.453.445	2.255.202	877.093
POURCENTAGE DU TOTAL GÉNÉRAL DE L'EXPOR- TATION	76,38	78,23	67,38	69,01	72,10	62,08
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUTES LES EXPORTA- TIONS	4.488.628	5.390.280	4.326.735	4.569.076	3.127.449	1.412.683

dépression de 1914 et surtout de 1915, l'exportation moyenne de la Roumanie pour la période 1911-1915, s'abaissa à 3.784.914 tonnes, dont 2.718.252 tonnes, soit 71,81 pour 100, sont des produits agricoles.

La valeur de l'exportation pour la période 1910-1915 est donnée par le tableau suivant. Les valeurs sont notées en lei. Le « lei », dans l'union latine monétaire, était égal à un franc (voir p. 18).

La valeur de l'exportation totale de la Roumanie, dans la période 1910-1914 est de 614.567.044 lei, sur lesquels l'exportation de produits agricoles représente 508.142.937 lei, soit 82,78 pour 100 du total.

Dans la période 1911-1915, à cause de la diminution de 1914 et de 1915, la valeur de l'exportation totale est de 605.302.489 lei, sur lesquels l'exportation des produits agricoles représente 486.077.860 lei, soit 80,30 pour 100.

La balance commerciale était active dans les années de cette période.

L'importance de l'exportation de la Roumanie se distingue plus clairement si on compare sa valeur avec la somme totale du budget de la Roumanie pour les années 1910-1915. Le budget de l'année 1909-1910 était de 435.685.322 lei, il a augmenté jusqu'en 1915, où il a atteint 600.222.900 lei.

Les pays avec lesquels on faisait à cette époque le commerce le plus étendu de céréales étaient l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Hollande, la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, la Turquie.

La Roumanie dut adapter son économie aux nécessités de production et de vente de sa richesse agricole. Le réseau de chemin de fer, qui était en 1914 de 3.702 kilomètres, desservait surtout la production agricole.

Les plus importants ports pour l'exportation étaient Constantza, sur la mer Noire, Galatz et Braïla. L'État construisit, dans ces ports, des magasins à silos, pour la conservation des céréales, munis de tous les moyens techniques de chargement, de déchargement et de nettoyage des céréales. Les deux magasins de Constantza ont une capacité de 60.000 tonnes ;

Spécification	VALEUR EN LEI				
	1910	1911	1912	1913	1914
—	—	—	—	—	1915
Céréales et dérivés.....	489.824.008	557.653.135	486.511.471	448.412.269	310.491.153
Légumes, fleurs et autres parties de plantes...	34.730.967	35.216.655	26.734.788	34.123.569	16.059.190
Animaux.....	5.951.725	6.454.087	3.996.091	2.899.125	3.365.828
Produits animaux : viande, laine, peaux, lait, œufs, beurre, etc.	10.269.852	11.798.832	16.504.529	15.339.608	16.433.415
Fruits.....	2.396.179	4.386.218	4.266.755	4.926.789	4.224.265
Vins.....	17.060	9.815	5.780	12.344	2.483
TOTAL DE L'EXPORTATION DES PRODUITS AGRICOLES.....	543.186.791	612.518.742	535.019.414	502.713.704	347.276.034
POURCENTAGE DU TOTAL GÉNÉRAL DE L'EXPORTATION.....	88,10	88,55	83,32	74,95	76,86
TOTAL GÉNÉRAL DE TOUTES LES EXPORTATIONS.....	616.504.872	691.720.408	642.403.783	670.705.335	451.800.823
					570.182.097

un troisième — qui n'a pas encore l'outillage nécessaire — a une capacité de 30.000 tonnes. Les installations de nettoyage ont un débit de 100 tonnes par heure.

Les magasins du port de Galatz ont une capacité de 22,000 tonnes, ceux de Braïla de 25.000 tonnes.

La construction de nouveaux magasins pour faciliter le commerce des céréales et de nouvelles lignes de communications faisaient partie du programme des travaux immédiats, lorsque la guerre mondiale éclata.

La Roumanie était, à la veille de la guerre, un pays riche qui consolidait d'année en année sa situation économique et politique, et qui progressait dans le domaine de la civilisation tant matérielle que spirituelle.

Dans l'évolution de la guerre européenne, le problème des céréales roumaines a joué un rôle particulier : le problème capital économique a été pour la Roumanie, dans la première période, leur écoulement, et pour les belligérants occidentaux, leur accaparement.

CHAPITRE II

L'agriculture de la Roumanie depuis l'époque du déclenchement de la guerre européenne (juillet 1914) jusqu'à l'entrée de la Roumanie en action (15 août 1916)

1. La politique de prohibition à l'exportation. — 2. Les difficultés de transport et de crédit ; les protestations des agriculteurs et leurs revendications. — 3. Changement de la politique économique du gouvernement : permission de l'exportation ; l'agglomération des céréales aux frontières ; le monopole d'achat en Allemagne et en Autriche-Hongrie. — 4. Le monopole de vente des céréales en Roumanie ; le premier contrat avec les empires du Centre : le second contrat. — 5. Le contrat avec le bureau britannique. — 6. Mesures pour satisfaire les besoins internes ; caractéristiques de cette époque.

1.

Le 28 juin 1914, à Sarajevo, en Bosnie, se produisait l'étincelle qui provoqua l'embrasement de la guerre européenne ; en juillet elle était déchaînée.

La Roumanie se trouvait en pleine moisson. Aux angoisses dérivant du caractère fort grave du conflit européen, s'ajoutaient celles d'ordre économique. La récolte du blé était faible, la plus faible des dernières cinq années 1910-1914 : elle n'atteignait que 5 quintaux à l'hectare, soit moins de la moitié de la production normale.

La guerre provoqua immédiatement des embarras dans toutes les branches de la vie économique : chacun cherchait à liquider ses affaires, et au lieu d'en prévoir de nouvelles, se préparait à des événements graves, à une vie de privations et de souffrances. La Roumanie pouvait, d'un moment à

l'autre, être entraînée dans le grand tourbillon, car elle avait des revendications très sérieuses à faire valoir sur les provinces roumaines de Hongrie.

Dans cette situation, le souci du gouvernement était de conserver intactes toutes les ressources économiques du pays, pour le cas où la Roumanie entrerait en action. Ce souci se refléta dans les mesures de prohibition et les entraves mises à l'exportation des produits agricoles.

D'autre part, à cause de l'arrêt de l'exportation, les agriculteurs restaient avec leurs magasins remplis, ne pouvant plus rien vendre : l'argent n'entrait plus dans le pays, comme d'habitude, après la récolte, et la crise s'accroissait de jour en jour.

Une première période, immédiatement après le déclenchement de la guerre, est ainsi dominée par la lutte entre la politique de conservation du gouvernement et le désir des producteurs de vendre à tout prix.

Cette lutte s'est terminée par un compromis : l'État a dû organiser le commerce d'exportation sous la forme d'un quasi-monopole, afin d'avoir toujours en mains le mouvement des stocks, sans laisser s'affaiblir l'approvisionnement interne.

Nous examinerons par la suite toutes les phases de cette lutte, qui relégua au second plan les préoccupations du gouvernement et des organisations agricoles concernant l'augmentation de la production. Durant l'époque de neutralité de la Roumanie, le problème capital de l'agriculture fut la vente des produits, tandis que durant la guerre le problème capital fut l'augmentation de la production.

La politique de prohibition du gouvernement a son fondement légal dans les dispositions de la loi des douanes qui stipulent qu'en cas d'urgence, on peut interdire l'exportation des blés et des autres produits nécessaires à l'alimentation de la population ; cette même loi dispose que lorsque la sécurité publique est en jeu, on peut aussi interdire l'exportation d'autres produits. La prohibition doit être établie par décret royal.

En se basant sur ces textes, le gouvernement, en date du 21 juillet 1915, interdit l'exportation d'une série de produits. La prohibition fut appliquée graduellement : pour le blé, pour la farine de blé et d'autres céréales, sauf celle du maïs ; pour les chevaux, bœufs et autres animaux de transport ; pour l'avoine, le foin et les fourrages en général ; pour les haricots, pour les semences de tournesol et enfin pour les pois, le seigle et l'orge.

On le voit, l'interdiction d'exportation s'étendit petit à petit sur tous les articles, sauf le maïs.

Le mécontentement des agriculteurs était grand. Leurs protestations s'appuyaient sur deux arguments principaux : l'un relatif à la forme, les prohibitions n'ayant pas été décrétées avec le respect de toutes les formalités légales ; l'autre réel, s'appuyant sur le fait que la récolte n'était pas aussi faible que celle de 1914 et que, par conséquent, l'exportation ne pouvait pas compromettre l'approvisionnement interne.

L'argument relatif à la forme était discutable. Ainsi que nous l'avons dit, la récolte du blé de 1914 avait été très faible : celles de l'orge, de l'avoine et des autres plantes furent moyennes et donnèrent des disponibilités réelles pour l'exportation. Mais le danger pour la consommation interne n'en existait pas moins : les prix que l'on offrait à l'extérieur, spécialement en Autriche-Hongrie, étaient de plus en plus élevés et la tentation de vendre plus que le disponible croissait avec les prix.

Le seul produit resté libre à l'exportation était le maïs, dont les récoltes, tant en 1914 qu'en 1915, avaient été excellentes. La demande était forte en Autriche-Hongrie ; les prix offerts de plus en plus élevés, ce qui provoqua aussi la hausse des prix à l'intérieur : cette hausse exceptionnelle rendait très difficile l'approvisionnement de la population des montagnes, qui vivait de maïs acheté à la plaine.

Pour arrêter la hausse du prix du maïs à l'intérieur et modérer l'exportation, le gouvernement présenta au parlement, le 24 février 1915, une loi établissant des taxes d'exportation sur le maïs, la farine de maïs, et les haricots.

Les agriculteurs avaient vendu d'importantes quantités

de maïs aux commerçants : ceux-ci attendaient le moment de pouvoir transporter leurs marchandises vers la frontière austro-hongroise, afin de bénéficier de la différence de prix de jour en jour plus accentuée. Les taxes d'exportation frappaient, à cette époque, principalement ces commerçants : l'État leur réclamait pour le trésor une part de leur gain exceptionnel.

C'est pourquoi, au commencement, les agriculteurs n'ont pas donné beaucoup d'importance à ces taxes d'exportation qui apparaissent comme une mesure exceptionnelle. Plus tard, et surtout dans la période qui a suivi la guerre, elles ont été généralisées pour tous les produits agricoles : elles sont devenues une source importante de revenu pour le fisc, et une cause de baisse de la rentabilité des entreprises agricoles.

Toutefois la statistique de cette époque enregistre, à l'exportation, des quantités appréciables de produits frappés d'interdiction. Cela s'explique par le fait que le Ministère des finances accordait des permis d'exportation spéciaux pour certains articles prohibés : ces permis se donnaient quand l'exportation était faite contre des marchandises, ou pour d'autres causes bien justifiées. Malgré ces motifs, ces permis ont provoqué de vives protestations de la part des agriculteurs et des discussions fort animées au parlement.

2.

A côté de la crise due aux prohibitions et aux taxes d'exportation, l'agriculture eut à lutter contre d'autres difficultés, principalement celles des transports.

En temps normal, la Roumanie se servait de la voie navigable du Danube et du port maritime de Constantza, pour écouler, par la mer Noire et les Dardanelles, la plus grande partie de ses produits exportables. Les voies ferrées convergeaient vers les ports du Danube et Constantza.

La guerre venue, le passage des Dardanelles fut fermé pour les bateaux de commerce et la voie de mer coupée pour

l'exportation de la Roumanie. Les grands ports roumains d'exportation, siège des bourses de céréales, restaient dans l'inactivité.

Les transports en amont sur le Danube, qui se faisaient en temps de paix vers l'Autriche-Hongrie, furent de même suspendus : la guerre Austro-Serbe avait fermé aussi cette voie navigable.

Il ne restait donc pas d'autre possibilité pour le transport du maïs et d'autres produits libres à l'exportation que d'utiliser la voie ferrée, vers la frontière austro-hongroise. Cette frontière suivait les cimes des Carpathes et les raccords de voies ferrées n'étaient établis que sur cinq points : c'est vers ces points que convergeaient maintenant toutes les disponibilités exportables.

Mais les chemins de fer roumains n'étaient pas outillés pour faire face aux nécessités d'une exportation faite seulement par voie de terre. Il s'ensuivit une véritable lutte pour obtenir les wagons nécessaires au transport vers les stations de la frontière austro-hongroise, ou celles plus rapprochées, d'où les envois vers la frontière pouvaient se faire en charrettes. L'administration des chemins de fer et le gouvernement durent s'occuper sérieusement de cette question pour en chercher la solution.

Une procédure longue et compliquée établissait les modalités d'après lesquelles les agriculteurs et les exportateurs pouvaient obtenir des wagons, et l'ordre d'expédition de ces wagons. On n'arriva pas, toutefois, à empêcher un gros embouteillage des wagons aux stations-frontières, aggravé encore par le fait que les marchandises n'étaient pas évacuées avec célérité vers les pays acheteurs. Les wagons ne pouvant sortir du pays, le rechargement des wagons étrangers se faisait avec difficulté, et les pays acheteurs amassaient intentionnellement de grandes quantités de marchandises, afin de provoquer une baisse des prix. A mesure qu'augmentaient les difficultés de transport et de vente à l'extérieur, la crise de numéraire et de crédit s'amplifiait à l'intérieur. Une grande effervescence régnait parmi les agriculteurs, surtout les grands

agriculteurs ; car les petits ressentaient moins toutes ces difficultés, leur production étant destinée, en grande partie, à leur propre approvisionnement. Les grands agriculteurs étaient organisés en syndicats agricoles reconnus par la loi, et qui avaient aussi dans la capitale une organisation centrale, l'« Union des Syndicats agricoles » ; toute la lutte pour résoudre la crise était conduite par les syndicats et leur Union.

Le gouvernement et la Banque Nationale d'émission se préoccupaient des mesures à prendre pour résoudre les problèmes provoqués par cette situation, mais celles-ci ne satisfaisaient pas complètement les cercles intéressés. Ainsi la Banque Nationale a cherché à aider les agriculteurs par les banques commerciales, en leur accordant des emprunts gagés sur la récolte, mais cette mesure ne donna pas de grands résultats.

Avec le concours de la Banque Nationale, le gouvernement décida alors la création d'une institution d'État : « La caisse d'emprunts sur gages des agriculteurs et des industriels. » En mars 1915, cette institution commença ses opérations. Elle fonctionnait surtout à l'avantage des agriculteurs, et continua son activité aussi après la guerre. Mais cette institution, elle non plus, ne pouvait résoudre la crise, car ses ressources étaient bien moindres que les besoins des agriculteurs. L'exportation était considérablement au-dessous de la normale et des disponibilités existantes. En juillet 1915, la crise était à son comble : il y avait encore des stocks importants de la récolte précédente, et la nouvelle récolte était prête à être emmagasinée ; de sorte que, deux récoltes venant l'une sur l'autre, les agriculteurs, qui avaient à peine les moyens d'emmagasiner une seule récolte, se demandaient, avec inquiétude, comment en emmagasiner deux.

Leurs protestations ont pris toutes les formes possibles ; ils demandaient avec obstination toute une série de mesures destinées à alléger la crise, savoir :

- a) La liberté d'exportation des produits agricoles ;
- b) L'augmentation des moyens de transport vers la frontière austro-hongroise, la permission de transporter de n'im-

porte où avec des chariots, la construction de lignes à voie étroite ;

c) La simplification des formalités douanières ;

d) La simplification des formalités pour les emprunts à la caisse des emprunts sur gages ;

e) La construction de magasins à la frontière et dans les centres importants de communications ;

f) Des facilités pour l'obtention des sacs destinés à transporter la récolte.

Ces revendications, exprimant un programme si précis et si concret, ne sont pas restées sans effet sur la politique économique du gouvernement.

3.

Les démarches pressantes des agriculteurs, et l'accumulation de deux récoltes, convinquirent le gouvernement que la politique de prohibition n'était plus justifiée, et qu'il fallait revenir au système de la liberté d'exportation. Cela était d'autant plus nécessaire que la récolte de 1915 était normale, et que spécialement celle du blé était incomparablement meilleure que celle de l'année précédente.

Le 1^{er} août, on abrogea la prohibition d'exportation des céréales, mais on établit des taxes d'exportation sur toutes les céréales dans le but d'en modérer la sortie du pays, et principalement pour empêcher la hausse des prix à l'intérieur, par rapport aux prix offerts par l'extérieur (1).

Les taxes d'exportation devaient être payées en or. La Banque Nationale a eu, à cette époque, le moyen d'augmenter son stock d'or et de traites.

La prohibition fut maintenue pour une série entière de produits, pour lesquels le gouvernement se réserva le droit

(1) Les taxes étaient établies pour les 100 kilos : maïs 4 lei, haricots 9 lei, blé et seigle et leurs farines 5 lei, pois et lentilles 9 lei, les semences oléagineuses 10 lei, celles de fourragères, 3 lei, les sons et tourtes 2 lei, les huiles végétales 10 lei.

d'accorder des permis spéciaux, dans certains cas, et notamment pour obtenir pour compensation des marchandises prohibées dans les pays voisins. Ces permis d'exportation par dérogation à la prohibition générale, s'accordaient sur l'avis d'une commission spéciale. Cette mesure était dictée par les circonstances, car, dans la majorité des États européens, le commerce se faisait de cette façon à cause de la guerre.

On a fait de même de grands efforts pour améliorer le système de distribution et d'expédition des wagons vers la frontière.

Toutefois la liberté de l'exportation et les efforts pour améliorer les transports n'ont ralenti que très peu la crise. Les causes en résidaient au delà des frontières roumaines, dans le grave déséquilibre provoqué par la guerre dans les relations économiques internationales.

En effet, la guerre, comme je l'ai dit, avait fermé les voies naturelles pour l'écoulement des produits agricoles de la Roumanie : le Danube et la Mer. Les seuls pays acquéreurs étaient l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et les seules voies d'écoulement étaient les 5 voies ferrées qui reliaient la Roumanie à l'Europe centrale. Si, dans la période de prohibition de 1914 et 1915, c'est-à-dire avec un effort réduit, ces voies ferrées supportaient avec peine le trafic, maintenant, avec la liberté d'exportation revenue, la pression sur ces voies était considérablement plus forte. Les stations-frontière débordaient de céréales, tous les dépôts étaient occupés. La place était réduite dans ces stations, toutes situées dans les montagnes et nullement destinées à servir au commerce de céréales. Des pays acquéreurs, il ne venait que peu de wagons pour être chargés, et les prix offerts étaient faibles et en disproportion avec ceux que l'on offrait à quelques kilomètres, à l'intérieur de l'Autriche-Hongrie. A la fin d'août, un mois après la remise en vigueur de la liberté d'exportation, le gouvernement se vit obligé de publier un communiqué conseillant aux agriculteurs de ne plus envoyer leurs céréales à la frontière, car ils risquaient de les perdre.

Les prix offerts en Allemagne pour les céréales étaient

bien plus élevés que ceux que l'on offrait en Autriche-Hongrie. Celle-ci prit des mesures pour ne plus permettre le passage des frontières qu'aux céréales acquises par elle, et non à celles destinées à l'Allemagne. De cette façon, on faisait pression pour obtenir la baisse des prix, mais on augmentait l'accumulation des céréales dans les stations-frontière.

Les agriculteurs avaient espéré qu'une amélioration de leur situation résulterait de la liberté d'exportation; en réalité, la situation, loin de s'améliorer, s'aggravait à cause des risques de pertes qui découlaient d'un trafic réalisé dans de pareilles conditions.

Quoique pays producteur, et alors non-belligérant, la Roumanie était à la merci des seuls pays acquéreurs, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Ce fait explique en partie les difficultés politiques de la Roumanie à l'époque de la neutralité : l'intérêt national lui dictait d'aller contre l'Autriche-Hongrie, mais l'intérêt économique était étroitement lié aux bons rapports avec les puissances centrales.

Pour éviter la concurrence que se faisaient, plus ou moins, les commerçants acheteurs de céréales, et pour systématiser ce commerce en rapport avec les exigences de la guerre, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne établirent, en 1915, le monopole pour l'achat des céréales. En Allemagne, le droit exclusif d'achat fut accordé à une société spécialement créée dans ce but, la « Zentraleinkaufsgesellschaft ». En Autriche, ce droit revenait à l'organisation dénommée : « Kriegsgetreideverkehrsanstalt », et en Hongrie à l'organisation dénommée : « Kriegsprodukten ».

L'ordonnance du Conseil fédéral d'Allemagne, en date du 11 septembre 1915, établit les modalités de fonctionnement de la Société de céréales, le mode d'acquiescement, de livraison, etc. Tout cela équivalait à un monopole d'État, comme en Autriche et en Hongrie.

Les préposés des organisations de monopole de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie exerçaient une pression systématique pour obtenir la baisse des prix dans les stations-frontière. Tenant compte des taxes d'exportation, du transport

à la frontière, et des pertes inévitables, les prix offerts aux agriculteurs par les préposés des monopoles organisés étaient plus petits que le prix normal.

Les agriculteurs commencèrent à s'agiter de nouveau. Ils demandaient la suppression des taxes d'exportation, et l'arrêt des transports vers la frontière, pour obvier de cette façon à la pression exercée par les acheteurs à cause de la suroffre ; ils rééditèrent leurs anciennes revendications : la construction de magasins dans les centres de communications et la majoration des crédits pour n'être pas forcés de vendre leurs récoltes à n'importe quel prix.

Enfin, ils demandaient encore, et c'est là chose essentielle, la création d'une commission pour la réglementation de la vente des céréales. De cette commission devaient faire partie des agriculteurs, des commerçants et des représentants du gouvernement : elle devait avoir le droit exclusif d'organiser l'exportation d'établir les besoins de la consommation interne et les moyens de les satisfaire ; elle devait se mettre en rapport avec les organisations de centralisation des empires du centre, qui, étant les seuls acheteurs, baissaient les prix d'une façon dérisoire. En d'autres mots, à l'organisation du monopole d'achat, on répondait par l'organisation du monopole de vente. Ce postulat fut réalisé ; le système du monopole de vente a été appliqué jusqu'à l'entrée en action de la Roumanie.

4.

Dans la conception des agriculteurs, la commission devait être une institution particulière, avec attributions limitées. Le gouvernement adopta la solution de créer la commission comme organe d'État, en lui donnant des attributions bien plus larges : le droit unique de réglementer l'exportation et la consommation interne. C'était une organisation de monopole. Le droit de l'État de prendre une mesure aussi radicale dérivait de la « Loi des mesures excep-

tionnelles (1) ». Ainsi, le 26 octobre 1915 se constitua la « Commission centrale pour la vente des produits agricoles », qui, ainsi que nous le verrons, devait jouer plus tard un grand rôle dans l'économie du pays.

Sa composition était la suivante : 4 agriculteurs désignés par l'Union des syndicats agricoles, 1 représentant des commerçants de céréales, 1 représentant de la Banque Nationale, le président de la Chambre de Commerce, et 4 délégués du gouvernement désignés par les Ministères intéressés : Agriculture, Finances, Industrie et Commerce, Travaux publics.

Cette Commission a fonctionné, au commencement, sur la base d'un règlement : la consécration légale des opérations de monopole faites par elle n'est venue que plus tard, par la loi du 23 avril 1916.

Les agriculteurs n'ont pas eu grande confiance dans cet organe, car ce n'était pas là ce qu'ils désiraient ; mais, par la suite, ils se sont convaincus que l'activité déployée par la commission était des plus fructueuses et très satisfaisante.

En effet, dès sa constitution, elle fit des recherches pour établir les stocks existants, fixer les quotités nécessaires à la consommation interne, à l'armée, aux villes ; elle établit des prix maximum pour l'intérieur : innovation qui, ainsi que d'autres, devait jouer un rôle assez grand dans le déploiement ultérieur de l'économie roumaine. Elle s'occupa ensuite de l'exportation fixant les stocks de chaque céréale qui pouvaient sortir du pays, et les prix minimum au-dessous desquels il n'était pas permis aux agriculteurs et aux commerçants de vendre aux organisations étrangères. Elle avait le monopole des transports : elle disposait seule des wagons roumains et étrangers qui entraient dans le pays ; elle donnait les autorisations de transport sur routes et par chariots ; elle disposait des magasins de l'État dans les stations de chemins de fer et les ports, ainsi que des chalands qui naviguaient sur le Danube. En un mot, tout le commerce et tous les moyens

(1) La loi autorisant des mesures exceptionnelles du 24 octobre 1914, modifiée le 5 avril 1915 et le 25 octobre 1916.

de transport et d'emmagasiner étaient entre ses mains.

Seule, cette concentration de tout le mécanisme sous une seule direction a permis de remédier à l'anarchie qui s'était produite dans les trois premiers mois d'exportation libre, et aux courses de transports vers la frontière.

Le premier soin de la commission avait été de laisser s'effectuer d'une façon satisfaisante les contrats en cours, et de prendre les mesures d'écoulement des stocks qui embouteillaient les stations-frontière et les voies ferrées avoisinantes. Après la liquidation des contrats en cours, la commission ne permit plus la conclusion d'autres contrats que par son intermédiaire. Cette opération demandait de la part des organes de la Commission un grand effort, car il fallait établir pour chaque cas la quotité exportable, celle nécessaire à la consommation interne, la direction de transport la plus rationnelle, et la répartition des wagons nécessaires. Le but poursuivi par la commission de vente était de traiter directement, d'égal à égal, avec les organisations de monopole allemande et austro-hongroise, et de conclure des contrats collectifs, correspondants aux intérêts généraux du pays et aux intérêts particuliers des agriculteurs. En effet, les représentants du consortium allemand et des organisations austro-hongroises vinrent dans le pays pour traiter avec la commission centrale.

Ces démarches réussirent et donnèrent lieu, le 22 décembre 1915 à la conclusion du premier contrat de vente pour la quantité de 500.000 tonnes de céréales et légumineuses et, en plus, pour toutes les céréales qui se trouvaient encore en dépôt à la frontière.

La répartition de cette quantité entre les différentes catégories de céréales devait être faite dans la proportion suivante :

	Pourcentage
Blé ou seigle.....	40
Maïs.....	20
Orge.....	15
Avoine.....	10
Haricots.....	10
Pois.....	5

Les prix étaient assez élevés, à savoir aux cent kilos : blé, 32 lei, maïs, 28 lei, orge, 30 lei, avoine, 27 lei, pois, 26 lei, haricots, 40 lei.

Les frais de transport par voie ferrée ou par eau, de l'endroit de chargement, étaient à la charge des acheteurs ; il en était de même des taxes d'exportation. Ce contrat était considéré comme avantageux par les deux parties et, après son exécution, on prévoyait la conclusion d'un second.

L'exécution commença immédiatement : on distribua aux agriculteurs des formulaires sur lesquels ils devaient inscrire les quantités disponibles et celles nécessaires à la consommation interne, et déclarer en quelle mesure ils s'obligeaient à contribuer à l'exécution du contrat collectif.

Après la réception de tous les formulaires complétés, on put établir la situation des stocks : on décida de considérer comme exportable 60 pour 100 de la quantité totale de blé existant, 50 pour 100 de la quantité d'orge, maïs, haricots et pois, et 30 pour 100 de la quantité d'avoine.

En appliquant ces cotes, il résultait que la quantité exportable de toutes les céréales était, à ce moment, de 1.442.999 tonnes et que, par conséquent, l'exécution du contrat de vente de 500.000 tonnes était largement assurée.

En se basant sur ces investigations, et sur les calculs faits, on répartit l'exécution du contrat entre les grands agriculteurs, les commerçants et les petits agriculteurs. La commission conclut ensuite des contrats individuels avec les grands agriculteurs et les commerçants ; pour les livraisons qui devaient être faites par les petits agriculteurs, le contrat fut passé avec la centrale des banques populaires et des coopératives rurales.

Un vaste mécanisme dut être mis en mouvement. On fit un plan pour les transports par voie ferrée et par le Danube, car, entre-temps, la navigation s'était rétablie sur le trajet supérieur du fleuve : on organisa la réception et la livraison dans les gares ainsi que les services de la centrale de la commission ; le contentieux pour les contrats et litiges, la comptabilité et la liquidation des paiements.

Le contrat fut exécuté dans les meilleures conditions, à la complète satisfaction des agriculteurs. A cette exécution contribuent 3.500 grands agriculteurs, 1.200 commerçants et plusieurs milliers de paysans, qui ont livré leurs produits par le moyen les banques populaires et les coopératives dont ils faisaient partie. Au total, on a livré en deux mois et demi la quantité de 545.033 tonnes de céréales, la plus grande partie en blé, conformément à la proportion établie dans le contrat et indiquée plus haut. La valeur totale de ces céréales était de 167.891.522 lei or (1 leu = 1 franc).

La crise était en partie écartée, les agriculteurs plus tranquilles ; l'État avait encaissé des sommes importantes en taxes d'exportation, la Banque nationale avait augmenté son stock métallique. La commission avait accompli son devoir et, tant dans la presse qu'au parlement, on a reconnu ses mérites pour la façon dont elle avait organisé la vente et l'exportation.

Le premier contrat étant exécuté, on en conclut un autre, le 16 mars 1916. La commission centrale s'engageait à vendre encore 1.400.000 tonnes de céréales. Cette quantité ajoutée à celle déjà livrée représentait plus que les stocks disponibles, d'après les calculs faits par la commission même, mais on comptait que la différence serait couverte par la nouvelle récolte, qui était proche.

Les prix pour les quantités prévues dans ce second contrat étaient les mêmes que dans le premier ; on a maintenu également les mêmes conditions. Son exécution fut poursuivie jusqu'en août, quand la Roumanie entra en guerre. La quantité totale livrée au compte de ce second contrat a été de 850.593 tonnes, ayant une valeur de 258.996.172 lei or.

Ainsi fut écoulé en Allemagne et en Autriche-Hongrie, d'une façon ordonnée et systématique, tout ce qui était disponible en céréales et légumineuses.

Pour la Roumanie, ces ventes avaient été une nécessité ; sans elles, elle aurait été asphyxiée par sa propre production : la crise économique aurait amené des conséquences désastreuses, car nous avons montré dans le premier chapitre que

tout l'équilibre économique du pays se basait sur l'exportation des céréales. Le mécontentement des grands et les petits agriculteurs était arrivé à un état si aigu, dans la période de prohibition de l'exportation, qu'il eût été dangereux qu'un tel état d'esprit subsistât dans le pays, dans une époque de guerre.

Pour les empires du centre, qui étaient bloqués et qui avaient de grandes difficultés pour approvisionner l'armée et la population civile, l'importation de si grandes quantités de céréales venant de Roumanie eut une grande importance. Cette importation, certainement, prolongea et soutint leur résistance.

5.

Cette situation était bien connue des puissances alliées qui ont essayé de la modifier dans le sens de leurs intérêts militaires et politique. Aussitôt que la Commission centrale eût commencé à traiter la vente avec les consortiums allemand et austro-hongrois, le gouvernement britannique exprima le désir d'acheter toute la disponibilité existante de blé. Mais le transport de ce blé était impossible, car les Dardanelles étaient bloquées et la route de terre passait par l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement britannique entendait donc seulement immobiliser ce blé dans les magasins publics ou particuliers : son but d'achat n'était que d'ordre politique et militaire.

Les pourparlers aboutirent, et le 7 janvier 1916, fut conclu le contrat avec le bureau qui était le mandataire de l'État anglais. La quantité que la commission s'engageait à vendre était de 820.000 tonnes de blé, au prix de 32 lei les 100 kilos. L'acheteur avait la faculté de laisser le blé dans les magasins des agriculteurs avec obligation pour ceux-ci d'assurer la marchandise ; il avait aussi le droit de déposer le blé dans les magasins des chemins de fer, sous les soins de cette administration. L'exécution de ce contrat était plus facile que celle du contrat austro-allemand, car la commission n'avait qu'à

recueillir les offres, les autres formalités : contrats individuels, livraison, liquidation du prix, se faisaient par le bureau britannique. Toutefois, les agriculteurs ne s'inscrivaient guère pour l'exécution de ce contrat, pour le motif qu'ils étaient contraints de s'engager à garder chez eux la marchandise ; il fallut que la commission centrale exerça une pression sur eux, les avertissant que, s'ils ne s'inscrivaient pas pour l'exécution de ce contrat, les quantités de blé qu'ils conservaient seraient attribuées au stock destiné à la consommation interne. Observons que le prix pour les livraisons destinées à la consommation interne était plus bas. On a pu de cette façon conclure 1915 contrats individuels pour une quantité de 426.840 tonnes. On n'a donc pu compléter qu'un peu plus de la moitié de la quantité contractée, soit à cause de la résistance des agriculteurs, soit à cause de l'insuffisance des stocks de la récolte de 1915.

Afin de satisfaire à la demande des agriculteurs qui ne voulaient plus avoir la garde du blé, l'État prit des mesures pour faire construire de nouveaux magasins dans les gares ; ceux existant alors dans les gares et les ports avaient à peine une capacité de 300.000 tonnes.

Pour compléter la quantité stipulée, le bureau britannique accepta aussi la livraison de farine de blé. Malgré cela, jusqu'au 28 août, date de l'entrée en action de la Roumanie, le contrat n'avait pas été complètement exécuté.

Au moment de l'entrée en guerre de la Roumanie, l'État fit une convention avec le bureau britannique, par laquelle les stocks déjà livrés seraient mis à la disposition de l'armée roumaine, avec obligation de les restituer à la récolte de 1916 ; et en vertu de cette convention, l'armée roumaine prit livraison de 180.000 tonnes des stocks de blé déposés, le reste, soit 246.840 tonnes, restant à la charge du bureau britannique.

En décembre de la même année, le front roumain fut rompu et les armées allemandes et austro-hongroises pénétrèrent dans le territoire roumain, justement dans la zone agricole la plus riche : entre les Carpathes et le Danube. Une partie des dépôts de blé furent détruits par le bureau bri-

tannique pour ne pas qu'ils tombent aux mains de l'ennemi, mais la plus grande partie fut capturée par l'armée austro-allemande (1).

6.

La commission centrale ne borna pas seulement son activité à organiser l'exportation, elle s'inquiéta aussi des mesures destinées à assurer la consommation interne. Une série de produits ont été déclarés de première nécessité et, conformément à la loi, on a fixé pour eux des prix maximum : c'étaient le blé, le seigle, le maïs, l'avoine, les haricots, les farines de blé et de maïs.

Les prix maximums établis par la commission ont servi de base au tarif de réquisitions au cours de la guerre.

Après la liquidation de la récolte de 1914, on fixa les cotes nécessaires à la consommation interne pour la récolte de 1915 : de la totalité de la récolte on retenait : blé 40 pour 100, avoine 70 pour 100, orge 50 pour 100, maïs 50 pour 100, haricots 50 pour 100, pois 50 pour 100.

Pour assurer la consommation interne et la répartition des stocks entre les centres de production et ceux de consommation, on créa des commissions départementales, et une commission spéciale qui fonctionnait au Ministère de l'Intérieur.

Dans le calcul des quotités nécessaires à la consommation interne, la commission centrale des céréales se montra quelque peu parcimonieuse, et soit que la consommation fut en réalité plus grande, soit que, ainsi que cela arrive dans les temps

(1) Le contrat britannique a été liquidé après la guerre. En 1919, l'État anglais a demandé la restitution en nature des 180.000 tonnes cédées à l'armée roumaine : il ne pouvait pas être satisfait à cette demande par l'État roumain, à cause de l'état précaire de l'agriculture après la guerre. A la suite des discussions poursuivies, l'État roumain prit à son compte la totalité du contrat britannique, et accepta de rembourser, à l'État anglais, la totalité des sommes payées pour les 426.840 tonnes de blé. Le paiement fut effectué en bons du trésor, émis en livres sterling ; la transformation des lei en livres sterling fut faite à la parité légale. L'opération devint désastreuse pour l'État roumain à la suite de la dépréciation ultérieure du cours des lei, et a donné lieu à de vives protestations et critiques au Parlement.

troubles, les producteurs, les paysans surtout, aient tendance à cacher les céréales, le fait est qu'en 1916 on commençait à ressentir quelque peu la pénurie.

La guerre a causé dans l'économie de la Roumanie, comme nous l'avons vu plus haut, une grande perturbation qui atteignit surtout gravement l'agriculture. Avant la guerre, l'exportation annuelle totale de la Roumanie en céréales, pétrole, bois et autres produits de moindre importance était de 4 à 4.500.000 tonnes (en 1913 ce total avait été de 4.326.735 tonnes). Pendant la première année de la guerre européenne, c'est-à-dire du 1^{er} août 1914 au 31 juillet 1915, il n'a été que de 1.019.390 tonnes : il avait donc diminué de 75 pour 100, quoique dans tous les domaines, l'activité avait été normale. La diminution de la production de blé de 1914 n'explique que partiellement cette énorme baisse de l'exportation. En réalité, la cause primordiale a été la fermeture des voies normales d'exportation de la Roumanie, et les prohibitions décrétées par le gouvernement roumain, dès le début de la guerre, par mesure de précaution.

Les prohibitions et la fermeture des voies de communication eurent comme conséquences l'accumulation des produits provenant des récoltes de 1914 et de 1915. On peut dire que la période 1914-1916 a été caractérisée par l'accumulation des stocks de produits agricoles, c'est-à-dire que des phénomènes semblables aux phénomènes de surproduction industrielle. L'époque suivante, c'est-à-dire celle de la guerre, est marquée par un phénomène inverse : les stocks sont vite épuisés ; les réquisitions et les ventes forcées ont épuisé les dernières réserves des producteurs : la demande était énorme, l'offre faible et toute l'énergie des autorités tendait à augmenter la production et à acquérir toutes les quantités disponibles.

La crise provoquée par l'arrêt de l'exportation, en 1914, fut sérieuse, et menaçait de prendre une forme très grave ; l'État roumain dut prendre des mesures en tenant compte de la situation créée par la guerre à l'intérieur et autour de la Roumanie. A l'intérieur, c'était l'accumulation des stocks et les prix bas ; au dehors les demandes multiples, les prix élevés,

mais la possibilité d'écoulement fort réduite. Pour bénéficier des bas prix de l'intérieur de la Roumanie, et pouvoir imposer plus sûrement leur volonté d'acheteurs uniques, d'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, créèrent leurs organisations de monopole.

A cette mesure, la Roumanie répondit par le monopole de vente, en créant la commission centrale de vente des céréales et en lui donnant les plus larges attributions. Grâce à cette organisation, on a pu canaliser d'une façon rationnelle l'exportation agricole de cette période. Si l'on n'avait pas organisé en Roumanie ce monopole, le prix des céréales eût été à la discrétion exclusive des consortiums austro-hongro-allemands. Plus encore, les agents de ces consortiums auraient eu la possibilité de choisir les agriculteurs vendeurs et d'exercer de cette façon une action politique en faveur de leurs pays.

L'organisation que la Roumanie a opposée au consortium austro-allemand a été une grande institution, mettant en mouvement un système très compliqué. La complication provenait du fait qu'il y avait, dans cette situation anormale, une énorme différence entre le prix interne et le prix externe ; il fallait assurer à chaque agriculteur le bénéfice du prix externe en même temps que l'obligation de céder une quote-part pour la consommation interne.

On a fait de cette manière, à cette époque, une vaste expérience de monopole pour la vente de céréales, et de systématisation des transports pour subvenir aux nécessités nouvelles. L'expérience a eu plein succès : l'agriculture roumaine a été mise à l'abri de la désorganisation, grâce aux moyens employés par la commission centrale de vente des céréales pour mettre en valeur la récolte.

CHAPITRE III

L'agriculture dans les provinces occupées par l'armée allemande

1. Occupation de l'Olténie et de la Valachie. Préparatifs pour l'exploitation du pays. La situation trouvée par les occupants. — 2. L'organisation agricole établie par les occupants : l'état-major économique, la commission mixte roumaine. — 3. Mesures pour l'organisation des transports, du paiement et de la main-d'œuvre. — 4. La marche de l'agriculture. La statistique de la production. — 5. L'utilisation de la récolte : rationnement de la consommation de la population civile ; la consommation de l'armée. — 6. Les produits agricoles exportés dans les empires du Centre. Le rôle de l'agriculture de la Roumanie pour la continuation de la guerre mondiale. — 7. Les calculs pour l'avenir des empires du Centre relatifs à l'agriculture de la Roumanie. La caractéristique de cette époque.

1.

La Roumanie avait déclaré la guerre seulement à l'Autriche-Hongrie, parce qu'elle n'avait envers elle que des revendications nationales : d'importantes provinces roumaines se trouvaient sous la domination hongroise et autrichienne.

Inimmédiatement après la déclaration de guerre, les troupes roumaines pénétrèrent en Transylvanie, dans les premiers mois de la campagne.

Pour l'Allemagne, la guerre de la Roumanie se présentait sous un aspect économique et militaire : la vaincre et la conquérir, c'était prendre possession d'un territoire très riche en produits agricoles et pétrolifères. C'est pour cela que l'Allemagne donna au front roumain une attention toute particulière. L'Allemagne déclara donc la guerre à la Roumanie ; la Turquie et la Bulgarie l'imitèrent.

L'attaque de la Roumanie fut préparée avec beaucoup de soins : une armée allemande opérait en Transylvanie sous les ordres de Falkenheim, une autre préparait l'attaque à travers le Danube, sous les ordres de Maekensen.

En novembre 1916, le front roumain, étroitement serré au Nord et au Sud, fut rompu ; l'armée roumaine commença sa retraite vers l'Est et à la fin de décembre, l'Olténie et la Valachie, les provinces les plus riches de la Roumanie, étaient occupées par les armées des Empires du centre.

« L'espoir de pouvoir envoyer à leurs patries, dans le besoin, les riches provisions des deux récoltes de la Roumanie avait donné des ailes aux troupes alliées », déclarait un officier allemand qui avait fait partie de l'Organisation économique instituée par l'occupant (1).

L'importance économique de la Roumanie était discutée à Berlin en même temps que la préparation des opérations militaires ; l'exploitation économique intéressait au même degré le grand quartier général et les chancelleries de Berlin, qui réglementaient les rapports entre les puissances centrales alliées.

Le 28 octobre 1916, eut lieu une conférence entre les délégués allemands et austro-hongrois, dans le but d'élaborer un plan d'exploitation des richesses de la Roumanie. L'administration militaire d'occupation, dans l'hypothèse de la conquête du pays, devait avoir à cet effet une organisation spéciale : cette organisation fut dénommée l'état-major économique (Wirtschaftstab), partagé en plusieurs sections, correspondant aux différentes espèces de richesses de la Roumanie. Le rapporteur de la conférence pour les problèmes économiques, le major von Kessler, disait dans son rapport que le commandement militaire « avait l'obligation de veiller de toutes ses forces à enlever de Roumanie tout ce qui pouvait être pris (2) ».

(1) Voir pour l'histoire de l'occupation ennemie : G. ANTIPA : *L'Administration ennemie en territoire occupé*, même collection.

(2) Sammlung der Kriegswirtschaftlichen Vereinbarungen mit dem verbündeten Ausland. II Teil, Wien, 1918, 341-349.

Le 30 novembre, eut lieu à Vienne la seconde conférence qui établit la proportion de répartition entre l'Allemagne et ses alliées des richesses prises à la Roumanie.

Le 5 décembre 1916, le noyau qui devait former plus tard l'état-major économique, lequel a fonctionné ensuite pendant tout le temps de l'occupation, se réunissait dans une ville de l'extrême ouest de la Roumanie, à Turnu-Severin. Le 27 décembre, l'état-major économique s'installait à Buearest, capitale de la Roumanie, en même temps que le gouverneur et toute l'administration militaire, alors que les troupes roumaines se retiraient en Moldavie, et que le gouvernement roumain s'établissait à Jassy, capitale de cette province.

Le front s'était fixé le long d'une ligne partant de l'angle des Carpathes, allant jusqu'au confluent du Siret et du Danube, et s'appuyant en plus grande partie sur le cours inférieur de cet affluent du Danube. (Voir Carte p. 48.)

La partie occupée représentait approximativement les 2 tiers du territoire de la Roumanie ; 65,064 kilomètres carrés étaient sous l'administration allemande, mais le territoire réellement occupé était plus étendu, car ni les zones des étapes, ni celles du front, administrées par les commandants des unités militaires, n'étaient comprises dans la surface mentionnée ci-dessus. Il en était de même du territoire de la Dobroudgea, situé entre le Danube et la mer Noire, et qui, au commencement, avait été laissé sous l'administration des troupes bulgares.

La population de ces régions envahies était, en temps normal, de 4.243.222 habitants, la guerre l'avait réduite à 3.438.002 habitants.

Le territoire occupé se trouvait entre les Carpathes et le Danube, et comprenait la plaine de la partie inférieure de ce fleuve, c'est-à-dire la plus fertile et la plus riche de la Roumanie.

La guerre avait provoqué la désorganisation de la vie économique dans les deux provinces occupées ; la retraite des troupes roumaines, et l'avance de l'ennemi, les convois de

réfugiés civils qui se retiraient en même temps que l'armée roumaine, le mauvais temps de décembre, l'état de dépression de la population restée sur place, les destructions faites par les belligérants, tout cela avait paralysé le travail et l'effort de production. Les industries étaient en chômage, les communications interrompues en maints endroits, les maladies commençaient à se répandre. La population valide était à l'armée et le déficit de main-d'œuvre pour le territoire occupé était de 800.000 hommes.

Ce fut une chance pour les occupants qu'en décembre la récolte se soit trouvée emmagasinée, sauf quelques petites quantités de maïs, qui dans les zones d'opérations étaient encore dans les champs.

Le premier soin des occupants fut d'inventorier et de lever cette récolte : pour préparer la récolte prochaine ils avaient encore le temps.

2.

L'état-major économique se composait de l'organisation de l'administration militaire d'occupation, chargée de reconstruire la vie économique dans le territoire occupé, et de mettre les ressources de ce territoire à la disposition des puissances de l'Europe centrale.

Cet état-major économique avait 17 sections, correspondant aux différentes branches économiques : 1^o la fourniture d'aliments et fourrages ; 2^o l'agriculture ; 3^o les expéditions et transports ; 4^o les matières premières et les fabrications de guerre ; 5^o la statistique et la distribution ; 6^o l'industrie du bois ; 7^o la sylviculture et la chasse ; 8^o l'électrotechnique ; 9^o l'utilisation des machines ; 10^o la pêche ; 11^o les mines ; 12^o les entreprises industrielles de guerre ; 13^o les questions économiques générales, les administrations forcées ; 14^o les questions financières ; 15^o le contentieux et 16^o les questions ouvrières.

De toutes ces sections, les plus importantes ont été la

section des fournitures d'aliments et des fourrages, la section d'agriculture, celle des huiles minérales et spécialement du pétrole, et la section des transports.

Chaque section se composait de plusieurs groupes : celle de l'agriculture en avait cinq :

Le groupe A s'occupait des travaux du champ, de la répartition des semences, des jardins maraîchers, de la culture des plantes oléagineuses, de la récolte de tous les produits agricoles. Le groupe B s'occupait des animaux : élevage, répartition des animaux de travail, réquisition de la viande, etc. Le groupe C s'occupait de l'administration des domaines de l'État et de la Couronne, et avait plusieurs sous-groupes. Le groupe D s'occupait des industries agricoles : la bière, l'alcool, le vinaigre, l'acide carbonique, les eaux minérales, la glace artificielle. Le groupe E s'occupait des machines agricoles, des charrues moteurs et tracteurs, de l'organisation des opérations. Le groupe F s'occupait des laiteries.

L'état-major économique avait aussi des organes décentralisés qui, avec l'aide de l'armée d'occupation, exécutaient les mesures établies par le programme. A la tête de chaque département était placé un agronome, officier allemand ou autrichien, qui avait pleine autorité en ce qui concerne l'organisation de l'agriculture et l'extraction des stocks disponibles. Les agronomes de départements avaient des auxiliaires dans chaque arrondissement : les agronomes d'étapes, et ceux-ci avaient à leur tour des agents dans chaque commune. L'agronome d'arrondissement conviait chaque semaine les agents communaux à une conférence où s'établissaient les mesures nécessaires à prendre, l'agronome de département assemblait chaque mois ceux d'arrondissement. Dans la capitale avaient lieu des délibérations périodiques des agronomes de département, convoqués par l'état-major économique.

Tous ces organes étaient secondés par des « hommes de confiance », recrutés parmi la population du pays, éléments très souvent hétérogènes et douteux, dont le rôle était de dénoncer ceux qui se montraient récalcitrants aux dispositions prises par l'état-major économique, et de découvrir

les produits agricoles là où ils auraient pu être cachés. Pour l'inspection du réseau total des organes extérieurs, l'état-major avait des officiers inspecteurs, qui voyageaient d'un département à l'autre, donnaient des directives, et s'assuraient de l'exécution des mesures ordonnées.

La première mesure prise par l'administration militaire d'occupation fût de rétablir les autorités locales. Dans la capitale, les ministères furent ouverts de nouveau sous la conduite de « gérants » agréés par l'administration militaire. Les fonctionnaires subalternes de la capitale et des départements, qui étaient restés dans le pays, furent obligés de revenir à leur poste. Les administrations financières départementales furent rétablies. Des préfets furent nommés à la tête des départements. Les maires furent invités à reprendre leurs attributions. Là où les maires ne semblaient pas assez sûrs, ils furent remplacés par des hommes de confiance.

Il va sans dire que tout cet appareil de fonctionnaires était mis sous les ordres de l'administration allemande d'occupation, et de l'état-major économique. Spécialement à la campagne, le programme agricole pour la réalisation des cultures, la réquisition des récoltes, etc., se faisaient avec le concours obligatoire des maires et des organes administratifs.

Après 4 mois d'occupation, l'administration militaire sentit le besoin de créer un organe central servant d'instrument de liaison entre l'état-major économique d'une part, et l'administration roumaine et les représentants de l'agriculture du pays, d'autre part. Ainsi fut créée « la Commission mixte roumaine » (Rumäniseher Wirtschaftsverband), qui comprenait les délégués des autorités roumaines, des délégués des syndicats agricoles et des coopératives, avec les délégués de l'état-major économique. La commission mixte roumaine de la capitale avait des sections départementales, constituées de façon semblable à celles du centre, et des sous-sections d'arrondissements et de communes.

Tel fut le cadre d'organisation, grâce auquel l'état-major économique effectua un labeur écrasant : il remit sur pied

l'agriculture du pays, ainsi que les autres branches d'activité économique, réussissant à mettre toutes les ressources du pays à la disposition des puissances centrales, et augmentant ainsi considérablement leur pouvoir de résistance et leur capacité de continuer la guerre.

3.

Une série de mesures préalables très bien étudiées furent exécutées immédiatement après l'occupation du territoire en vue de son exploitation. Ces mesures concernaient le rétablissement des moyens de transport, la réalisation des moyens de paiement et la réquisition de la main-d'œuvre.

Aussitôt après son installation, l'état-major économique poursuivit l'exécution d'un plan de rétablissement des transports; les ponts, les chaussées et les voies de chemins de fer détruites par la guerre, furent réparés, le matériel roulant fût inventorié. On rappela au service le personnel dispersé, on le compléta par de nouveaux éléments susceptibles d'être recrutés parmi la population civile et parmi les prisonniers de guerre. On dénombra les chalands et les remorqueurs qui se trouvaient en hivernage dans les ports du Danube. Le réseau de chemin de fer fût remis en fonctionnement d'abord avec des trains en nombres réduits, puis avec un trafic de plus en plus rapproché du trafic normal. Toutes les mesures furent prises pour la navigation sur le Danube.

En ce qui concerne le mode de réquisition des produits agricoles et des autres richesses du pays, l'administration militaire ne voulut pas abuser du système de réquisitions sans paiement. Ce système avait été appliqué durant la marche en avant des troupes et encore quelque temps après. Plus tard, il ne fut employé que dans des cas spéciaux. L'administration militaire savait, par l'expérience de toutes les guerres, qu'un tel système mène à l'épuisement rapide des ressources d'un pays, et tue la production : et pour cette raison, elle décida de payer pour les produits du pays, enle-

vés aux particuliers. Mais les moyens de paiement faisant défaut, et les puissances centrales ne voulant pas distribuer, dans les territoires occupés, leur monnaie, on eut recours à une émission spéciale de lei, appelés « lei nouveaux », ayant cours obligatoire.

Le total de l'émission fut de 1.600.000.000 lei (1 lei = 1 franc).

Pour assurer le travail, l'administration militaire allemande libéra un grand nombre de prisonniers, en exigeant d'eux une déclaration selon laquelle ils ne prendraient plus les armes envers les puissances centrales. Certains de ces prisonniers étaient envoyés à leurs fermes, s'ils étaient des paysans du territoire occupé, d'autres étaient employés sur les grandes propriétés, dans l'industrie, les transports ou les entreprises pétrolifères.

De sévères mesures furent prises dès le début, afin que chaque paysan, chaque grand agriculteur et tout entrepreneur puissent s'occuper de leur exploitation agricole ou de leur entreprise, et assurer ainsi la production. Le travail était organisé comme dans une vaste entreprise socialisée, car toutes les dispositions de production et de répartition émanaient d'une autorité suprême : l'état-major économique.

Ces mesures devinrent de plus en plus sévères jusqu'à l'ordonnance de décembre 1917, qui établissait l'obligation du travail pour toutes les personnes valides entre 14 et 60 ans. Toute personne dont l'âge se trouvait entre ces limites devait accomplir le travail déterminé par un office des puissances occupantes. Le refus de travail était sévèrement puni par une amende et des années d'emprisonnement. Les communes devaient enregistrer le travail effectué par les habitants et fournir le nombre des travailleurs pour les différents travaux.

4.

La principale mission de l'état-major économique de l'administration militaire, était d'assurer la production agricole,

la réquisition et l'exportation des produits. Le gouverneur militaire, le général Tülff von Teheppe und Weidenbach, fixa le programme de travail de l'état-major économique par l'ordonnance confidentielle du 8 février 1917, adressée à toutes les sections : « Les stocks de céréales et de fourrages trouvés en Roumanie doivent être exportés le plus vite possible vers la patrie, c'est ce point du problème qui préoccupe principalement l'administration militaire. » Elle montre ensuite les devoirs des commandants d'étapes, des différents organes de l'état-major économique et des services de transports, puis elle continue : « Le second problème principal pour l'état-major économique consiste à assurer la récolte prochaine. Dans ce but on cultivera tout le terrain arable. On travaillera avec assiduité toutes les zones, car il est nécessaire *que la Roumanie soit maintenue comme le grenier des Puissances centrales* (1). »

Les ensemencements de l'automne de l'année 1916 n'avaient été faits qu'avec beaucoup de difficultés, à cause de la guerre. La surface ensemencée avec du blé était inférieure de 173.292 *hectares* à celle de l'année précédente.

Voici les chiffres pour le territoire occupé en Olténie et Valachie :

	Années 1915-1916	Années 1916-1917	Déficit
	—	—	—
Blé.....	1.219.333	1.046.041	173.292
Seigle.....	29.755	23.590	6.165

Les ensemencements de printemps ne s'annonçaient pas sous de meilleurs auspices, étant donné les circonstances que nous venons d'analyser.

Conscient des difficultés qu'il avait devant lui, l'état-major économique prit des mesures pour que les travaux de printemps soient effectués avec le maximum d'efforts par la population agricole en état de pouvoir travailler.

(1) La Roumanie sous l'occupation ennemie, 2^{me} fascicule. *L'exploitation économique du pays*, par le Dr Ilie GEORGIAN.

Les agronomes des départements, avec leurs auxiliaires des arrondissements et des communes, rédigèrent les plans de culture pour toute la surface arable de leur région respective, conformément aux directives données par l'état-major économique. Le déficit du blé devait être complété par des légumineuses et des oléagineuses, c'est-à-dire avec les plantes dont l'absence se faisait sentir dans le plan alimentaire des puissances centrales.

Une importance particulière fût donnée à la production des légumes. Tous les terrains maraîchers devaient être cultivés seulement avec des légumes. Si le propriétaire ou le fermier ne pouvait pas faire cette culture, le terrain était remis par l'organisation militaire à toute personne qui s'offrait à la faire. Tous les terrains libres des villes et des villages devaient être cultivés de cette façon. On éprouvait grandement le besoin d'avoir des semences potagères ; une quantité de 500 tonnes de ces semences dut être importée. Les autres semences des plantes de la grande culture se trouvaient dans le pays.

On a fait le calcul des quantités destinées à être exemptées de la vente forcée. Aux grandes exploitations ou aux fermes paysannes qui manquaient de semences, les agronomes de département et d'arrondissement affectèrent les semences prises dans les réserves spécialement faites dans ce but, contre paiement ou contre l'obligation de la restitution en nature à la récolte. Les domaines abandonnés par les fermiers, ou dont leurs propriétaires étaient absents, furent mis sous l'administration des délégués de l'état-major économique. De même les organes de l'état-major économique prirent dans leurs mains l'administration des domaines de l'État de la Couronne, les fermes appartenant à la famille royale, et celles des internés politiques (1).

Afin d'assurer l'exécution des travaux de printemps au moment le plus favorable, on diminua et même suspendit

(1) Les propriétés de l'État du territoire occupé avaient alors une surface de 193.023 hectares ; institutions zootechniques de l'État 3.170 hectares ; les domaines de la Couronne 40.288 hectares ; les domaines personnels du roi 6.744 hectares.

LA ROUMANIE pendant la guerre européenne



Légende

- Le front depuis Décembre 1916
- Lignes de chemins de fer principales
- Les limites de la steppe

les transports aux gares et aux ports pour l'exportation pendant les semailles. On préserva, dans la mesure où ce fut possible, de l'abatage et de l'exportation les animaux de travail. On répartit les animaux des régions où il y avait moins de terrain de culture, c'est-à-dire ceux des montagnes et des collines, dans les régions de la plaine. On inventoria les machines agricoles, et on fit leur répartition d'après la nécessité des exploitations, sans aucune préoccupation du propriétaire à qui elles appartenaient. On créa des ateliers régionaux de réparations pour y réparer spécialement les machines de battage en vue de la récolte.

On mit en fonctionnement les charrues à moteurs et les charrues à vapeur trouvées dans le territoire occupé, et on en apporta d'autres d'Allemagne au cours de l'année 1917. On importa de même d'Allemagne des presses à foin et à paille pour pouvoir presser et transporter à de grandes distances ces fourrages.

Des mesures furent prises pour la distribution aux agriculteurs des produits permettant de lutter contre les maladies cryptogamiques, spécialement le sulfate de cuivre pour combattre la carie des céréales, le mildiou des vignes. Pour produire du sulfate de cuivre, on remit en fonction une fabrique de produits chimiques qui était outillée en vue de cette substance.

La culture de toute terre tenue en bail ou appartenant au cultivateur était déclarée strictement obligatoire. Les paysans étaient forcés de travailler leurs parcelles, ainsi que les grandes propriétés, d'après le plan établi. L'agent communal de l'état-major économique et le maire, répartissaient les hommes au travail. Personne ne pouvait quitter le travail sans être exposé à de lourdes punitions. Le salaire pour différents travaux était tarifé. Dans la période des travaux urgents d'ensemencement et de récolte, on devait travailler les jours de fête et le dimanche, tout comme les autres jours. L'obligation absolue du travail fut rendue plus sévère encore et étendue à toute la population valide de 14 à 60 ans, en décembre 1917.

Pour faire face aux besoins de main-d'œuvre, outre la libération des prisonniers dont nous avons parlé, on prit les travailleurs des régions montagneuses et on les envoya dans les régions de plaine.

Les grands agriculteurs manquaient grandement de capitaux pour pouvoir exploiter désormais leurs domaines. L'administration militaire décida la reprise des opérations de la Caisse d'Emprunt sur gages. Cette institution avait été fondée, comme nous l'avons montré, en 1915 ; elle continua sans grande activité dans le territoire libre. Dans le territoire occupé, l'administration militaire l'a remis en fonction sous la forme d'une section de la Banque nationale, dont les bureaux de Bucarest furent rouverts sous l'administration forcée.

De même on a pris des mesures pour que les coopératives de crédit (banques populaires) qui prêtaient aux paysans, continuassent à fonctionner. La centrale de ces coopératives fut mise sous l'administration militaire et constitua un important organe dans le système d'exploitation du territoire occupé.

Toutes les mesures indiquées plus haut furent appliquées de plus en plus systématiquement, et avec une croissante sévérité, au printemps de l'année 1917, pendant la récolte de 1917, pendant l'automne de 1917, au printemps et pendant la récolte de 1918.

L'administration militaire suivait avec grand intérêt le développement des récoltes. Des bulletins concernant la situation des ensemencements étaient envoyés quotidiennement de tout le pays.

Malgré la ténacité et l'énergie de l'état-major économique, le résultat des ensemencements du printemps de 1917 fut au-dessous de son attente, tant au point de vue des surfaces, que des quantités récoltées par hectare.

Pour encourager, d'une manière exceptionnelle, les ensemencements de l'automne de 1917 et pour couvrir ainsi le déficit de l'année précédente, l'état-major économique décida d'accorder des avances à tous les agriculteurs, grands et petits, capables de faire des ensemencements de blé et de seigle

pendant l'automne. Les avances étaient calculées sans intérêt, avec obligation de les restituer à la livraison de la récolte prochaine, en 1918.

D'autre part, les prix accordés aux agriculteurs pour les différents produits agricoles furent majorés pour stimuler la production et la vente. La surface du blé augmenta et atteignit la surface normale, mais on ne put pas obtenir pour toutes les plantes les surfaces et surtout la production par hectare de la période antérieure à la guerre.

Voici la statistique des surfaces et de la production pour 1916-1917 et 1917-1918, c'est-à-dire pour les deux années pendant lesquelles dura l'occupation :

Surfaces ensemencées en 1916-1917, en comparaison avec celles de 1915-1916, en hectares :

Plantes	Années 1916-1917	Années 1915-1916	Différence + ou —
—	—	—	—
Blé	984.872	1.219.333	— 234.461
Maïs.....	977.933	1.139.164	— 161.231
Seigle.....	20.215	29.755	— 9.540
Orge.....	46.148	54.406	— 8.222
Avoine.....	136.485	160.918	— 24.433
Millet.....	45.944	21.893	+ 24.051
Oléagineuses.....	65.846	18.968	+ 46.877
Légumineuses.....	43.617	38.290	+ 5.327
Diverses autres cultures annuelles.....	56.335	103.275	— 46.940

L'orge et l'avoine ont été cultivés presque sur les mêmes surfaces. Le blé était en grand déficit; en revanche, la surface des oléagineuses et des légumineuses s'était accrue. La récolte fut médiocre en 1917, inférieure à la moyenne normale d'avant-guerre. On obtint, par hectare : 850 kilogrammes de blé, 700 kilogrammes orge, 700 kilogrammes avoine, 1.100 kilogrammes maïs, 650 kilogrammes pois, 400 kilogrammes tournesol, 350 kilogrammes semence de blé.

Pour l'année suivante, la statistique fut rédigée plus soigneusement; elle enregistre une augmentation des sur-

faces ensemencées, la récolte fut en échange très faible, l'une des plus faibles des dernières vingt années.

Voici les chiffres :

Cultures	Surfaces (hectares)	Moyenne à l'hectare en kilogs
Blé.....	1.248.460	359,7
Seigle.....	39.908	424,9
Orge d'hiver.....	11.209	311,8
Orge d'été.....	59.532	96,9
Avoine.....	306.470	82,9
Maïs.....	1.115.689	453,3
Fèves.....	49.515	124,3
Pois.....	20.940	175,5
Colza.....	4.159	113,2
Lin.....	75.364	141,4
Tournesol.....	82.460	207,4
Moutard.....	3.182	73,8
Pommes de terre.....	7.010	3847,5
Millet, fourrage.....	21.288	3290,2
Potirons et melons....	3.212	114,2
Tabac.....	1.347	588,7
Lentilles.....	96	458,3
Seigle mélangé.....	953	51,4
Betterave à sucre.....	2.660	7409,7
TOTAL.....	<u>3.053.254</u>	<u>359,8</u>

5.

En décembre 1916, quand furent occupées l'Olténie, la Valachie et la Dobroudgea, la récolte de 1916 était faite, et elle existait encore tout entière dans les magasins privés, dans les gares et les ports, car on n'avait pas eu le temps d'exporter au cours des opérations de guerre d'août jusqu'en décembre. Il y avait même aussi des quantités importantes des récoltes antérieures, spécialement le blé britannique entreposé, dont nous avons parlé au chapitre II, p. 35. Tous ces stocks de récoltes antérieures, l'entière récolte de 1916, ainsi que les récoltes obtenues sous l'occupation, c'est-à-dire celles

de 1917 et 1918, furent enlevées par l'administration militaire et employées pour l'alimentation des troupes belligérantes ou pour l'exportation dans les Empires centraux.

On saisit en hâte, et à mesure que les opérations de guerre avançaient, tous les produits déposés dans les ports. Ainsi, d'après un rapport officiel austro-hongrois, on saisit dans le port de Braïla 22.000 tonnes de céréales, 1.000 wagons (à 10 tonnes) de planches, 100 wagons de piliers de bois, 40 wagons de peaux pour chaussures et 650.000 sacs.

Dans le port de Constantza on saisit 10.340 tonnes de blé ; 60 tonnes de seigle, 3.050 tonnes de farine, 3.750 tonnes de maïs, 1.775 tonnes d'avoine, 3.156 tonnes de haricots et 500 tonnes de son.

La plus grande partie de ces quantités furent enlevées sans bons de réquisition ni paiement, et furent immédiatement mises à la disposition des services de l'approvisionnement des troupes.

Aussitôt que l'administration militaire put fonctionner, et dès la création du réseau de fonctionnaires nécessaires, commença l'exploitation systématique du territoire et l'extraction de toutes les quantités disponibles de toute sorte de produits, même d'infimes quantités qui se trouvaient chez les paysans, et même celles qui jouaient normalement un rôle tout à fait secondaire dans l'économie du pays.

Pour que cette extraction des produits agricoles ainsi que celle des autres richesses du pays se fassent systématiquement et radicalement, l'administration militaire mit en application le plan qui avait été élaboré d'avance dans ses plus petits détails.

Le personnel des services centraux et extérieurs de l'état-major économique était fort bien informé sur les richesses et les habitudes du pays. On avait fait et on faisait à ce personnel une véritable éducation. Une série entière de brochures imprimées, destinées spécialement à son instruction, lui donnaient des explications sur chaque branche économique du pays, un dictionnaire administratif indiquait toutes les localités avec les autorités respectives. Avec l'aide de

ces brochures et des livres d'informations, on pouvait savoir la situation de chaque village. Un grand nombre « d'hommes de confiance » fournissaient les dates et les informations qui n'étaient pas comprises dans ces publications.

Après l'installation des autorités d'occupation on inventoria, dans la plus grande hâte, les produits agricoles, les animaux, les machines. Chaque habitant était obligé de déclarer tout ce qu'il possédait ; en cas de non-exécution de cette obligation, on tombait sous le coup de mesures sévères : la confiscation des produits non déclarés, sans dédommagements, l'amende et la prison.

Le commerce libre était strictement interdit. Toute l'économie des provinces occupées était soumise à une gigantesque organisation de monopole. Tout produit devait être livré aux organes de l'état-major économique, l'agriculteur ne pouvait conserver pour lui que les semences nécessaires aux ensemencements futurs, les fourrages pour le bétail et les produits nécessaires pour l'alimentation de sa famille et de ses ouvriers. En ce qui concerne ces derniers produits, leurs espèces et leurs quantités étaient réduites de plus en plus, dans la même mesure que s'aggravaient les rigueurs de l'occupation.

Les produits devaient être remis aux organes de l'état-major économique dans l'ordre et à la date établis par celui-ci ; ceux qui étaient livrés étaient payés avec des lei de la nouvelle émission. Ces prix étaient très bas d'abord ; au cours de l'année 1917, ils furent un peu augmentés, pour stimuler les livraisons ; et en 1918 on accorda une nouvelle hausse. Pourtant ils n'atteignirent pas ceux selon lesquels la Commission centrale avait vendu en 1915. Ces prix étaient plus élevés pour les oléagineuses et les légumineuses, afin de stimuler la production de ces semences dont on avait grand besoin en Allemagne. Le paiement se faisait moitié à la livraison de la marchandise, moitié plus tard, quand l'agriculteur apportait la preuve qu'il avait fait tous les ensemencements et les cultures conformes au plan établi. A l'occasion du paiement on retenait les impôts, et éventuellement les avances.

Dans une série de cas prescrits par l'autorité d'occupation, les produits étaient enlevés sans paiement : à savoir, ceux des exploitations agricoles mises sous administration forcée ; tous ceux des propriétaires qui n'avaient pas déclaré leurs stocks et qui étaient surpris faisant le commerce clandestin ; et généralement tous ceux que l'autorité militaire considérait comme appartenant à des contrevenants.

Pour les transports avec chariots, les paysans recevaient un paiement à part, en proportion de la distance.

On accordait des primes aux livraisons anticipées, avant le terme fixé par l'état-major économique, afin d'accélérer l'enlèvement des stocks.

Toutes les mesures énumérées plus haut furent prises avec la plus grande promptitude. Pourtant l'exportation ne marcha au commencement que fort lentement, à cause des difficultés des transports : les chemins étaient défoncés, le Danube glacé, les chemins de fer incomplètement rétablis. Dans les premiers 3 mois, décembre, janvier et février, on envoya vers la frontière à peine 85.946 tonnes. Dans les 4 mois suivants furent exportées 880.643 tonnes de produits agricoles. En une seule journée, le 5 juin 1917, on a chargé et expédié 20.389 tonnes, un record !

La réception des céréales était faite par des hommes de la spécialité, en majeure partie des céréalistes du pays ; mais les caissiers et les inspecteurs des transports étaient recrutés seulement parmi les officiers. Le service de chargement prenait possession des céréales réceptionnées, et les dirigeait, d'après les indications qu'il recevait du centre, vers les stations de la frontière nordique ou vers les ports. Les transports se faisaient en vrac autant qu'il était possible. On avait grand besoin de sacs, et à cause de cela, on réquisitionna tous les sacs de jute qui se trouvaient dans le pays, et on en confectionna d'autres en papier.

Le territoire occupé avait été divisé en 36 districts de chargements (Verladebezirke). Les chefs de ces districts avaient leur résidence dans un port important ou dans une grande gare. Les agronomes de l'intérieur du département et ceux

de l'arrondissement devaient ordonner les transports vers ces centres. Une fois les produits arrivés, ils étaient pris en possession par les experts céréalistes. Sur le parcours, les transports étaient surveillés par des officiers inspecteurs. Ils étaient organisés de manière à éviter complètement les transbordements, les rechargements et les arrêts dans les gares. Ce système d'extraction des produits agricoles du territoire occupé de la Roumanie a donné, pour les puissances occupantes, de très bons résultats, quoique la récolte fût médiocre en 1917 et mauvaise en 1918. Toute l'armée qui se trouvait devant le front roumain, soit 480.000 hommes, fut nourrie avec les ressources du pays, mais en outre, ainsi que nous le verrons plus bas, d'énormes quantités de produits agricoles furent exportées en Allemagne et Autriche-Hongrie.

Cependant, pour pouvoir disposer de ces quantités utiles aux besoins de l'armée et de l'exportation, on réduisait l'alimentation de la population civile à des limites jusqu'alors inconnues en Roumanie.

La ration alimentaire fut fixée par ordonnance pour la population entière du pays. Le 16 janvier 1917, un mois après l'installation des autorités occupantes, on rationnait la consommation du pain et de la viande dans les villes, l'achat n'en pouvait plus être fait qu'avec des bons individuels. La ration était de 375 grammes de pain par habitants : plus tard elle fut réduite à 300 grammes. Le blé devait être moulu de telle sorte qu'il donnât 85 pour 100 de farine, mais le pain n'était pas fabriqué avec cette farine intégrale : dans sa préparation, on employait 150 grammes de cette farine et 150 grammes de farine de maïs.

Il était interdit à la population rurale, et à celle des villes de moins de 5.000 habitants, de consommer du pain de blé et de la viande. La nourriture de la population rurale devait consister en farine de maïs, dont la ration était de 500 grammes par tête d'habitant. Le maïs destiné à la consommation de la population rurale était dégermé. L'état-major économique avait des installations pour l'extraction des germes du blé

et du maïs ; avec ces germes on fabriquait une huile comestible. Les paysans apportaient leur maïs et recevaient en échange de la farine de maïs dégermée.

En outre du maïs, les paysans se nourrissent durant l'occupation principalement avec des légumes. La viande, les œufs, la volaille, le lait, devaient être livrés aux organes du commandement militaire, ainsi que tous les autres produits agricoles. Bien entendu, on ne pouvait empêcher la consommation clandestine, malgré l'avertissement des plus lourdes pénalités, souvent même appliquées. Dans tous les cas, la consommation interne fut fortement restreinte.

Le lait, par exemple, était exclusivement réservé, dans les villes, pour les hôpitaux et les enfants.

Afin de pouvoir réglementer la consommation interne, on fit le recensement de la population : on créa des bureaux de population qui délivraient des certificats d'identité, grâce auxquels on pouvait obtenir des bons d'aliments.

On réglementa le fonctionnement des moulins : les grands moulins industriels travaillaient pour les besoins de l'état-major économique ; les petits, sous contrôle, pour ceux de la population. Dans les communes rurales, il était interdit de distribuer à la population des céréales en grains, mais seulement de la farine, et dans les villes, du pain.

La commission mixte roumaine, dont nous avons parlé plus haut, tenait le compte de la situation des stocks et des besoins de la consommation intérieure.

L'entretien des troupes d'occupation était exclusivement assuré par les produits du pays. La ration réglementaire des soldats était bien plus largement établie que celle de la population civile. Ainsi, au 1^{er} avril 1918, la ration individuelle journalière était celle-ci :

500	grammes	pain.
200	—	viande (pour 6 jours de la semaine).
20	—	graisse.
25	—	sucre.
2	centilitres	rhum.
100	grammes	marmelade.

250 grammes légumineuses (ou 125 grammes millet, ou 200 grammes farine de pois, ou 60 grammes légumes secs, ou 75 grammes pommes de terre, ou 200 grammes pâtes farineuses, ou 450 grammes de ehoueroute ou 200 grammes légumes frais).

30 grammes tabac.

En plus de ce qui précède, le soldat touchait du savon, des bougies, des allumettes. La troupe pouvait se procurer des boissons alcooliques contre payement : 0 fr. 50 le litre de vin, et 0 fr. 75 celui de bière.

Les rations des animaux étaient les suivantes :

Chevaux de haute taille.	5 kilos 1/2 d'orge ou d'avoine, 8 kilos de foin, 2 kilos de paille.
Chevaux de petite taille et mulets.....	2 kilos 1/2 d'orge ou d'avoine, 5 kilos 1/2 de foin, 2 kilos de paille.
Bœufs.....	2 kilos d'orge ou d'avoine, 10 kilos de foin.

On avait même établi des rations pour les pores, les chiens policiers, la volaille et les pigeons de l'armée.

D'après les dates laissées par l'armée d'occupation, il résulte que les troupes d'occupation, et les autres formations que l'intendance de l'armée approvisionnait en Roumanie consumaient mensuellement, 19.240 tonnes de foin, 4.280 tonnes de blé, 4.480 tonnes de farine, 259 tonnes de gruau, 35 tonnes de pâtes farineuses, 3.140 tonnes de son, 10.175 tonnes d'orge et d'avoine, 940 tonnes de farine de maïs, 550 tonnes d'orge torréfiée, 1.623 tonnes de légumineuses. Total mensuel : 44.740 tonnes de produits végétaux.

En ce qui regarde la consommation de la viande, nous n'avons des données que pour 6 mois, du 1^{er} avril au 30 septembre 1917 : dans cet intervalle, on a abattu pour les besoins de l'armée d'occupation :

Bêtes à cornes.....	206.922
Moutons.....	1.027.971
Pores.....	52.198

L'effectif de l'armée d'occupation, nous l'avons dit, était de 480.000 hommes, auxquels il faut ajouter 140.000 chevaux.

En appliquant au temps qu'a duré l'occupation, décembre 1916 à novembre 1918, la consommation mensuelle constatée plus haut, on trouve que l'armée et l'administration d'occupation ont consommé, durant les 23 mois d'occupation de la Roumanie, un million de tonnes de produits végétaux, spécialement de céréales. Si nous prenons comme base la consommation de viande examinée ci-dessus pour 6 mois, il résulte qu'au cours de 2 années d'occupation on a abattu pour l'armée et l'administration environ 800.000 bêtes à cornes, plus de 3.000.000 de moutons et plus de 200.000 porcs. Mais ce ne sont là que les quantités consommées dans le pays.

6.

Les quantités de produits agricoles exportées sont bien plus importantes que celles consommées par l'armée et l'administration d'occupation. Du 1^{er} décembre 1916 au 31 octobre 1918, d'après les données officielles de l'état-major économique, on a exporté 2.161.905 tonnes de produits agricoles, répartis comme suit entre l'Allemagne et ses alliés :

PAYS DE DESTINATION

Produits	Allemagne (tonnes)	Autriche- Hongrie (tonnes)	Turquie (tonnes)	Bulgarie (tonnes)	Total (tonnes)
Blé.....	483.002	643.957	140.273	5.950	1.273.182
Maïs.....	224.613	242.049	22.921	5.747	495.370
Autres céréales et légumi- neuses.....	43.716	45.770	553	4.574	94.613
Autres aliments et fourrages.	195.540	62.879	3.709	471	262.592
Oléagineuses..	24.239	11.843	60	6	36.148
TOTAL....	971.110	1.006.538	167.509	16.748	2.161.905

En réalité, les quantités exportées ont été plus grandes. En effet, dans les données examinées ei-dessus, on n'a enregistré que les quantités qui ont été officiellement réparties entre ces divers alliés, selon leurs conventions, mais les documents prouvent que, souvent, les autorités allemandes expédiaient des wagons qui n'étaient pas enregistrés à l'office des répartitions. Les austro-hongrois faisaient de même quand ils en avaient la possibilité.

En outre, chaque soldat de l'armée d'occupation avait le droit d'envoyer des colis d'aliments achetés : le nombre de colis que chaque pouvait envoyer n'était pas limité ; le poids d'un colis allait jusqu'à 10 kilogrammes. D'autre part, le 3 mars 1917, le commandement suprême promulgua un ordre disposant que tout soldat partant en permission pourrait emporter avec lui 25 kilogrammes d'aliments. Certes, ces envois gênaient quelque peu les grands transports habituels, mais les autorités occupantes les provoquaient pour agir sur le moral des populations civiles de leurs pays.

A la fin d'août 1917, on avait expédié de la Roumanie occupée 1.002 wagons de 10 tonnes de semblables colis ; toujours à cette même date, un rapport confidentiel du général autrichien von Sandler révèle que les hommes partis en congé avaient emporté environ 18.000 tonnes d'aliments.

On a ramassé de même, et exporté vers les Empires centraux et leurs alliés, un nombre considérable d'animaux. D'une statistique officielle des occupants, il résulte qu'on a exporté 25.870 bêtes à corne, 97.563 moutons et chèvres, 100 autres animaux non spécifiés.

Ces chiffres sont bien au-dessous de la réalité ; en effet, on n'a pas enregistré les animaux capturés par les armées d'opération, et surtout par l'armée bulgare en Dobroudgea ; de plus, ces chiffres ne se rapportent pas à tout le temps qu'a duré l'occupation. Après la conclusion de l'accord de Bucarest, en avril 1918, l'état-major économique décide l'achat des pores et des moutons, et fixe le nombre des mou-

tons à 500.000 et celui des porcs à 100.000. A la date établie, ce stock entier d'animaux passe la frontière.

Rien qu'en juin et juillet 1918, 27.161 bêtes à cornes sortent du pays, à destination de l'Isonzo, pour subvenir à l'alimentation des troupes : de plus, 10.095 têtes ont été livrées au compte d'une fourniture de céréales, conclue par le gouvernement de Jassy, et qu'il n'a pas pu exécuter.

En 1917, on a exporté de Roumanie 6.000 poulains qui, de même, ne sont pas compris dans la statistique citée plus haut.

Il était interdit à la population civile roumaine d'abattre des bêtes à cornes, ou même de tuer de la volaille : elle devait s'approvisionner de viande aux abattoirs de l'état-major économique.

En dehors du bétail vivant, on a aussi exporté des bêtes abattues, de la viande et de la graisse : la statistique a enregistré à l'exportation 1.342 tonnes de viande, et 211 tonnes de lard. L'état-major économique avait des pères où il assemblait les animaux, et d'autres où il les engraisait.

En raison de ces abatages pour l'armée et pour l'exportation, le nombre des animaux se trouva réduit au quart du nombre normal : c'est à peine si l'on épargnait les bêtes de somme et les vaches à lait.

C'est avec les mêmes soins que furent ramassés les produits des animaux : œufs, lait, laine. Les œufs étaient recueillis dans les communes et, de là, expédiés vers les centres d'emballage et d'expédition. En dehors de la quantité consommée dans le pays par l'administration et les troupes, la statistique a enregistré une exportation de 2.099 tonnes jusqu'au 10 octobre 1918.

Le lait devait également être livré aux agents de l'état-major économique : une fois ramassé, il était dirigé vers les centres, où il était consommé par les troupes et l'administration, et vers les laiteries réquisitionnées, où il était transformé en beurre et en caséine pour l'exportation. La quantité de lait fournie mensuellement passa de 169.947 litres, en avril 1917, à 524.900 litres en octobre de la même année.

Pour l'année suivante, nous avons des données sur la quantité de beurre et de caséine fabriqués dans les laiteries des sections de l'état-major économique. Le maximum a été atteint au mois de juin 1918, avec une fabrication de 57.400 kilogrammes de beurre et 47.400 kilogrammes de caséine.

Une bonne partie de ces produits allaient à l'exportation. La statistique indique, jusqu'au 10 octobre 1918, une exportation de 2.021 tonnes de fromage pour l'Allemagne et les pays alliés.

La laine fut ramassée et entièrement exportée. On donna des ordres sévères pour que la tonte des moutons ne soit faite qu'en présence d'un délégué du groupe qualifié. En 1917, on réalisa 2.200.000 kilogrammes de laine provenant de la tonte de 1.600.000 moutons ; l'année suivante, la quantité se trouva réduite à 1.650.000 kilogrammes, parce que le nombre de moutons avait sensiblement diminué.

Les occupants accordèrent une attention particulière aux fruits et aux légumes, dont la pénurie constituait une lacune dans leur plan d'alimentation et celui de leurs alliés.

On procéda très systématiquement. On établit une statistique des arbres ; on donna ensuite des instructions précises pour leur culture et la récolte des fruits. On prit les dispositions déjà citées pour la mise en rapport des vergers et des potagers.

La majorité des arbres fruitiers du territoire occupé étaient des pruniers, et la population utilisait la plus grande partie de la récolte pour la fabrication de l'eau-de-vie. L'état-major en interdit la fabrication, réquisitionna tous les alambics en cuivre servant à la distillation, et donna l'ordre que les fruits seraient livrés pour une utilisation plus rationnelle.

On décida que 1 tiers de la récolte de prunes serait transformé en marmelade, 1 tiers en pruneaux, et 1 tiers laissé pour la consommation interne. On installa 200 nouveaux fours bosniaques pour le séchage des fruits, ainsi que quelques fours Zimmermann. On aménagea 4 fabriques de marmelade

dans lesquelles la pulpe des prunes était préparée avec celle des melons et des potirons. Au lieu de suere, on employait de la glucose, tirée du maïs qu'on avait pu retirer des ehalauds coulés dans le Danube. La livraison des fruits était obligatoire autant que celle de tout produit agricole, et la réception était faite par des commerçants spécialistes nommément désignés.

On procéda de la même façon pour la récolte des légumes dont le surplus disponible, une fois la consommation interne satisfaite, fut transformé en conserves et en légumes secs ; ces quantités ainsi préparées étaient mises à la disposition de l'armée et une partie fut exportée.

Les quantités exportées jusqu'au 6-10 octobre 1918 ont été les suivantes :

	Tonnes
Fruits frais.....	24.711
— secs.....	774
— préparés.....	784
Marmelade.....	20.332
Légumes frais.....	8.145
— secs.....	64
Conserves de légume.....	2.005

L'état-major économique ne manqua pas aussi de se préoccuper de la récolte des vignes. Le raisin vendangé, le vin en dépôts, les fûts et les ustensiles furent déclarés sous séquestre dans les mains des propriétaires. Le vin devait être livré aux organes de l'état-major économique aux termes prescrits et aux prix tarifés. Un grand nombre de spécialistes en vinification furent envoyés par l'état-major économique dans les grands centres viticoles où ils devaient surveiller la vinification dans les différentes caves. Pour entreposer le vin amassé, l'état-major économique avait réquisitionné 6 grandes caves dans la capitale du pays, et plusieurs en province.

Le vin était destiné aux troupes d'occupation, et à l'exportation. On fit aussi main basse sur toutes les quantités d'eau-de-vie, qui se trouvaient en dépôt, pour les distribuer aux troupes et les exporter.

Les statistiques indiquent qu'on a exporté pendant l'occupation : 28.454 tonnes de vin et 1.693 tonnes d'eau-de-vie.

On mit aussi en marche quelques fabriques d'alcool pour employer spécialement les céréales avariées, et on exporta 3.148 tonnes d'alcool.

Les empires du centre se ressentaient fortement du manque d'huile et de matières grasses ; aussi a-t-on cherché à augmenter à tout prix les surfaces de culture d'oléagineuses : mesure qui a réussi, ainsi que nous l'avons montré. On érigea des installations pour l'extraction des germes des grains de maïs et de blé ; et l'on obtint ainsi une quantité de 9.345 tonnes, avec lesquelles on prépara 775 tonnes d'huile comestible.

On ramassait avec le plus grand soin la graisse dans les abattoirs, les restes de viande et les os dont on extrayait la graisse. De même tous les cadavres étaient envoyés aux fonderies pour l'extraction de la graisse.

On ramassait également tous les fruits des arbres cultivés ou sauvages qui contenaient de la graisse : noix, glands, marrons et même jusqu'aux noyaux des fruits comestibles.

Les œufs gâtés étaient traités pour l'extraction de la graisse. Chaque catégorie de graisse avait sa destination, selon qu'elle s'accommodait le mieux à la consommation ou à l'industrie. On en faisait la plus grande économie pour qu'il en restât le plus possible pour l'exportation. La fabrication des bougies de cire était absolument interdite. Le savon ne pouvait être fabriqué que dans les installations de l'état-major économique : il était interdit de le fabriquer dans d'autres fabriques, ni même dans les ménages. Pour la population civile, on fabriquait du savon inférieur contenant 75 à 95 pour 100 d'argile.

Avec de telles mesures, la consommation interne était des plus réduites et d'importantes quantités d'huile et de matières grasses purent être expédiées dans les Empires du centre.

Parmi les plantes industrielles, on accorda une attention spéciale à la betterave à sucre et au tabac. Le sucre et le

tabac étaient destinés aux troupes et à la population civile. On a exporté 3.817 tonnes de tabac.

En outre de ces produits agricoles principaux, on a ramassé et exporté des quantités considérables de produits secondaires : peaux, cornes, os, boyaux, suif, crins de chevaux et soies de pores. Pour avoir des crins de cheval, on émit une ordonnance imposant la coupe des queues et crinières de tous les chevaux de plus d'un an.

On récolta avec soin tous les produits textiles : laine, chanvre et lin. Après avoir amassé toutes ces matières premières on passa à la réquisition des produits confectionnés avec ces matières : couvertures de laine, lingerie des hôtels, restaurants et maisons particulières, en ne laissant à celles-ci que le strict nécessaire. Les enfants des écoles étaient obligés de recueillir les tiges d'orties dont on extrait de très bonne fibres. On accumula de même les chiffons de coton et les restes de laine.

Parmi les produits en rapport avec l'agriculture, le bois a joué un grand rôle dans l'exportation, surtout le bois fin de résonance, et celui de construction.

On exporta de même du poisson et des conserves de poisson.

L'approvisionnement, réalisé grâce aux produits agricoles de la Roumanie, a joué un rôle considérable dans le pouvoir de résistance des Puissances centrales ; l'exploitation systématique et radicale de ces richesses agricoles a été une des causes principales de la prolongation de la guerre.

Le docteur Fritz Karl Mann, dans sa brochure intitulée *Kriegswirtschaft in Rumänien*, parlant seulement de l'exportation des céréales, fourrages et légumineuses, calcule que la cote-part de quantités exportées seulement jusqu'au 30 avril 1918 (c'est-à-dire 1.890.352 tonnes), a été suffisante pour l'entretien, durant 37 jours, de l'Allemagne entière et de l'Autriche-Hongrie entière.

N'entre pas dans ces calculs les animaux, les produits des animaux, les fruits, les légumes, les graisses et tous les autres produits fournis par la Roumanie occupée à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.

7.

Au cours de l'automne de 1917, les empires du Centre et leurs alliés préparèrent une attaque de grand style contre la Moldavie, province où s'étaient installés le roi et le gouvernement ; mais l'armée roumaine, reconstituée, ne put être repoussée. L'occupation de la Moldavie entraînait cependant dans les calculs des empires du Centre, et le programme d'exploitation économique de cette province avait déjà été établi. L'Autriche-Hongrie devait y trouver une compensation économique car, ainsi qu'il résulte des documents, tous ses gouvernants avaient la conviction que l'Allemagne s'était fait la part du lion, dans le territoire roumain occupé.

La Moldavie ne fut pas conquise, mais, la défection russe obligea la Roumanie, en mars 1918, à conclure la paix avec les Empires du Centre, par le traité de Bucarest.

Ce traité assurait aux Empires du Centre des avantages économiques considérables, qui concernaient principalement la production agricole et le pétrole. La Roumanie s'engageait à livrer, à un prix convenu, toutes les disponibilités de sa production de 1918 et de 1919, ainsi que la viande, le bétail et la volaille qui dépassaient ses strictes nécessités.

Dans l'éventualité de la continuation de la guerre, les Empires du Centre assuraient leur approvisionnement au moyen de la Roumanie, à laquelle ils dictaient le prix ; et ils lui défendaient de vendre à un autre pays.

Après 1919, les Empires du Centre devaient bénéficier, durant 7 ans, du privilège de demander à la Roumanie les quantités de produits dont ils auraient besoin, et à des prix établis par arbitrage. Pour que la Roumanie puisse livrer les quantités demandées, elle s'engageait à prohiber l'exportation vers d'autres pays pendant toute la durée de la livraison à faire aux Empires du Centre. Une organisation centrale d'exportation, dont nous avons parlé au chapitre II, devait assurer l'exécution de ces mesures. La Roumanie tombait,

durant les 9 ans prévus par le traité, dans une complète vassalité économique.

Le traité de Buearest a été annulé quelques mois plus tard, en novembre 1918, à la suite de la signature de l'armistice et des préliminaires de la paix de Versailles. Toutefois, de mars à novembre, les occupants bénéficièrent largement des clauses prévues par le traité, en continuant leur système d'absorption radicale et d'exportation soutenue.

Les puissances centrales ont prêté à la Roumanie cette attention particulière, dans leurs opérations militaires, parce qu'elles connaissaient fort bien ses ressources économiques, et parce qu'elles comptaient sur elles pour continuer la guerre.

Pendant la période de neutralité, la Roumanie dut établir le monopole de l'exportation des céréales, comme contre-mesure au monopole des pays acheteurs.

Pendant l'occupation, le monopole de l'administration militaire s'étendit à tous les produits agricoles, et les ingérences de l'autorité dans la liberté individuelle et dans la propriété ont été si grandes qu'elles ont, pour ainsi dire, supprimé ces droits. Toutes les mesures de l'administration militaire formaient un tout appelé à maintenir et, si faire se pouvait, à accroître la production agricole. Le but principal était d'avoir la main mise sur cette production et d'en absorber le plus possible. De là toutes les mesures que nous avons analysées : mise sous séquestre de tous les produits, vente obligatoire avec livraison à terme fixe, paiement en argent. Cet argent n'était qu'un symbole monétaire de convention, que la Roumanie devait racheter plus tard, ce qui est arrivé ! L'acquisition des produits agricoles, de cette façon, a donc été gratuite, mais pour donner une certaine impression d'équité, les prix avaient été légèrement haussés d'une récolte à l'autre. Le choix des produits et leur réception étaient faits par des commerçants autorisés, et non par des bureaucrates : ce n'est que de cette façon que les occupants assuraient le succès de leurs opérations. De nombreux « hommes de confiance » circulaient au milieu de la population civile, appre-

naient tout, savaient tout, dénonçaient tout. La consommation de la population civile était réduite à une ration de famine ; les paysans eux-mêmes n'avaient pas le droit de consommer leurs produits les plus indispensables, tels que œufs, lait, viande, légumes. Pour assurer l'exécution de toutes ces mesures, une sévérité militaire extraordinaire, de lourdes punitions matérielles, amendes, prison, confiscation des biens, s'appliquaient à ceux qui ne livraient pas les produits, qui consommaient des articles interdits, ou qui se trouvaient en contradiction avec les ordonnances de l'administration militaire.

Ce sont ces moyens qui ont permis, ainsi que nous l'avons montré, de tirer du territoire occupé de Roumanie d'importantes quantités de céréales, légumineuses, oléagineuses, fourrages, bestiaux, viande, fruits, légumes, produits agricoles fabriqués : conserves, fromage, graisse, laine, peaux, etc.

Aussi, ainsi qu'il arrive dans tous les régimes autoritaires où l'initiative individuelle et l'intérêt d'acquiescer sont contraints par une discipline collective, s'appuyant sur la force des armes, la production agricole n'a pas donné de brillants résultats.

Le régime appliqué par les autorités d'occupation constitue plus qu'un monopole du commerce : un étatisme complet, tel qu'il a été imaginé par l'école socialiste. Nous ne trouvons rien de semblable en Europe qui puisse être comparé à ce système, si ce n'est celui appliqué à l'économie agricole de la Russie par les soviets, et dont les résultats, ainsi qu'on peut en juger aujourd'hui, sont médiocres.

CHAPITRE IV

La mobilisation agricole dans le territoire libre de la Roumanie

1. La situation en Moldavie après la stabilisation du front. Les besoins et les mesures urgentes prises par le gouvernement. — 2. Création des services agricoles départementaux ; attributions des conseillers agricoles ; leurs relations avec les autres organes publics. — 3. L'exécution du plan agricole au printemps de 1917 : culture et travail obligatoires, semences, main-d'œuvre, animaux, machines, capital, crédit. — 4. Collaboration de l'armée, de l'administration des forêts, des communes et de la coopération. — 5. Mesures plus rigoureuses pour maintenir la production en automne 1917 ; sanctions pour assurer l'exécution du travail et la culture forcée ; avantages accordés aux agriculteurs — 6. Exemple d'organisation du travail dans un département, Jassy. — 7. Résultats généraux ; dates statistiques pour les années 1916-1917-1918. Caractéristique de cette époque.

1.

Après la première partie de la campagne, close en décembre 1916, l'armée roumaine s'était retirée sur la ligne du Sireth, où le front se fixa. Le gouvernement s'était établi à Jassy, capitale de la Moldavie ; la Roumanie, comme État libre, ne disposait plus que du tiers de son territoire, et au point de vue agricole, ce territoire était plus pauvre que le territoire occupé. La Moldavie est une région de collines située entre les Carpathes et le Pruth, alors que les provinces occupées comprennent des collines des Carpathes au Danube, la plaine et la steppe, qui sont les vrais magasins à grains de la Roumanie.

La superficie arable des 13 départements moldaves, où s'est concentrée la résistance de la Roumanie, n'était, en 1916, que de 1.314.544 hectares, alors que la superficie totale arable

du pays dépassait 6 millions d'hectares. Si la surface arable de la Moldavie n'avait eu à subvenir qu'aux besoins de la population locale, 2.233.556 habitants, elle eût donné une production suffisante, mais elle dut nourrir en sus l'armée d'opération roumaine et russe, un ensemble de 1.200.000 hommes, et aussi quelques centaines de mille de réfugiés, qui étaient venus en même temps que l'armée.

La mobilisation avait contrarié la marche normale des travaux agricoles, spécialement le battage. Les semailles d'automne avaient été faites dans de mauvaises conditions et sur des surfaces insuffisantes ; alors qu'au temps normal, dans les 13 départements moldaves on emblavait 300.000 hectares, à l'automne 1916 on ne comptait que 186.429 hectares d'emblavures.

Dès le 20 septembre 1916, alors que le front se maintenait et que la Valachie n'avait pas encore été occupée, le gouvernement, prévoyant, avait édicté un règlement pour l'exécution des travaux agricoles. Ce règlement inaugura l'obligation du travail forcé pour les paysans restés dans les villages : il avait pour but d'assurer la culture des terres des paysans mobilisés et de ceux morts au champ d'honneur. Après l'exécution de leurs propres travaux et de ceux des soldats se trouvant au front, les habitants des villages étaient obligés de travailler pour l'exécution des cultures de toutes les terres de la commune, fussent-elles propriété paysanne ou grande propriété. Un comité communal devait veiller à l'accomplissement de cette obligation, dont l'exécution, au besoin, se faisait par les gendarmes.

Ce règlement n'avait pu être régulièrement et méthodiquement appliqué, à cause du rapide et triste développement de la guerre. Les occupants trouvèrent en Valachie et en Olténie un déficit de semailles, et il en était de même en Moldavie, où les emblavures étaient d'un tiers en déficit.

Au cours de l'hiver 1916-1917, à cause des réquisitions, de la consommation irrégulière, de la cache des provisions, on commença à sentir le manque d'aliments. « Il y avait extrême pénurie et des gens sont morts de faim au cours de

eet hiver », dit M. Garoflid, alors conseiller agricole et plus tard ministre de l'Agriculture.

En janvier 1917, la situation devint alarmante : les stocks diminuaient à vue d'œil, une bonne partie de la récolte de 1916 n'était pas encore battue ; il fallait pourtant approvisionner l'armée, et en plus la population des villes et les réfugiés, soit plus d'un million de civils : le tout à la charge des services d'approvisionnement officiels.

Le 12 janvier 1917, le Conseil des ministres examine cette grave situation. Le ministre de l'Agriculture et des Domaines expose la tragique réalité : la grande difficulté pour approvisionner l'armée et la population provenait de trois causes : l'insuffisance du stock de blé de Moldavie, l'insuffisance des moulins, et la mauvaise organisation des transports.

La quantité de blé, battue et non battue, existant à cette date en Moldavie était d'environ 190.000 tonnes ; répartie entre l'armée, la population urbaine et les réfugiés, elle eut à peine suffi à satisfaire les besoins pendant 3 mois.

Le Conseil des ministres prit donc une série de mesures immédiates, concernant la consommation, et élaborer un plan d'organisation de la production agricole.

Pour ce qui est de la consommation, on décida de rationner le pain à 750 grammes par tête pour la population urbaine, et de remplacer dans les villes, autant que faire se pouvait, la farine de blé par la farine de maïs. Pour couvrir le déficit jusqu'à la nouvelle récolte, on devait entreprendre des négociations avec le gouvernement russe afin d'obtenir les stocks nécessaires en blé et de préférence en farine.

Pour pouvoir connaître, à n'importe quel moment, les stocks existants, et pour que la distribution soit faite d'une façon rationnelle, il fut décidé que l'État, seul, pourrait acheter et revendre du blé : ainsi, le monopole du commerce extérieur, qui existait deux ans auparavant, se transformait, vu les circonstances, en monopole du commerce intérieur du blé.

(1) Rapport du ministre de l'Agriculture et des Domaines au Conseil des ministres du 12 janvier 1917.

Le blé disponible ne pouvait être moulu par les moulins en fonction en Moldavie : les besoins journaliers étaient de 3.200 tonnes de farine et le débit de ces moulins n'était au maximum, que de 2.500 tonnes. Les grands moulins industriels se trouvaient à Bucarest, à Braïla et dans les autres ports du Danube, dans le territoire occupé.

Pour obvier à cet état de choses, le Conseil des ministres prit des dispositions pour l'installation immédiate d'autres moulins, avec les matériaux se trouvant dans le pays, et ceux évacués de Valachie ; ainsi que pour l'importation de moulins de Russie ; en même temps on intervint auprès du gouvernement russe, pour que l'approvisionnement de l'armée soit fait en farine, non en blé.

Pour remédier aux difficultés de transport, on décida de faire une statistique de tous les véhicules possédés par la population civile, et d'établir un plan rationnel de leur utilisation. Cela était absolument nécessaire, parce que l'on avait constaté à certaines étapes de l'armée, et dans certaines communes éloignées du front, que de nombreux véhicules restaient inutilisés, alors qu'autour de la capitale et dans le voisinage des grandes unités militaires, les transports se faisaient avec difficulté.

Toutes ces mesures s'appliquaient à une période de six mois, jusqu'à la récolte des céréales d'automne.

Le problème principal était la préparation des ensemcements de printemps et de la moisson, soit, en général, la préparation de la production future avec l'inventaire réduit et la main-d'œuvre amoindrie dont disposait la Moldavie. Pour le résoudre, on dut organiser les services agricoles départementaux, la collaboration de l'armée, et la mobilisation civile de la population rurale, afin d'assurer l'exécution des cultures d'après le programme établi par les services agricoles.

2.

L'organisation des services agricoles départementaux fut faite par décret en date du 24 janvier 1917. Dans chaque

département, se trouvait un conseiller agricole, recruté parmi les meilleurs techniciens et parmi les agriculteurs les plus réputés que le pays possédait à ce moment : certains d'entre eux sont devenus, par la suite, ministres, ce qui prouve le soin scrupuleux qu'on avait apporté dans leur choix. Ces conseillers étaient considérés comme mobilisés sur place et par conséquent, faisaient partie des éléments de l'armée.

Le conseiller avait comme attribution principale l'établissement du plan général des cultures pour tout le terrain cultivable de son département, l'inventaire de la main-d'œuvre, des véhicules, des animaux, des machines, ainsi que leur répartition rationnelle pour les besoins du plan de culture. Pour la réalisation du plan de culture, l'administration entière, préfets, sous-préfets, maires, devaient lui donner son concours. Mais en raison du contact permanent avec l'armée, le gouvernement, pensant que l'autorité du préfet serait insuffisante, nomma des commandants militaires de départements, qui assuraient les besoins de l'armée et imposaient l'exécution exacte du plan de culture.

Le décret stipulait que « le commandant militaire a le droit de contraindre la population au travail afin d'assurer l'exécution du plan agricole établi par le gouvernement » et, plus loin, que « les travaux agricoles se feront en commun avec les animaux, charrues et instruments dont disposent les agriculteurs. Sur avis du conseiller-agricole, les animaux d'un propriétaire pourront aussi être utilisés pour le travail des terres voisines qui manqueraient de moyens d'exploitation suffisants ».

Le conseiller était le dictateur agricole : il disposait du concours de l'administration et des commandants militaires, de toute la main-d'œuvre, de l'inventaire et des animaux de son département, comme s'il avait l'administration d'un grand domaine dans lequel seraient fondues toutes les propriétés particulières.

Pour coordonner l'activité des conseillers agricoles, établir le plan général agricole, compenser les besoins et les disponibilités d'un département à un autre, on créa au ministère

de l'Agriculture et des Domaines une direction spéciale, nommée « Direction des travaux agricoles ».

Comme adjoints des conseillers agricoles, on nomma dans chaque département des agronomes régionaux, recrutés parmi les spécialistes provenant d'écoles supérieures, et qui furent rappelés du front ou des différents services de l'armée. Les régions administrées par eux ne correspondaient pas aux circonscriptions administratives, mais étaient établies selon leur caractère géographique et agricole.

Dans chaque commune fonctionnait un agent agricole honorifique, et un comité agricole, composé de notables de la commune et d'agriculteurs réputés.

Les agronomes régionaux jouaient envers les conseillers agricoles le rôle des chefs de section dans une grande exploitation agricole particulière, et les agents communaux étaient leurs adjoints.

Pour recevoir les ordres et afin de s'entendre sur leur exécution, les agents agricoles se réunissaient une fois par semaine, chez l'agronome régional : le lendemain tous les agronomes régionaux d'un département se réunissaient chez le conseiller agricole ; enfin ceux-ci se réunissaient dans la capitale, chaque fois que le gouvernement le jugeait nécessaire.

Cette organisation ne s'est établie et complétée que petit à petit : les agronomes régionaux ne furent nommés qu'en mai, après qu'on se fut convaincu que le territoire d'un département entier était trop grand pour que le conseiller agricole, seul, puisse assurer l'exécution du plan agricole. On mit ainsi successivement à la disposition du conseiller agricole, non seulement des organes administratifs, mais tous les fonctionnaires qui avaient des rapports avec la population rurale : maîtres d'écoles, prêtres, reviseurs, l'administrateur financier du département, et les organes de direction et de contrôle des coopératives de crédit (Banque populaires) et de celles d'affermage. Ces contrôleurs du mouvement coopératif ont donné un précieux concours à l'organisation du travail, à la moisson et à la distribution de la récolte.

Les premiers travaux effectués par les conseillers agricoles furent les inventaires des stocks de céréales existants, des animaux, des machines, des instruments et des bras disponibles. La statistique des stocks de céréales existant dans les départements, mise en rapport avec le besoin de la population civile et de l'armée, donnait l'excédent ou le déficit de chaque département. On établit de même le bilan de la nourriture des animaux : la quantité de fourrage en rapport au nombre d'animaux. Ensuite, se basant sur la statistique des bras disponibles, des animaux et des machines, les conseillers agricoles élaborèrent le projet de travaux agricoles en rapport avec le plan général ; ils s'enquérirent des besoins de semence et des possibilités de les satisfaire ; ils prirent les mesures nécessaires pour accélérer le battage de l'ancienne récolte ; ils assurèrent l'immobilisation des céréales et leur juste réquisition pour les besoins de l'armée et de la population civile.

Lorsque, dans l'exécution de leurs dispositions, ils avaient besoin de l'autorité militaire, ils s'adressaient au commandant militaire : cela surtout lorsqu'il s'agissait des réquisitions, de l'organisation et de la surveillance de transports de céréales, d'hommes, d'animaux ou d'instruments ; il en était de même lorsqu'il s'agissait de contraindre au travail la population récalcitrante, d'empêcher les réquisitions d'animaux, de machines ou de semences destinées à l'exécution du plan de culture, et enfin alors qu'il s'agissait de dispense de corvées militaires pour les ouvriers agricoles destinés aux cultures.

3.

Le souci principal du gouvernement dans l'établissement du plan agricole était de maintenir intégralement la surface cultivée en céréales, afin d'assurer le pain de l'armée et de la population civile, et ensuite la nourriture des animaux. La population entière de la Moldavie était de 2.333.556 habitants, à laquelle s'ajoutait 1.200.000 hommes de l'armée

roumaine et russe, quelques centaines de mille de réfugiés, et, en plus, les internés et les prisonniers. La surface de 205.000 hectares de blé d'hiver assurait le pain pour 4 mois ; pour le reste, il fallait compléter les semailles avec des céréales de printemps ; en outre, on devait produire des fourrages pour 500.000 chevaux, en majorité appartenant à l'armée, 441.528 bovins et 900.000 moutons, bétail resté en Moldavie.

Le plan agricole stipulait donc l'extension de la culture des plantes qui répondaient le mieux aux besoins énoncés plus haut ; il fallait donner la plus grande extension au blé de printemps, à l'orge et surtout à l'orge nue, que l'on pouvait, au besoin, moudre pour la fabrication du pain ; ensuite à l'avoine, aux fourrages, aux légumes. L'extension de ces cultures devait se faire au détriment des cultures de maïs, des plantes industrielles et des jachères.

La préparation du plan et les investigations faites sur les moyens existants d'exécution eurent lieu en janvier et février, de sorte qu'en mars, quand les semailles de printemps commençaient, on put procéder en conformité avec ce plan.

Pour son exécution on décréta en janvier l'obligation de la culture des terres pour les propriétaires de toute catégorie, et on confirma, pour les paysans et ouvriers agricoles, l'obligation du travail agricole qui avait été décrétée dès le mois de septembre. Le règlement prévoyait de même que le travail avec les animaux et les bras devait être fait dans l'ordre établi par le conseiller pour les diverses propriétés ; le travail était effectué par équipes dans lesquelles entraient toutes les bêtes et tous les travailleurs nécessaires.

L'obligation de la culture et celle du travail étaient une nécessité absolue pour le maintien de la production. En effet, étant donné la situation incertaine créée par la guerre, nombre d'agriculteurs n'étaient plus disposés à placer leurs capitaux dans la culture, et de nombreux paysans étaient enclins à ne travailler que pour le strict nécessaire à leur entretien.

L'obligation de culture et de travail, dans cette période, était de nature uniquement légale et morale : les autorités se contentaient de promulguer la loi et attendaient qu'on l'exé-

culte, mais on s'aperçut bientôt qu'il était nécessaire de recourir à des mesures plus rigoureuses et à des sanctions. Quelques jours plus tard, le 28 janvier, le Conseil des ministres stipulait les mesures suivantes, pour forcer les agriculteurs à accepter et à exécuter le plan de culture :

a) Les céréales réquisitionnées par le ministère de la Guerre seront payées en numéraire, seulement aux propriétaires qui s'engageront à faire les eusemencements selon le plan établi par les conseillers agricoles ;

b) Les Caisses d'emprunt de l'État ne pourront accorder le crédit qu'aux agriculteurs qui auront pris l'engagement d'ensemencer ;

c) Les terres des agriculteurs qui refuseront de cultiver les étendues fixées par les conseillers agricoles seront exploitées au compte et au profit de l'État (1).

De nombreux agriculteurs avaient abandonné leurs terres à cause de la guerre : les uns s'étaient réfugiés dans le centre du pays, d'autres avaient même passé la frontière.

La décision du gouvernement prévoyait que les terres abandonnées, ou appartenant aux agriculteurs absents et sans mandataires, seraient cultivées par les conseillers agricoles, en qualité de curateurs, au compte des propriétaires. Le capital nécessaire s'obtenait par emprunt au compte du propriétaire à la Caisse d'emprunt sur gages ; ou il était prélevé sur les dépôts en banque que ces propriétaires se trouvaient posséder.

Les terres appartenant aux familles des morts à la guerre devaient également être cultivées par les soins des conseillers agricoles, avec les ressources fournies par l'État.

En même temps que l'obligation de culture et de travail, on décréta l'immobilisation de toutes les céréales et des fourrages ; leur propriétaire ne pouvait plus les vendre dans le libre commerce, et ses produits devenaient réquisitionnables, contre paiement, pour les besoins de l'armée, de la population urbaine, et des eusemencements. Ces réquisitions étaient

(1) *Journal du Conseil des ministres* du 28 janvier 1917.

faites par le conseiller agricole et le commandant militaire.

Telles étaient les mesures d'autorité prises par le gouvernement pour assurer l'exécution du programme agricole ; ces mesures superposaient le droit de l'État de disposer et d'organiser à celui du propriétaire, et faisaient des conseillers agricoles les administrateurs d'un domaine de 1.300.000 hectares, avec la charge d'assurer la nourriture à près de 4 millions d'habitants.

Les conseillers agricoles, comme de vrais administrateurs, durent se préoccuper de la semence nécessaire à la mise en œuvre de cet immense mécanisme agricole.

En ce qui concerne les semences, les conseillers établirent les quantités nécessaires par communes, et immobilisèrent dans les mains de chaque agriculteur la quantité nécessaire à l'ensemencement, en la déclarant exempte de réquisition pour la consommation.

Si dans la même commune, certains agriculteurs avaient une disponibilité en semences, et si d'autres n'en possédaient pas, on faisait compensation en approvisionnant ceux qui en manquaient.

Si une commune était totalement dépourvue, elle était approvisionnée par une commune avoisinante ayant un surplus. Les manques et les surplus constatés pour le département entier étaient communiqués au ministère de l'Agriculture et des Domaines, qui établissaient la compensation pour la totalité du pays.

Pour proeurer les semences nécessaires aux agriculteurs qui en manquaient, les conseillers agricoles, réquisitionnaient les semences en les payant aux prix tarifés les plus élevés. Les grands agriculteurs qui recevaient ces semences et qui, éventuellement, ne pouvaient pas les payer, faisaient un emprunt à la Caisse des emprunts sur gage jusqu'à la concurrence de la valeur de la semence ; les paysans qui en prenaient s'obligeaient à restituer cette valeur en nature après la récolte.

Les propriétaires qui avaient avec les paysans des contrats de métayage, d'affermage parcellaire, ou de travaux agricoles,

étaient tenus de donner à ceux-ci la semence avec obligation qu'elle leur fût restituée à la récolte.

L'État donnait gratuitement la semence pour les terres des invalides et des familles des morts à la guerre.

Pour le transport des semences, on pouvait réquisitionner les saes nécessaires ; l'administration des chemins de fer avait soin que les transports fussent faits avec célérité.

La main-d'œuvre enregistrée pour exécuter les travaux prévus par le plan de culture, était fournie par les paysans non mobilisés qui se trouvaient dans les villages, par les femmes capables de travailler, par les jeunes gens des nouveaux contingents qui attendaient leur incorporation, par les évacués et les réfugiés du territoire occupé, et par les prisonniers.

Au mois de mars, on constata que le nombre de travailleurs nécessaire pour les travaux était supérieur à celui que pouvaient donner les catégories sus-mentionnées. On eut alors recours au concours de l'armée : le commandement donna l'ordre que pour la période de travail agricole intensif, ensemencement et moisson, les soldats puissent aussi être utilisés. On employa les soldats des centres d'instruction (partie sédentaire), et ceux des unités de combat ; mais ceux-ci, seulement dans la région immédiatement avoisinante des unités respectives.

Le commandement prit de même la décision d'accorder des congés en série aux soldats et sous-officiers de Moldavie, afin qu'ils puissent cultiver leurs propres terrains ; ces congés duraient deux semaines à l'époque des travaux agricoles.

Les corvées manuelles, ou avec animaux, exigées de la population civile par l'armée, furent suspendues dans la période des ensemencements.

Quand les ouvriers agricoles ou les paysans travaillaient chez d'autres agriculteurs, pour l'accomplissement du plan de culture prévu, ils étaient payés au prix tarifaires fixés par le Conseil supérieur de l'agriculture du ministère de l'Agriculture.

Le problème des animaux présentait de plus grandes

difficultés encore, car leur nombre avait considérablement diminué à cause de la guerre. Au printemps de 1916, il y avait en Moldavie 891.310 grandes bêtes à cornes, et au printemps suivant leur nombre avait diminué à environ 441.528 têtes, dont seulement 187.000 bêtes de somme. Le nombre de chevaux pour l'agriculture avait diminué de 272.889 à 74.249 ; un nombre bien plus important, 450.000 environ, étaient au service de l'armée. Les besoins de viande pour l'armée et la population civile étaient très grands, le fourrage pour les bestiaux en quantité insuffisante, de sorte que la diminution du bétail provenait d'une double nécessité, celle de nourrir l'armée et celle d'économiser le fourrage. Néanmoins, dans les mesures prises par le ministère de l'Agriculture et les conseillers agricoles, on observe le souci constant de conserver le stock de bêtes de somme destinées à l'exécution du plan de culture, et des animaux devant servir à la reproduction et la régénération.

Afin d'assurer les travaux conformément au plan agricole, il était établi qu'on utiliserait le bétail des propriétaires et des paysans, les bêtes évacuées du territoire occupé, et les bêtes disponibles des colonnes de l'armée. Le bétail évacué du territoire occupé avait été confié aux propriétaires pour assurer son entretien et pour faire leurs travaux, ou bien avait été vendu à ceux qui en avaient besoin.

Dans le but d'obtenir une meilleure utilisation des forces, on décida que le labourage, le hersage, etc., seraient faits en commun : les attelages se groupaient par équipes, ainsi qu'on le faisait pour les travaux manuels.

On donna une attention particulière à la nourriture du bétail. Les fourrages étaient immobilisés pour les besoins de l'armée. Les conseillers agricoles devaient déterminer les quantités de fourrages nécessaires à la nourriture des bêtes de somme et les prenaient sur les quantités immobilisées.

Le bilan de l'administration déterminait le surplus disponible ou le déficit de chaque commune en fourrages, ainsi que ceux des départements. Pour éviter le transport des fourrages, on groupait les animaux dans des centres d'entre-

tien sur les grands domaines où il y avait un surplus disponible de fourrages.

Les conseillers agricoles devaient procéder dans chaque département au classement des bêtes dans les catégories suivantes : bœufs de travail, vaches de reproduction, jeunes produits, animaux destinés à la consommation, chevaux. On classait comme bœufs de travail les animaux à partir de l'âge de quatre ans et au-dessus ; et les animaux ainsi classés étaient exempts de réquisition : mais ils pouvaient, avec l'avis du conseiller, être échangés, achetés et vendus entre agriculteurs.

On considérait comme vaches de reproduction celles âgées de trois à dix ans ; elles étaient aussi exemptes de réquisition et destinées à régénérer le stock de bovidés. Des jeunes produits, on ne conservait que les exemplaires de valeur : tous les autres, mal développés ou mal conformés, étaient classés dans la catégorie des animaux de consommation. Dans ce dernier groupe entraient aussi les bœufs âgés, impropres au travail, et les vaches âgées ou celles qui, pour d'autres causes, étaient impropres à la reproduction.

On classa de la même façon les brebis, en choisissant celles destinées à la consommation, et en les répartissant de telle manière qu'elles aient leur nourriture assurée.

Pour les porcins on procéda de même, en prenant des dispositions pour épargner les truies de reproduction. On prit des mesures pour encourager les petits éleveurs de pores, en leur donnant des primes en animaux de reproduction ou en argent ; on leur accordait des facilités pour se procurer les aliments et prendre en ferme des terrains de pacage. Dans le plan d'approvisionnement en viande, et surtout en graisse, les pores avaient le rôle principal.

Les chevaux avaient aussi été classés en animaux de travail, juments de reproduction, et jeunes produits.

La réquisition des animaux destinés à la consommation ne pouvait être faite que par les organes militaires, qui ne se préoccupaient que des besoins immédiats de nourriture, et ne tenaient guère compte des besoins du travail, et la con-

servation d'un stock pour la régénération des animaux. Plus tard, en mai 1917, on institua une commission centrale pour l'achat et la réquisition des animaux, dans le but de concilier les besoins de l'armée avec la nécessité de conserver un stock minimum d'animaux. Dans cette commission figuraient les délégués des ministères de la Guerre, de l'Intérieur et de l'Agriculture : elle répartissait par département le nombre d'animaux qui pouvaient être livrés à la consommation, et dans chaque département une commission analogue faisant la même répartition pour les communes.

En ce qui concerne les instruments et machines agricoles nécessaires à l'exécution du plan agricole, les conseillers et le ministère de l'Agriculture se heurtèrent aux mêmes grosses difficultés que pour la main-d'œuvre et les animaux.

On fit, en premier lieu, un inventaire général des instruments et des machines. L'exécution du plan agricole devait être assurée par les instruments et machines des propriétaires, grands et petits ; par ceux des institutions de l'État ; et par ceux réquisitionnés chez les dépositaires et commerçants de machines agricoles. On comptait aussi sur l'importation d'instruments et machines de Russie, mais le résultat fut médiocre.

On fit un grand effort pour mettre en fonction les tracteurs, auto-charrues et charrues à vapeur qui se trouvaient en Moldavie, ou qui y avaient été évacués du territoire occupé. On improvisa des ateliers, et on mit en fonction trente-deux tracteurs et deux charrues à vapeur. Mais dès le commencement, on se heurta à la difficulté de s'approvisionner en combustible et en lubrifiant. On essaya alors de remplacer la benzine par l'alcool, et l'huile minérale par différents succédanés : mais le résultat fut nul, et, en fin de compte, il fallut prendre le combustible et l'huile des dépôts réduits de l'armée. Le personnel de conduite fut recruté parmi les soldats. La plupart du temps, à cause de ce personnel insuffisamment préparé, les machines étaient arrêtées pour les moindres dérangements. Après quelques tâtonnements, on arriva à établir une meilleure organisation : on établit des groupes de 5 machines

prises sous la surveillance et le contrôle d'un mécanicien. Les agriculteurs avaient la charge d'entretenir les soldats, ils payaient au commandement une taxe pour les hommes, ainsi qu'une somme par hectare labouré. En échange, l'armée s'obligeait à maintenir les machines en état de travail, et à les faire réparer par les mécaniciens chefs d'équipe, ou dans des ateliers. Les résultats ne furent pas brillants, à cause de l'inaptitude du personnel, des difficultés d'approvisionnement en combustible, et de l'organisation bureaucratique qui se montra d'une trop grande lenteur. En 1917, au prix de grands sacrifices, on a labouré 5.395 hectares avec les tracteurs et les auto-charrues.

Il est cependant juste de mentionner ces résultats indirects donnés par cet effort : l'observation des différents types de machines et la popularisation, parmi les agriculteurs, de ce nouveau mode de travail.

Le capital et le crédit, dont les agriculteurs avaient besoin pour exécuter leurs semailles de printemps, étaient toujours entre les mains de l'État, et les organes officiels manœuvraient leurs ressources de telle façon que c'était un nouvel instrument de contrainte pour obliger les agriculteurs à se conformer aux stipulations du plan de culture établi.

Ainsi, il fut décidé de ne payer en numéraire le prix des céréales réquisitionnées qu'aux agriculteurs qui s'engageraient à travailler conformément au plan ; ces agriculteurs recevraient même, avant livraison des céréales, des avances de 30 à 50 pour 100 sur la valeur, et le reste serait payé à la livraison, au fur et à mesure de l'exécution des semailles de printemps.

Pour ce qui est des paysans, ils se procuraient le crédit nécessaire par leurs organisations coopératives, dites banques populaires.

C'est toujours par les banques populaires qu'étaient liquidés les comptes, pour les semences distribuées par les conseillers agricoles aux familles de ceux morts à la guerre et aux invalides, et qu'étaient effectués les paiements de travaux exécutés sur les terrains de ceux-ci.

4.

Toutes ces mesures avaient été prises au printemps de 1917, et elles facilitèrent lesensemencements à cette époque. Pour leur exécution, le gouvernement avait ordonné une étroite collaboration entre les autorités militaires et civiles ; et aussi bien lui que le commandement suprême s'efforcèrent d'inculquer la conscience de ce devoir de solidarité jusqu'aux moindres organes d'exécution. Malgré cela, à cause des difficultés de la situation, marquée à cette époque par tant de privations, on eut à enregistrer des conflits entre les conseillers agricoles et les commandants d'unités militaires, qui ne cherchaient qu'à satisfaire les besoins des troupes, en prélevant ce dont ils avaient besoin même sur le strict nécessaire pour les ensemencements et la nourriture du bétail. Le 21 janvier, les ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture, constatant ce dangereux état de choses, promulguent ensemble une circulaire par laquelle ils indiquent les modalités de procédure à suivre dans les cas de pareils abus. Il fallut mener une véritable lutte de résistance contre les réquisitions exagérées, et la tendance à l'accaparement au profit des troupes du front.

L'armée se convainquit enfin que sa possibilité de résistance et de lutte dépendait aussi de l'organisation des différentes sources de production et des ressources d'approvisionnement de l'arrière. Une série de mesures témoignent de la collaboration de l'armée à l'œuvre de production agricole. C'est ainsi que, dans les époques de travail intense, les soldats des unités d'instruction et ceux du front, par petits détachements placés sous la discipline militaire, furent mis à la disposition des conseillers agricoles pour les travaux des champs. Les soldats et sous-officiers obtenaient, pendant la période de travail, des congés pour s'occuper de leurs propres terrains.

Les spécialistes en agriculture furent rappelés des unités de lutte et des autres services de l'armée, et affectés à leur spécialité ; on procéda de cette façon pour les conseillers agricoles, les agronomes régionaux, les mécaniciens agricoles :

tous étaient considérés comme mobilisés sur place dans leur fonction civile.

Au printemps de 1917, on accorda de même des congés agricoles au personnel de l'administration, aux spécialistes des propriétés particulières et aux cultivateurs de potagers.

Les prisonniers, ainsi que les internés de provenance rurale, furent répartis dans les travaux agricoles ; parmi les internés il y avait nombre de bulgares très expérimentés dans la culture potagère, ils furent laissés libres de s'occuper de ces cultures.

Les animaux de l'armée furent utilisés pour les travaux agricoles dans une large mesure, ce qui prouve la sollicitude des commandants pour l'agriculture.

Aux approches de la moisson de 1917, un ordre du ministre de la Guerre pria les commandants de divisions de prendre personnellement en mains la question des travaux agricoles et de la récolte en commun accord avec les conseillers agricoles « pour pouvoir échapper au danger de la famine », disait cet ordre.

Comme l'armée, toutes les autres administrations publiques prêtèrent leur concours à l'agriculture. Ainsi, l'administration des forêts donna l'ordre aux chefs de cantons forestiers de collaborer à la satisfaction des besoins de l'agriculture ; le charbon manquant pour les ateliers agricoles, on ordonna de faire du charbon de bois ; certains instruments simples manquant aux paysans, on fit confectionner dans les forêts de l'État des herse, des rouleaux, des manches de houes, des jougs, des cordes en tilles et toutes sortes d'instruments en bois, qui étaient ensuite distribués aux paysans.

On donna gratuitement du bois aux paysans dont les maisons et les enclos avaient été détruits, et l'on accorda des facilités d'approvisionnement pour le bois destiné à un usage agricole.

Les communes contribuèrent à ces efforts en organisant le travail agricole sur toute l'étendue de leur territoire. Pour que les paysans valides ne s'absentent pas du travail sous prétexte qu'ils devaient garder leurs foyers, on organisa une

garde militaire, le plus souvent avec des hommes impropres au travail mais suffisamment aptes pour le service de garde. Les maires et les notaires des communes aidèrent aussi de la façon la plus efficace les conseillers agricoles pour l'inventaire des animaux, des machines, de la main-d'œuvre et de l'étendue de terrain destinée à la culture.

En Roumanie, les communes possèdent des pâturages communaux. On prit des mesures pour que ces pâturages fussent cultivés avec des plantes fourragères, et l'on donna des instructions pour la culture de ces plantes, leur récolte et leur conservation.

Les organisations coopératives apportèrent un important appoint à la mobilisation agricole. Les associations coopératives de crédit, appelées banques populaires, étaient groupées en fédérales départementales, et avaient dans la capitale une institution centrale d'État autonome, destinée à les diriger, à les contrôler et à les aider. Cette institution, de même que les fédérales et les banques populaires, prête le concours de son personnel pour l'organisation du financement de l'agriculture paysanne, le paiement des produits livrés à l'armée, celui des semences nécessaires aux paysans, et l'obtention de crédit.

5.

Malgré tant de mesures prises, on n'arriva pas entièrement à réaliser le plan de culture. Il avait prévu la production de 150.000 hectares de blé de printemps, 500.000 hectares de maïs, 300.000 hectares d'orge et grande orge, 250.000 hectares d'avoine et le reste de 120.000 hectares destiné aux légumes, plantes fourragères, textiles, et industrielles. Parmi ces dernières on recommandait spécialement le chanvre et le lin parce que l'on souffrait d'une grande pénurie de fibres textiles ; il en était de même des betteraves à sucre, qui devaient fournir le sucre nécessaire à l'armée et à la population civile.

On ne put semer du blé de printemps que sur 2.545 heectares, parce qu'on ne put faire venir de Russie les semences sur lesquelles on comptait ; l'orge et la grande orge ne furent semées que sur 146.835 heectares, soit près de la moitié de ce qui avait été prévu ; l'avoine sur 117.607 heectares, près de la moitié aussi de ce qui avait été prévu par le plan ; le maïs sur 448.012 heectares, presque ce qui avait été prévu : les paysans restaient fidèles à cette culture qui leur procurait l'aliment principal pour eux et leur bétail. Les autres cultures fourragères, légumineuses, plantes industrielles réalisèrent à peu près les prévisions du plan, et seules, les cultures potagères donnèrent un important surplus. L'effort pour les légumes correspondit au rôle principal que les légumes jouèrent dans l'alimentation des troupes et de la population.

Le plan de culture étant déficitaire, on prit des mesures à temps, dès le mois de mai, pour commencer le labour des jachères en vue des ensemencements d'automne. Le plan de culture ne prévoyait pas de jachères pour 1917 : il y en eut cependant, à cause de l'impossibilité d'ensemencer tout le terrain.

Les difficultés ne résidaient pas seulement dans l'accomplissement des ensemencements prévus par le plan, mais aussi dans les soins à donner aux semailles, et même dans l'emménagement de la récolte. C'est ainsi qu'il resta 45.000 heectares de maïs non sarelés au printemps de 1917 ; le développement des plantes et la récolte sur cette superficie furent tout à fait compromises. De grandes étendues de prairies naturelles ne purent être fauchées, et les conseillers agricoles durent abandonner (on disait : donner en dîme), une bonne partie du produit de ces prairies à ceux qui s'offraient pour les faucher ; les faucheurs étaient autorisés à prendre jusqu'à la moitié de la récolte, en échange de leur travail.

A l'été de 1917, il y avait encore des céréales non battues de la récolte de l'année précédente, et on en trouvait encore certaines quantités au 15 septembre 1917. A la même époque, une partie de la récolte de 1917 était encore en dizeaux et la majorité non battue.

La situation militaire était difficile, on savait que l'Allemagne préparait, pour conquérir la Moldavie, une attaque décisive, qui en effet eut lieu au mois d'août, mais sans résultat. L'hypothèse que le front pouvait être rompu incitait les agriculteurs à considérer la situation avec le plus grand pessimisme, d'autant plus que dans les cercles gouvernementaux, on parlait d'une résistance désespérée, aussi tragique fût-elle, ou bien d'une retraite du gouvernement et de l'armée en Russie. Dans de pareilles circonstances, le courage au travail des paysans et des grands cultivateurs ne pouvait être que très faible.

Le gouvernement dut recourir à des mesures plus sévères, et chercher par tous les moyens à maintenir les efforts de la population au niveau demandé par les circonstances.

Ces mesures prirent un caractère extrême ; la population fut soumise aux mêmes règles que la population d'une citadelle assiégée. La situation de la Moldavie était en effet semblable à celle d'un camp assiégé et réduit à ses propres ressources, ce qui fut encore plus vrai quand apparurent les premiers symptômes de décrépitude politique et économique de la Russie, alliée de la Roumanie. Les mesures du gouvernement devaient, d'une part assurer la répartition des ressources existantes ; et d'autre part, obtenir un effort plus soutenu de la population pour assurer les semailles d'automne et celles du printemps prochain.

Le 6 août 1917, le gouvernement ordonna la déclaration obligatoire des stocks de produits agricoles, aliments, fourrages, animaux, machines, outils, bois, de même que de tout autre produit susceptible d'assurer l'existence de la population et la résistance de l'armée. Les détenteurs de tous ces biens cessaient d'en être les propriétaires et devenaient de simples dépositaires. On ne pouvait disposer de rien, même pour exécuter des contrats antérieurs, sans l'autorisation du conseiller agricole. Contre les contrevenants il y avait de sévères sanctions. Ces dispositions, publiées par le *Journal du Conseil des ministres* du 6 août, furent confirmées le 14 août par un décret royal ayant le caractère de décret-loi, jusqu'à la ratification du Parlement.

Tous les produits agricoles destinés à l'armée ou à la population civile étaient tarifés à des prix fixes.

L'obligation de déclarer les stocks de produits agricoles fut complétée plus tard par celle de déclarer périodiquement les surfaces labourées ou ensemencées. Le décret-loi qui établit cette obligation porte la date du 18 août, et prévoyait aussi des sanctions contre ceux qui ne s'y conformeraient pas.

Plus sévère encore fut l'intervention du gouvernement dans le domaine de la réglementation du travail. Le travail était considéré comme obligatoire depuis le 20 septembre 1916, quand fût promulgué le règlement des travaux agricoles dont nous avons déjà parlé. Tout d'abord cette obligation n'avait été garantie que par le prestige et la pression administrative des autorités, sans qu'aucune sanction légale ne soit prévue pour les cas de non-obéissance. Dans le décret du 24 janvier 1917, par lequel on instituait les conseillers agricoles, on prévoyait le droit, pour les commandants militaires, « de contraindre les travailleurs agricoles à assurer l'exécution du plan agricole élaboré par le gouvernement », mais l'exécution de ces prescriptions n'était encore garantie par aucune sanction.

Le *Journal du Conseil des ministres* du 6 août, et le décret-loi du 14 août, qui tous deux prescrivait l'obligation de déclarer les stocks, réglementaient aussi l'astreinte au travail en termes bien plus rigoureux que le règlement de septembre 1916.

Voici ce que prévoit l'article 4 de ce décret-loi :

« Tous les ouvriers agricoles, hommes, femmes et enfants, en âge de pouvoir travailler, ou réfugiés, des communes rurales ou urbaines, pourront être réquisitionnés par le préfet du département ou le commandant militaire, sur la demande du conseiller agricole, pour les travaux agricoles, de quelque nature qu'ils soient, et à l'endroit où le besoin s'en fera sentir.

« Le travail sera rétribué au compte du propriétaire ou du fermier pour lequel il sera effectué, et d'après les prix établis par le conseil supérieur de l'agriculture.

« Les travailleurs agricoles, ainsi réquisitionnés, qui ne se

présenteront pas au travail, qui le quitteront sans autorisation, ou qui prouveront leur intention manifeste de ne pas travailler, seront déférés à la cour martiale la plus proche, et condamnés à une prison correctionnelle d'une durée de un à trois ans, conformément au code de justice militaire et à l'article 45 de la loi des réquisitions. »

On voit que le principe des réquisitions qui, jusqu'alors n'avait été appliqué qu'aux choses, s'applique maintenant aux personnes aussi, conformément à ce décret-loi, puisque, pour établir la juridiction ainsi que la pénalité, il s'appuie sur la loi des réquisitions. Il créait le délit de refus de travail, et la peine stipulée pour ce délit était très lourde. L'astreinte au travail était générale pour tous les travailleurs agricoles, c'est-à-dire tous ceux qui, auparavant, avaient cette occupation ; on n'exemptait ni les enfants, ni les femmes, ni les ouvriers urbains que les autorités ne voulaient pas trouver sans occupation.

Puisque la nation entière faisait un effort surhumain, puisque les soldats donnaient leur vie sur le front, le sacrifice que l'on demandait par ce décret-loi aux paysans et à la population ouvrière devenait naturel et logique. Tout paysan ou petit propriétaire était compris dans les prévisions de ce décret. D'après les mesures prises auparavant, on assurait aux paysans l'accomplissement, en premier lieu, du travail sur leur lot : mais le décret-loi du 14 août ne se préoccupait plus de ce privilège ; ce qui intéressait maintenant le gouvernement, c'était de faire faire le travail n'importe où, et de préférence là où il pouvait être plus efficace et plus productif.

En même temps que l'obligation de travailler, on décréta celle de cultiver la terre conformément au plan de culture établi par le conseiller agricole : Le décret qui précise cette obligation est daté du 14 août. Dans le rapport que le ministre de l'Agriculture présente au roi pour approuver ce décret, on peut constater un grand changement dans l'ancienne conception sur la propriété : « la propriété, considérée comme fonction sociale, doit servir les intérêts communs, et satisfaire aux nécessités de la collectivité nationale ».

Le décret imposait aux grands cultivateurs l'ensemencement en blé du tiers au moins de la surface arable ; aux associations paysannes d'affermage, la même proportion, et aux petits cultivateurs au moins la même surface qu'en 1916.

L'obligation de culture existait depuis le commencement de la guerre, mais jusqu'à ce moment elle n'avait pas été motivée de cette façon, ni soutenue par des sanctions. Le décret du 14 août prévoit que les agriculteurs qui n'exécuteront pas les cultures spécifiées dans le plan agricole perdront les avantages spéciaux que le gouvernement avait prévu pour les ensemencements de l'automne de 1917. « Ceux qui ne cultiveront pas leurs terres, précise le décret, seront considérés comme absentéistes, et leurs terres seront cultivées par les conseillers agricoles ; ces propriétaires seront soumis aux rigueurs auxquelles la loi soumet les absentéistes durant 5 ans après la fin de la guerre. » Les rigueurs auxquelles le décret fait allusion étaient de nature fiscale, les absentéistes étant astreints à payer un impôt double.

En dehors de ceci, le décret du 14 août prévoit aussi une amende de 200 lei par hectare non semé : cette pénalité ne pouvait s'appliquer qu'aux fermiers et usufruitiers et non aux propriétaires.

Comme on le voit, les sanctions étaient plus douces que celles appelées à assurer le travail : il n'est plus question de délit, ni de peine d'emprisonnement, ni de jugement par la cour martiale, mais d'une amende appliquée par les tribunaux.

Pour rendre effective cette obligation de culture, le gouvernement comptait aussi, et en premier lieu, sur les avantages qu'accordait ce même décret.

On avait le plus grand intérêt à faire cultiver du blé ; le décret accordait donc une avance de 80 lei pour chaque hectare emblavé ; cette avance devait être restituée à la récolte. On fixait les modalités pour liquider ces avances, et les sanctions pour les agriculteurs qui auraient fait de fausses déclarations. Les grands propriétaires possédant plus de 100 hectares recevaient les avances par la voie des administrations financières de l'État du chef-lieu de département ; les paysans

recevaient leurs avances par les banques populaires (coopératives de crédit). Pourvu du certificat du conseiller agricole, on encaissait un premier acompte de 30 lei par hectare avant l'ensemencement, le second s'encaissait plus tard, et le troisième après vérification de la surface ensemencée. En cas de mauvais vouloir dans l'accomplissement des ensemencements, les sommes avancées devenaient immédiatement exigibles. En accordant ces avantages, l'État obtenait un droit de privilège sur les récoltes. Si l'agriculteur n'avait pu bénéficier de ses cultures à cause des événements de la guerre, sa dette était éteinte, et les avances restaient à la charge de l'État ; dans cette éventualité, l'État s'engageait aussi à restituer la semence aux agriculteurs.

En d'autres termes, toute la culture de blé de l'automne de 1917 fut faite au compte et au risque de l'État, qui étendait sur toute propriété particulière le droit supérieur d'en disposer, et incitait ses préposés, les agriculteurs, à faire les cultures, par le double moyen d'une sévère obligation au travail agricole et de l'avance des capitaux nécessaires. Pour subvenir à ces avances, un décret du 29 août ouvrit un crédit spécial au trésor, de la valeur de 14 millions de lei. C'était de l'étatisme à outrance : on expérimentait en fait, pour l'agriculture, le socialisme d'État.

Le résultat de tous ces efforts, malgré les difficultés et les complications résultant de la situation du pays, a été satisfaisant. La surface normale de blé d'automne était, ainsi que je l'ai indiqué au commencement de ce chapitre, de 300.000 hectares pour les 13 départements moldaves : en automne 1916, on ne put réaliser que 184.429 hectares, et à l'automne de 1917, quand on appliqua l'obligation du travail et qu'on accorda des avances aux agriculteurs, la superficie atteignit 257.944 hectares, dont 1 tiers environ fourni par la petite culture paysanne. Normalement les paysans avaient semé, en 1915, 88.000 hectares de blé ; l'année suivante, en 1916, 66.000 hectares seulement ; et en 1917, 83.000 hectares, ce qui prouve que l'effort pour augmenter les emblavures provenait autant des grands propriétaires que des paysans.

Les préparatifs pour la campagne de travaux du printemps de 1918 furent commencés avec les mêmes moyens et mesures que ceux cités plus haut ; immédiatement après la fin des ensemencements de blé, c'est-à-dire en novembre 1917, on fit le plan de culture par départements et par communes, et la répartition des semences nécessaires.

Bien que la situation générale, militaire et économique, ne se fut guère améliorée, on put néanmoins, au printemps de 1918, augmenter les ensemencements pour la plupart des plantes au détriment de la surface de culture du maïs, restreinte proportionnellement au plan de culture.

Le total des ensemencements d'automne et de printemps de 1916-1917 a été de 1.020.822 hectares, alors qu'en 1915-1916, il n'avait été que 1.313.371 hectares ; en 1917-1918, malgré le surcroît de difficultés dont nous avons parlé, on ensemença 1.087.428 hectares : on n'atteignait pas la normale, mais on dépassait la superficie de 1916-1917.

6.

Les résultats des mesures, décrites dans les paragraphes précédents, se comprendront mieux si nous relatons un exemple concret de la façon dont on les a exécutées, en détail, dans l'un des 13 départements de la Moldavie, et notamment dans le département de Jassy, où se trouvait aussi la capitale de la province.

On fit d'abord des enquêtes dans le but d'établir le nombre de bras, d'animaux et de machines disponibles. Elles furent effectuées grâce à l'aide des comités communaux, composés de notables des villages, et surtout grâce à celle de l'agent communal, agriculteur dévoué, pourvu d'une fonction honorifique.

Les ouvriers agricoles et les bêtes furent groupés en équipes de labours et de transport, chargées de faire les transports nécessaires pour toute la commune : farine, bois, etc. Cette disposition avait pour but d'éviter de soustraire des labours

un homme et un attelage pour des transports de peu d'importance, et qu'on pouvait organiser collectivement. Dans d'autres communes, les transports pour buts ménagers se faisaient à jours fixes : le samedi.

On constitua également des équipes d'ouvriers : l'exécution de la plupart des travaux, tels que moisson, sarclage, fauche, était répartie entre ces équipes, mais à l'hectare, non à la journée. Ce système facilitait la surveillance et contribuait à augmenter l'effort des ouvriers. La distribution des travaux par équipes était faite en tenant compte de la possibilité normale de travail, et des besoins de la commune : par exemple, on devait labourer 10 hectares avec une charrue, dans la période d'ensemencements.

Les équipes étaient d'abord envoyées chez les paysans petits cultivateurs, pour un temps déterminé ; elles passaient ensuite chez les grands propriétaires. Si, éventuellement, il y avait encore quelques travaux à exécuter chez les petits cultivateurs, on les exécutait après avoir terminé chez les grands. Ceux-ci payaient le travail en argent, ou bien devaient donner aux travailleurs paysans, en échange de leur travail, une partie de la récolte ; ce dernier système, dénommé dîme pour le travail, était très usité en Roumanie, avant la guerre.

La paye avait lieu régulièrement le dimanche, de préférence par la banque populaire locale, où le grand propriétaire devait avoir le crédit nécessaire.

Certains travaux bien définis, comme le sarclage, étaient répartis chaque semaine au siège de la région agricole.

La surveillance des équipes était confiée au gendarme chef de poste, et au comité agricole communal, qui devait faire part à l'agronome régional du travail exécuté, des interruptions survenues et de leurs causes. À son tour l'agronome régional, chaque dimanche, communiquait la situation de la région au conseiller agricole. L'excédent ou le déficit de main-d'œuvre d'une commune à l'autre étaient compensés par l'agronome régional, tandis que l'excédent ou le déficit d'une région à l'autre étaient compensés d'après les instructions du conseiller agricole.

On ne devait disposer qu'avec la plus grande parcimonie des hommes et des bêtes, ne les soustraire que le moins possible aux travaux agricoles, et ne les employer à d'autres travaux, tels que les corvées, qu'en cas de nécessité absolue. On tenait, par commune, un registre des corvées nécessaires et de celles déjà effectuées.

Pour coordonner les travaux, une conférence des agents communaux avait lieu chaque semaine au centre de la région, et la semaine suivante les agronomes régionaux se réunissaient en conférence au siège du conseiller agricole.

Le conseiller donnait ses instructions aux agronomes régionaux, les engageant à considérer la région comme un domaine et la commune comme une de ses sections ; ils devaient diriger personnellement la culture de ces domaines avec les moyens dont ils disposaient, et savoir à tout moment le travail effectué et celui qui restait à faire.

Les difficultés étaient très grandes et naissaient à chaque pas. Dans un village, le conseiller agricole trouva 1.000 hectares en friches : il demanda pourquoi les paysans ne cultivaient pas cette étendue de terrain, et on lui répondit qu'il n'y avait pas de bêtes de trait : En réalité, celles-ci avaient été conduites loin du village et cachées : on les ramena, on organisa aussitôt 100 charrues avec lesquelles on laboura, et on sema, avec des plantes fourragères, 600 hectares des friches de ce village.

Malgré tous les efforts il resta tout de même, en 1917, dans le département de Jassy, 26.000 hectares de terres en friche ; 9.000 hectares de maïs ne furent pas sarclés et 100 hectares pas fauchés.

En automne, les mesures prises devenant plus rigoureuses, on obtint de meilleurs résultats pour la culture du blé. La superficie normale de blé, dans ce département, était, en 1915, de 31.000 hectares ; en 1916, elle diminua à 20.000 hectares, dont les paysans n'avaient semé que 3.000 hectares ; en 1917, le résultat de l'obligation de culture et du travail agricole fut que l'on sema plus que la normale, soit 34.000 hectares, dont 6.000 hectares semés par les paysans.

On fit aussi les transports nécessaires à l'approvisionnement de la population de Jassy, où se trouvait le siège du gouvernement. Ce résultat fut obtenu avec la moitié seulement du nombre normal d'animaux, sans le concours de l'armée, mais grâce à un grand effort méthodique (1).

7.

Les résultats généraux de la mobilisation agricole de 1917 et de 1918 ont été satisfaisants : ils permirent d'assurer l'alimentation de la population et de l'armée, et la tranquillité sociale à l'arrière du front, à des moments historiques extrêmement critiques, alors que l'Empire des tsars s'écroulait et que des centaines de milliers de soldats russes, bochevisés, abandonnaient le front et répandaient partout des germes d'anarchie. Ces résultats ne doivent pas être jugés en considération seulement du plan de culture établi à la hâte pendant l'hiver de 1917, et qui ne put être réalisé parce qu'il avait été élaboré à une époque où l'on ne pouvait connaître tous les éléments du problème ; ils doivent être envisagés par rapport aux inextricables complications de cette époque.

Les difficultés que nous avons examinées dans les paragraphes précédents venaient de ce que la guerre avait pris peu après sa déclaration, pour la Roumanie, une tournure tout à fait inattendue ; on n'avait pas pu faire à l'avance un plan économique agricole selon l'hypothèse que les deux tiers du pays, dont sa partie la plus riche, seraient occupés par l'ennemi.

Toutes les prévisions durent être refaites à la hâte et sous la pression des événements. Les moyens étaient au-dessous des besoins ; c'est pourquoi le gouvernement dut en arriver graduellement aux mesures les plus sévères, parce qu'il devait ménager à la fois la susceptibilité et la patience de la popula-

(1) Organisation du travail agricole, dans le volume *La question agraire en Roumanie*, par C. GAROFID, Bucarest 1920.

tion, ce qui n'était pas le cas pour l'administration militaire du territoire occupé, qui poursuivait un but différent sans aucun souci des répercussions économiques que pouvaient avoir sur la population les mesures prises.

Les ressources qui se trouvaient encore en Moldavie en main-d'œuvre, cheptel, inventaire des instruments, réduites comme elles étaient, ne pouvaient être mises en valeur au maximum pour de multiples causes : la première était le manque de moyens de locomotion. Les transports ne pouvaient être faits qu'avec de grandes difficultés, tant ceux par voie ferrée que ceux sur les chaussées, et l'on ne pouvait pas toujours arriver à compenser les insuffisances de l'un de ces moyens avec l'autre.

Les contrastes sociaux, dont nous avons parlé au chapitre premier, n'avaient pas été atténués pendant la guerre ; ils subsistaient, de-ci de-là, avec leur aspect alarmant. Le gouvernement reçut plusieurs fois des plaintes où l'on prétendait que les bêtes des associations paysannes d'affermage et celles des paysans étaient attribuées de préférence aux grands propriétaires, ce qui n'était ni dans l'esprit ni dans la lettre des décrets.

Malgré toute l'autorité que les décrets et règlements accordaient aux conseillers agricoles, en ce qui concernait l'organisation agricole et la répartition des produits, on doit signaler certains cas de manque d'entente et même des conflits entre les différentes autorités. Le ministère de l'Agriculture constate ces faits dans un ordre circulaire qu'il communiqua le 15 septembre 1917 aux conseillers agricoles et aux commandants militaires.

La bonne collaboration des autorités entre elles, et l'œuvre tout entière que l'on entreprenait dans des conditions aussi difficiles, dépendaient entièrement des qualités et de la valeur personnelle des personnes chargées d'une mission aussi difficile dans les 13 départements de la province. J'ai donné l'exemple d'un département dans lequel l'œuvre a été bien conduite, mais il y eut certainement des départements où le succès a été moins grand.

Les superficiesensemencées dans toute la province, pen-

dant la guerre, en 1916-1917 et 1917-1918, comparées avec l'année normale de 1915-1916 peuvent être consultées dans le tableau suivant :

Plantes	ANNÉE		
	1915-1916 (hectares)	1916-1917 (hectares)	1917-1918 (hectares)
Blé d'automne	299.305	186.429	257.944
Orge d'automne	886
Seigle	27.773	18.889	19.056
Colza	2.981	3.561	1.450
Blé de printemps	2.545	3.361
Orge de —	167.938	146.835	135.301
Avoine	141.548	117.607	118.694
Maïs	548.640	448.012	426.016
Haricots	12.411	7.465	15.838
Pois	12.031	9.344	13.856
Fèves	107	99	187
Lentilles	125	134	227
Sarrasin	472	1.060	643
Tournesol	20.676	4.506	6.424
Lin	594	761	1.813
Chanvre	3.188	2.975	2.704
Fourrages annuels	29.522	30.409	38.468
Trèfle et luzerne	22.673	19.030	14.406
Pommes de terre	7.982	10.157	11.290
Betterave à sucre	9.636	1.978	3.665
— fourragère	227	290	385
Potagers	4.703	8.489	14.280
Tabac	819	247	534
TOTAL	1.313.371	1.020.822	1.087.428

A ces superficies s'ajoutent encore 1.173 hectares, en majorité de maïs, cultivés en 1917-1918, dans le Delta du Danube.

L'année 1916-1917 est donc une année de dépression pour l'agriculture : le déficit de l'étendue eultivée par rapport à l'année précédente est de 292.549 hectares. Mais de l'année suivante, en 1917-1918, grâce aux efforts faits, la superficie ensemencée augmente et l'on réduit le déficit de 66.606 hectares.

Le déficit porte sur les principales cultures qui constituaient auparavant les produits pour l'exportation du blé, maïs, orge, avoine, colza. Dans sa lutte pour l'existence, la province sacrifiait ce qu'elle pouvait sacrifier : le surplus destiné à l'exportation. En revanche, la superficie de certaines cultures alimentaires, qui ont joué un rôle important dans le plan d'alimentation de la population, augmenta : haricots, pois, pommes de terre. De même, la superficie des cultures potagères passa de 4.703 hectares à 14.280 hectares. C'est l'une des plus utiles expériences de la guerre, que cette extension des cultures potagères et cette habileté acquise par les soldats et les paysans dans la culture des légumes. Alors qu'avant la guerre, cette culture n'était pratiquée seulement que par des étrangers, l'armée et les services agricoles firent sur ce point des efforts remarquables.

La superficie cultivée avec du lin augmenta aussi, en conséquence du manque de textiles dont souffrait le pays ; également celle des plantes fourragères annuelles, d'une part à cause des besoins de fourrages pour les animaux de l'armée, d'autre part, parce que les céréales qui, en temps normal, allaient aussi à la consommation des animaux, comme le maïs et l'orge, étaient maintenant réservés, en grande partie, pour la consommation humaine.

Le déficit en blé d'automne a été en partie couvert avec l'orge d'automne et le blé de printemps, cultures que l'on ne pratiquait pas avant la guerre.

La récolte a été bonne pendant les deux années de la guerre.

Malgré la diminution de la superficie occupée par les céréales en 1917 et en 1918, malgré tout l'appauvrissement de la province, malgré tous les manques et toutes les souffrances, à la conclusion de la paix, en novembre 1918, la situation était meilleure en Moldavie que dans le territoire occupé ! En 1919, des quantités importantes de semences, spécialement d'orge et d'avoine, purent être apportées de Moldavie en Valachie, et distribuées aux agriculteurs auxquels, dans les derniers mois d'occupation, on avait enlevé jusqu'à leurs stocks de semences.

L'état de guerre avait créé, pour l'agriculture du territoire libre de la Roumanie, des conditions spéciales provenant de la nécessité de la maintenir au niveau voulu pour subvenir aux besoins du pays et de l'armée.

Toute l'économie agricole a été étatisée ; l'organisation des exploitations, et le plan de culture, ont été confiés à des représentants du gouvernement ; les grands et les petits agriculteurs n'étaient plus que des collaborateurs des conseillers agricoles aidant à élaborer le plan de culture, à l'exécuter ensuite. La culture des plantes spécifiées dans le plan de culture était obligatoire ainsi que le travail agricole, et ces obligations étaient sanctionnées par des peines sévères.

Les produits agricoles, et les provisions de tous genres, devaient être déclarés : ils étaient immobilisés dans les mains des détenteurs, ne pouvaient plus faire l'objet de libres transactions et se trouvaient à la disposition des conseillers agricoles et des commandants militaires, moyennant des prix tarifés. A mesure que les dispositions pour l'obligation du travail devenaient plus rigoureuses, la rémunération du travail était augmentée.

Un programme agricole général avait été fait, comprenant un projet pour les ensemencements et des prévisions pour la consommation. On créa des organes spéciaux d'État pour pouvoir établir le plan de culture et appliquer les dispositions des décrets. On congédia de l'armée combattante les spécialistes nécessaires qui devinrent les conseillers agricoles et les agronomes régionaux.

Toutes les autorités civiles et militaires devaient collaborer avec ces fonctionnaires agricoles pour atteindre le but poursuivi.

L'armée apporta son concours pour la réalisation du but poursuivi en accordant la mobilisation sur place des spécialistes, en donnant des congés aux soldats à l'époque des travaux agricoles, en mettant à la disposition des conseillers agricoles des détachements de soldats pour l'exécution des travaux agricoles, et en prêtant des animaux.

En compensation à l'obligation de la culture et du tra-

vail agricole, on concédait certains avantages aux agriculteurs : attributions d'avances, facilités de crédit pour pouvoir cultiver leurs terres ; et au cas d'issue défavorable de la guerre, qui aurait empêché les agriculteurs de bénéficier de leurs récoltes, les avances pour les travaux et la semence retombaient à la charge de l'État.

L'État prenait sur lui l'administration et la culture des terres abandonnées, et de celles des mutilés et des morts à la guerre.

En comparant ces mesures avec celles que l'administration militaire d'occupation a prises en Valachie, nous constatons une grande similitude. Il fallait, dans l'une comme dans l'autre région, atténuer la désorganisation produite par la guerre, et soutenir l'effort des agriculteurs démoralisés par l'incertitude du lendemain.

Au-dessus du droit de propriété et de libre disposition des particuliers, se superposa le droit supérieur, imposé par la nécessité de l'État et, dans le territoire occupé, celui de la force des occupants. Sans l'organisation appropriée qui résulta de l'adoption de ce principe, on n'aurait pas pu nourrir la population et l'armée dans la petite et pauvre Moldavie, et l'administration des occupants n'aurait pas pu obtenir les grandes quantités de produits agricoles que nous avons citées dans le chapitre III, pp. 46 et 59. Quoiqu'il n'ait pu exister aucune entente, au point de vue de leur action, entre le gouvernement de Jassy et le pouvoir militaire des occupants, néanmoins, les mesures prises par les uns et les autres sont si semblables, que même les organes créés se ressemblent : agronomes de départements et d'arrondissements dans le territoire occupé, conseillers agricoles et agronomes régionaux en Moldavie.

Les mêmes facteurs d'influence ont créé, pour la vie économique, la même structure, les mêmes causes, les mêmes effets.

CHAPITRE V

L'héritage de guerre La reconstitution de l'agriculture

1. La diminution de la production agricole pendant la guerre. — 2. Etat dans lequel la guerre a laissé l'agriculture roumaine. — 3. Institutions et mesures conservées après la guerre : caisse d'emprunts sur gage, services agricoles départementaux, taxes d'exportation. — 4. Application de la réforme agraire commencée au cours de la guerre : ses conséquences. L'agriculture roumaine entre entièrement dans la phase capitaliste. — 5. La reconstitution : augmentation de la superficie cultivée, de la production et de l'exportation.

1.

La guerre a fortement désorganisé l'agriculture et a réduit considérablement les surfaces cultivées ainsi que le rendement à l'hectare, et en conséquence la production totale agricole de la Roumanie. Dans les districts occupés par l'administration militaire allemande, la surface totale cultivée a diminué de 16 pour 100 dans la première année. Dans cette évaluation ne sont pas compris les districts qui se trouvaient dans la zone militaire proprement dite, à savoir les districts de Buzau, Braïla, R. Sarat et toute la Dobroudgea. Dans toutes ces provinces la surface cultivée était beaucoup plus réduite.

Cette diminution, pendant l'année 1916-1917, est mise en évidence par le tableau qui suit et dans lequel sont groupées les principales plantes cultivées.

Plantes	Moyenne des années 1911-1915	Année 1916-1917	DIFFÉRENCE	
	Olténie, Valachie (hectares)		+ ou —	Pour- centage
Blé.....	1.245.308	984.872	— 260.436	— 20,9
Maïs.....	1.163.068	977.933	— 185.135	— 15,9
Seigle.....	36.823	20.215	— 16.608	— 45,1
Orge.....	57.842	46.148	— 11.694	— 20,2
Avoine.....	149.083	136.485	— 12.598	— 8,4
Millet.....	25.526	45.944	+ 20.418	+ 79,9
Oléagineuses..	51.845	65.846	+ 14.001	+ 27,0
Légumineuses..	28.827	43.617	+ 14.790	+ 51,3
Diverses autres cultures an- nuelles	101.191	56.335	— 44.856	+ 44,3
SUPERFICIE TO- TALE LABOU- RÉE.....	2.859.513	2.377.395	— 482.118	— 16,8

La diminution de la surface a atteint en premier lieu le blé et le maïs qui constituent les céréales principales cultivées dans le pays.

Un léger accroissement de la surface s'observe pour les légumineuses et oléagineuses qui avaient une importance spéciale dans le plan alimentaire des puissances occupantes.

Malheureusement, on n'a pas enregistré la production à l'hectare pour l'année 1917, mais en considérant les grandes quantités de produits agricoles qui ont été extraites du pays au cours de l'année 1917-1918, nous devons conclure que la production ne s'est pas trop écarté de la normale.

L'année suivante, l'administration militaire d'occupation a fait, comme nous venons de le voir, des efforts extraordinaires pour ensemençer la surface normale et la dépasser.

Elle a réussi en effet à faire cultiver, en 1917-1918, une surface qui dépassait de 6,8 pour 100 la surface cultivée normalement.

Plantes	SURFACE CULTIVÉE EN HECTARES		DIFFÉRENCE	
	Moyenne des années 1911-1915	Années 1917-1918	Hectares	Pour- centage
Blé	1.245.308	1.248.460	+ 3.152	+ 0,2
Maïs	1.163.068	1.115.689	— 47.379	— 4,1
Seigle	36.823	39.908	+ 3.085	+ 8,3
Orge	57.842	70.741	+ 12.899	+ 22,2
Avoine	149.083	306.470	+ 157.387	+ 105,2
Millet	25.526	21.288	— 4.238	— 16,5
Oléagineuses . .	51.845	161.983	+ 110.138	+ 212,5
Légumineuses . .	28.827	70.351	+ 41.524	+ 144,0
Diverses autres cultures an- nuelles	401.191	18.364	— 82.827	— 81,8
SUPERFICIE TO- TALE LABOU- RÉE	2.859.513	3.053.254	+ 193.741	+ 6,8

Le succès ne fut pas aussi grand en ce qui concerne la production à l'hectare. La préparation du sol a été faite dans des conditions totalement défavorables, car l'effort nécessaire pour atteindre la surface normale, et la dépasser, a été demandé aux femmes, aux vieillards et aux enfants, aidés çà et là par des prisonniers libérés conditionnellement. Le nombre des animaux de somme fut beaucoup réduit à cause des réquisitions.

L'année 1918 a été aussi, au point de vue météorologique, défavorable à la végétation, et en conséquence de toutes ces circonstances, nous enregistrons une diminution désastreuse de la production à l'hectare, que met en relief le tableau comparatif ci-dessous :

	MOYENNE EN KILOGRAMMES		DIFFÉRENCE EN	
	1911-1915	1917-1918	Kilogrammes	Pourcentage
Blé	1105	360	745	67
Seigle	833	425	408	48
Maïs	1358	452	906	66
Orge	1201	312	889	74
Avoine	965	83	882	91

Les mêmes grandes différences en moins ont été enregistrées en ce qui concerne la production de toutes les autres plantes : fèves, 75 pour 100 ; pois, 85 pour 100 ; lin, 72, pour 100 ; tournesol : 51 pour 100. Seul, le colza a donné une production un peu meilleure, ne différant de la production normale que de 8 pour 100.

Les conséquences de la guerre ont été défavorables à la production agricole aussi dans les districts libres de la Moldavie, comme nous l'avons déjà montré dans le chapitre iv, p. 96

En groupant comme plus haut les cultures les plus importantes, et en les comparant avec la production normale, représentée par la moyenne des années 1911-1915, la surface cultivée des districts de la Moldavie (exception faite pour celui de Putna qui se trouvait dans la zone du front) se présente comme suit :

SURFACE CULTIVÉE EN HECTARES

Plantes	Moyenne des années 1911-1915		Année 1916-1917		DIFFÉRENCE	
					En hectares	Pourcentage
Blé.....	286.433		188.974		— 97.459	— 34,1
Maïs.....	583.024		448.012		— 135.012	— 23,1
Seigle.....	30.124		18.889		— 11.235	— 37,2
Orge.....	160.907		146.835		— 14.072	— 8,7
Avoine.....	140.698		117.607		— 23.091	— 16,3
Oléagineuses..	13.561		11.803		— 1.758	— 12,9
Légumineuses..	23.411		17.042		— 6.369	— 27,2
Diverses autres cultures an- nuelles.....	88.401		71.660		— 16.741	— 18,9
SUPERFICIE TO- TALE LABOU- RÉE.....	1.326.559		1.020.822		— 305.737	— 23,0

La diminution de la surface cultivée a été de 23 pour 100. Le déficit a été surtout sensible pour le blé et le maïs. L'année suivante, grâce à la mobilisation agricole, aux efforts des conseillers agricoles et de l'armée, le déficit a été réduit de 23 pour 100 à 18 pour 100, celui du blé a été réduit de 34,1 pour 100

à 8,7 pour 100. Pour les légumineuses qui jouaient un rôle important dans l'alimentation, on a réalisé une augmentation appréciable de leur surface.

Voici les cultures principales de 1917-1918 par comparaison à la moyenne normale de 1911-1915 :

Plantes	Moyenne des années 1911-1915. (hectares)	Année 1917-1918 (hectares)	DIFFÉRENCE	
			Hectares	Pour-centage
Blé	286.433	261.305	— 25.128	— 8,7
Maïs	583.024	426.016	— 157.008	— 26,8
Seigle	30.124	19.056	— 11.068	— 36,7
Orge	160.907	136.187	— 24.720	— 15,3
Avoine	140.698	118.694	— 22.004	— 15,6
Oléagineuses...	13.561	12.391	— 1.170	— 8,6
Légumineuses..	23.411	30.108	+ 6.697	+ 28,6
Diverses autres cultures an- nuelles.....	88.401	83.671	— 4.730	— 5,3
SUPERFICIE TO- TALE LABOU- RÉE.	1.326.559	1.087.428	— 239.131	— 18,0

Au cours de la guerre, la production à l'hectare n'a pu être enregistrée pour les districts de la Moldavie, ni en 1917, ni en 1918. D'après les renseignements des conseillers agricoles elle a été presque normale. La Moldavie a été préservée de la désastreuse diminution de la production agricole que nous avons signalée dans les territoires occupés, pour l'année 1917-1918.

La preuve en est dans le fait qu'au printemps de l'année 1919 il n'existait pas de semences de céréales de printemps dans les districts qui furent occupés. L'approvisionnement des agriculteurs fut effectué à l'aide des semences d'orge, d'avoine et de blé de printemps, apportés des districts de la Moldavie, qui, à cette époque, avaient encore quelques disponibilités provenant de la récolte de 1918.

Autant dans les territoires occupés que dans les districts libres, la population agricole, demeurée dans les villages et

aidée par les autorités civiles et militaires, a fait tout ce qui a été possible pour maintenir la production agricole, base de l'alimentation du pays.

Toute la population valide des villages était sous les armes, la plus grande partie du cheptel avait été de même réclamée par l'armée. Malgré la diminution de la production, nous devons considérer comme un résultat louable ce qui a été obtenu dans l'agriculture du pays, surtout grâce à l'effort des femmes et des adolescents.

2.

L'effort exceptionnel fait au cours de la guerre avait fortement ébranlé l'agriculture roumaine. La guerre avait exigé, avant tout, de grands sacrifices en hommes ; les pertes totales de la Roumanie, sur le front et à l'arrière à cause des maladies, avait été de 800.000 hommes. Mais la très grande majorité des morts étaient des paysans, parce que l'armée, dans un État agricole comme la Roumanie, se composait surtout d'éléments ruraux. L'agriculture se trouva donc placée, en 1919, en face d'un énorme déficit de bras ; et il faut ajouter qu'un grand nombre de soldats ne rentrèrent au foyer que dans un état qui les rendait plus ou moins impropres au travail.

La population rurale entière se trouvait plongée dans un grave état de découragement et de faiblesse physiologique : les fatigues de la guerre ; les maladies qui avaient sévi, surtout en Moldavie ; la nourriture insuffisante dans le territoire occupé, les efforts accomplis pour exécuter le travail imposé par les autorités, toutes ces causes avaient amené un état alarmant de dépression qui n'a pu être réformé que petit à petit, dans les années suivantes.

Le problème alimentaire, spécialement, se présentait sous un aspect très grave au moment de la conclusion de la paix : toutes les réserves étaient épuisées, et la majorité des paysans vivaient au jour le jour, avec de la farine de maïs

et des légumes. Il y avait des départements, dans la région montagneuse, où le maïs même manquait. L'approvisionnement des villes présentait de grandes difficultés.

En 1919, il fallut importer de la farine de blé pour nourrir la population et des semences de céréales de printemps pour compléter les ensemencements.

L'inventaire du cheptel et des instruments aratoires, avait considérablement diminué au cours de la guerre ; le nombre des bêtes de travail, pour tout le territoire de l'ancien royaume, se trouvait réduit de moitié ; celui des machines et des instruments, d'un tiers. On n'avait rien pu remplacer pendant la guerre : quelques dizaines de tracteurs, presses à foin et autres machines, apportés par l'administration militaire dans le territoire occupé, étaient un appoint insignifiant par rapport aux besoins du pays en outillage de culture : charrues, herses et instruments agricoles.

Le ministère de l'Agriculture prit donc des mesures pour importer, avec les fonds de l'État, des machines de culture, spécialement des moissonneuses, afin de les distribuer aux agriculteurs. La Centrale des coopératives importa et distribua aux paysans quelques milliers de charrues en fer. En 1920, une loi pour l'encouragement de la moto-culture, abrogée quelques années plus tard, eut pour but de stimuler, par des avantages spéciaux et importants, la culture des terres à l'aide de moyens mécaniques.

C'est dans l'ancien royaume que la situation était la plus grave, c'est-à-dire en Olténie, Valachie, Dobroudgea et Moldavie. Ces provinces, comme nous l'avons vu, avaient été le théâtre de la guerre. L'Olténie, la Valachie et la Dobroudgea avaient été parcourues dans toute leur longueur par les armées belligérantes, occupées ensuite par l'administration militaire ennemie, et exploitées à outrance pour les besoins de la guerre. La Moldavie avait dû fournir un effort extraordinaire pour se maintenir comme organe économique et politique libre.

Les autres provinces qui furent réunies à l'ancien royaume en 1918 n'avaient eu à souffrir de la guerre que dans une

moindre mesure : la Transylvanie avait été beaucoup épargnée par les Hongrois pour des motifs politiques ; la Bucovine de même ; la Bessarabie n'avait joué qu'un rôle secondaire pour le ravitaillement de l'armée russe, qui s'approvisionnait en Moldavie. Cette province eut à supporter certains dommages au temps de la révolution russe, lorsque les paysans dévastèrent, de-ci de-là, les exploitations des grands propriétaires. D'une façon générale, cependant, la Bessarabie et les provinces transearpathiennes, souffrirent moins que l'ancien royaume ; quand la reconstitution commença, en 1919, les paysans de celui-ci durent parcourir à pied de nombreux kilomètres vers les provinces voisines pour se procurer le bétail nécessaire.

La superficie arable de l'ancien royaume était, en 1914, ainsi que je l'ai indiqué dans le chapitre premier, de 6.279.606 hectares ; en 1919, la terre restée en friche était de 1.438.902 hectares, soit 22,9 pour 100. On a souvent attribué le déficit de la superficie cultivée à la réforme agraire ; mais nous avons montré que le déficit existait déjà en 1917-1918, et que ni l'administration militaire du territoire occupé, ni le gouvernement roumain de Jassy, n'ont réussi à maintenir la surface de culture à sa superficie normale.

Il est vrai qu'une partie du terrain exproprié est également restée non cultivée jusqu'en 1919 et en 1920 ; mais la proportion non cultivée du terrain exproprié est plus petite que celle non cultivée de toute l'étendue spécifiée plus haut. Voici, en effet, le tableau de la superficie du terrain exproprié non cultivée en 1919 et en 1920 :

	Année 1919 (hectares)	Année 1920 (hectares)
Surface expropriée.	2.244.741	2.244.741
— restée non cultivée.	378.982	284.428
Pourcentage non cultivée de la surface expropriée.	16,93	12,85

Ainsi donc, tandis que le déficit général de la superficie cultivée était de 22,9 pour 100, celui de l'étendue frappée

par l'expropriation n'était que de 16,93 pour 100. Ce déficit, d'ailleurs, décroît rapidement à mesure qu'avance l'application de la réforme agraire : en 1922, il ne restait plus de surfaces non cultivées provenant du terrain exproprié. Ceci démontre que la réforme agraire, commencée en 1919, non seulement n'a pas empêché la reconstitution de l'agriculture, mais y a même contribué, ainsi que nous le verrons.

3.

Parmi les institutions créées pendant que dura la guerre, et les mesures prises alors, certaines ont survécu et ont été conservées après la paix. Ainsi la Caisse d'emprunts sur gage des agriculteurs, créée en 1915, quand la Roumanie était bloquée et ne pouvait transporter ses produits, continua ses opérations, accordant des emprunts sur gage sur la récolte. Les demandes des agriculteurs étaient pressantes, parce que cette caisse prêtait au taux réduit de 8 pour 100, tandis que les banques privées élevèrent après la guerre le taux à 25 pour 100, pour se couvrir contre les risques dérivant des fluctuations de valeur. Les sommes que la Caisse d'emprunts sur gage pouvait obtenir de la Banque nationale, sous la garantie de l'État, étaient insuffisantes après la guerre, et le sont encore, par rapport aux grandes nécessités des agriculteurs. La somme totale des prêts accordés en 1926 représente 123.720.797 lei ; et ceux qui n'ont pas été remboursés des années précédentes représentent 123.140.450 lei : la somme totale prêtée est donc de 246.861.250 lei papier (1 lei papier=3 centimes or).

En dehors de cette institution de crédit agricole, on a créé après la guerre « une section pour l'exploitation » à la Société civile du Crédit rural de Bucarest, qui ne faisait, avant la guerre, que des emprunts hypothécaires.

De même, les petits crédits accordés aux paysans par les banques populaires ont pris de l'extension.

Malgré tout cela, les besoins de crédit de l'agriculture roumaine sont loin d'être satisfaits, et il serait nécessaire

d'augmenter la dotation de la Caisse d'emprunts sur gage, ou de créer une grande institution de crédit agricole dans laquelle se fonderaient toutes les organisations actuelles.

Pour organiser l'agriculture dans chaque département, le gouvernement roumain, en Moldavie, aussi bien que l'administration militaire, dans les provinces occupées, avaient institué des services agricoles départementaux dirigés par des agronomes. Ces services furent maintenus, et ils subsistent aujourd'hui dans toute la Roumanie, les nouvelles provinces comprises. Dans chaque département, il y a un conseiller agricole, dans chaque arrondissement un agronome régional, et par groupe de quelques communes un agent agricole. Les conseillers agricoles et les agronomes régionaux sont recrutés parmi les diplômés des écoles d'agriculture. Après la guerre, le rôle économique et technique de ces services est tombé au second plan : leur principale mission a été l'exécution de la réforme agraire. C'est aussi aux fonctionnaires de ces services qu'on a confié la charge d'établir les statistiques se référant à l'agriculture, et d'appliquer toutes les lois qui touchent à cette branche de production.

La réforme agraire étant aujourd'hui terminée, en Bessarabie et dans les provinces de l'ancien royaume, les spécialistes des services agricoles reprennent leur vrai rôle, celui de diriger l'agriculture et spécialement la petite agriculture paysanne.

Les conseillers agricoles et les agronomes régionaux sont les leviers qui doivent faire progresser l'agriculture, et spécialement celle des paysans, par une active propagande auprès de ceux-ci, par des exemples de culture sur les lots de démonstration, par des cours et des expériences probantes sur le terrain, par des expositions et des concours, par la distribution de prix et d'avantages, accordés selon le programme du ministère de l'Agriculture ; par l'affermissement, enfin, des coopératives.

Autre continuation de la politique économique du temps de la guerre : les gouvernements qui se sont succédé après 1919 ont accordé une attention particulière à la consomma-

tion interne, en prohibant les exportations, ou en grevant par des taxes les produits agricoles à leur sortie du pays. La plus grande partie de la population avait souffert en 1917-1918 à cause du manque d'aliments de première nécessité ; mais les gouvernements cherchaient à faire croire, maintenant, que l'abondance d'avant guerre était rétablie dans le pays. Le problème de la vie dite « à bon marché », par l'agglomération dans le pays de produits que toute l'Europe recherchait et payait bien, était la base politique électorale des gouvernants d'après guerre. Les denrées s'accumulaient, les stocks de provisions à l'intérieur grandissaient, malheureusement les prix, influencés par la dépréciation monétaire, montaient aussi ; la valeur de la monnaie baissait en rapport avec les restrictions d'exportation et l'accroissement du passif de la balance commerciale ; la vie à bon marché devenait une illusion. Mais la situation peu sûre dans laquelle se trouvait l'Europe orientale, et le spectre de la famine qui avait frôlé le pays en 1917-1918, étaient les arguments plus puissants que l'intérêt évident de l'amélioration de la balance commerciale par la stimulation de l'exportation.

Au commencement, la prohibition concerna tous les articles de grande exportation de la Roumanie : céréales, bestiaux et viande. On toléra ensuite l'exportation partielle : l'agriculteur ou l'exportateur qui par contrat promettait pour l'exportation une certaine quantité de céréales, devait aussi livrer une quantité égale pour la consommation intérieure et aux prix des tarifs intérieurs, qui étaient de beaucoup inférieurs aux prix extérieurs. Ce système avait été expérimenté avec un certain succès en 1915 et en 1916 par la commission centrale de vente des céréales ; après la guerre, il donna naissance à des inconvénients et des abus, et on dut l'abandonner graduellement au commencement de 1921.

A partir de cette année, on rétablit les taxes d'exportation pour les céréales qui avaient été déclarées libres. La prohibition de l'exportation fut maintenue pour le blé jusqu'en 1924, et pour les oléagineuses jusqu'en 1925. Elle ne s'appliquait qu'aux particuliers seulement : l'État a exporté

dans cet intervalle une certaine quantité de blé pour l'exécution de contrats de compensation.

Quand le blé et les oléagineuses furent déclarés libres pour l'exportation, ils furent en revanche soumis au régime des taxes à l'exportation comme les autres céréales et produits agricoles. Ce qui avait été timidement essayé en 1915-1916, était fait maintenant systématiquement et sur une grande échelle : les taxes étaient générales et très élevées ; elles atteignirent jusqu'à 50 pour 100 de la valeur du produit. Leur but principal était, d'une part de procurer des ressources au trésor, à une époque où le mécanisme des autres impôts ne fonctionnait pas d'une façon irréprochable (1) ; d'autre part, elles étaient, dans la conception du gouvernement, un moyen de faire baisser les prix intérieurs et de parer de cette façon aux difficultés qui dérivait de la dépréciation monétaire ; mais cette dépréciation, et implicitement la hausse des prix, dépassaient dans leur marche l'action que devaient exercer les taxes à l'exportation. Les agriculteurs n'avaient que l'illusion d'une prospérité, par la hausse du prix des produits agricoles d'une année sur l'autre. Quand la monnaie commença à se stabiliser, et prit même une tendance à la hausse, les taxes d'exportation ne purent plus être supportées, et on dut procéder à leur réduction.

Le trésor a perçu par ce moyen un impôt spécial, très lourd pour les agriculteurs ; le rétablissement réel des exploitations s'en est ressenti ; le renouvellement de l'outillage, détérioré au cours de la guerre, a été refait, pour cette cause, plus lentement qu'il ne l'aurait fallu.

A partir de 1927, on inaugura une politique d'encouragement à l'exportation, les taxes furent considérablement réduites, elles ne représentent plus cette année, pour le blé, que 5 pour 100 de sa valeur, et 10 pour 100 pour les autres céréales. De cette façon, l'une des survivances les plus gênantes du temps de guerre est en voie d'être complètement supprimée.

(1) Pour la consolidation de la dette flottante extérieure, les taxes d'exportation que l'on percevait en or et en values fortes ont joué un rôle important.

Comme compensation à ces restrictions du trafic des produits agricoles, on usa de certaines mesures appliquées déjà au temps de la guerre pour encourager les agriculteurs. Ainsi, en 1919 et en 1920, on distribua des semences aux agriculteurs qui n'en avaient pas, après les avoir réquisitionnées chez ceux qui en avaient de disponibles ; en 1921, on accorda une prime à l'hectare pour les ensemencements en blé. Ces mesures ont été certainement utiles dans la première période après la guerre ; toutefois, l'augmentation de la superficie des emblavures et la production normale n'ont pu être atteints que l'orsqu'on eut levé la prohibition des exportations. Tant que persista la prohibition de l'exportation du blé, les agriculteurs montrèrent une prédilection marquée pour l'avoine et l'orge, qui avaient été exemptés plus tôt du régime restrictif.

4.

Il est certain qu'aucune des réformes citées plus haut n'apportèrent dans l'agriculture une aussi profonde transformation que la réforme agraire, déclanchée au temps de la guerre. Les rapports quasi féodaux, qui existaient entre paysans et grands propriétaires, surtout dans l'ancien royaume et en Bessarabie, disparurent ; la grande propriété de latifundia fut considérablement réduite ; le centre de gravité, en ce qui concerne la production agricole, passa aux paysans.

Les décrets-loi pour la réforme agraire, promulgués en 1919 ont été soumis, en 1921, au Parlement, qui les a ratifiés en les complétant et en les amendant, surtout en ce qui concerne le droit des paysans à la terre et l'ordre de préférence dans l'attribution.

On eut en vue, en premier lien, les paysans qui avaient fait la guerre et qui n'avaient pas de terre du tout, ou qui en avaient trop peu. L'étendue du lot à attribuer à chaque paysan fut fixée à 5 hectares : on considérait cette étendue comme suffisante pour assurer l'existence d'une famille. Si

le paysan avait déjà un lopin de terre, il ne recevait alors que la superficie nécessaire pour compléter les 5 hectares. La loi permettait même, dans certains cas, que le lot fût moindre de 5 hectares ; et au cours de l'application de la réforme, on usa largement de cette exception. Le terrain fut donc moreelé, pour pouvoir donner de la terre au plus grand nombre de paysans, au delà des limites désirables. Au lieu de faire avec le terrain exproprié des unités productives en fondant les anciens lots avec le terrain nouvellement acquis, on moreella le terrain exproprié à part.

En janvier 1926, le déplacement de la propriété est représenté par les chiffres suivants :

	Surface expropriée (hectares)
Dans l'ancien royaume.....	2.726.346
En Bessarabie.....	1.491.916
— Transylvanie.....	1.598.447
— Bukovine.....	73.000
TOTAL.....	5.889.709

Le transfert d'une superficie aussi étendue, de la grande propriété à la petite propriété, dans un espace de temps aussi court, est sans précédent dans l'histoire. Il a été fait de la façon la plus ordonnée, et a nécessité de la part des organes appelés à l'appliquer un effort et un labeur extraordinaires.

Par la réalisation de la réforme agraire, la petite propriété paysanne devint prédominante en ce qui concerne la possession de la terre arable : mais les forêts et les terrains insondables restèrent à la grande propriété dans toute leur étendue.

Avant la réforme, dans l'ancien royaume, la terre arable détenue par les paysans en parcelles jusqu'à 10 hectares représentait 41,5 pour 100 de la superficie totale ; après la réforme, elle atteignit 80,5 pour 100 ; les grands propriétaires détenaient, avant la réforme, 47,5 pour 100 de la terre arable, après la réforme, 8,5 pour 100 seulement ; la propriété moyenne est restée la même avec 11 pour 100.

Le même déplacement s'est effectué dans toutes les provinces : en Bessarabie la petite propriété paysanne passa de 51,6 pour 100 à 82,4 pour 100, en Transylvanie de 34 pour 100 à 55,5 pour 100, en Bukovine de 78 pour 100 à 92 pour 100 (1).

Si l'on fait abstraction de la propriété moyenne, faiblement représentée en Roumanie, et si l'on prend 100 hectares comme limite entre la grande propriété et la petite propriété, alors la transformation accomplie par la réforme agraire est exprimée par les pourcentages suivants :

	Avant la réforme (pourcentage)	Après la réforme (pourcentage)
La petite et la moyenne propriété de 100 hectares.....	57,6	88,8
La grande propriété au-dessus de 100 hectares.....	42,4	11,2

Il est évident qu'une transformation aussi profonde ne pouvait rester sans effet sur l'organisation des exploitations, grandes et petites, et sur la production. Cependant, comme nous l'avons montré ailleurs, la transformation était beaucoup plus profonde dans l'ordre juridique que dans l'ordre économique.

Dans l'ordre économique, la terre fut cultivée, comme avant la réforme, par les mêmes paysans qui, du moins dans l'ancien royaume, étaient les possesseurs de la plus grande partie de l'outillage agricole nécessaire à la culture de la terre ; c'est donc une erreur de mettre sur le compte des paysans et de la réforme agraire la diminution de la superficie cultivée et de la production, immédiatement après la guerre. La reconstitution a été, au contraire, plus rapide dans les exploitations paysannes que dans les grandes ; les paysans aménagèrent dans le temps le plus court leurs foyers détruits dans les zones de combats ; c'est à eux seuls qu'ils parvinrent à se procurer l'outillage et les semences nécessaires, en vendant les quelques objets qui leur étaient encore restés ; c'est à eux seuls qu'ils

(1) Terrain arable.

parcoururent des dizaines et des centaines de kilomètres, dans les provinces avoisinantes, pour se procurer le bétail nécessaire à leurs exploitations. En 5 ans, ils ont refait le stock normal des bêtes, et remis en culture toute la terre arable du pays.

La réforme agraire n'a nullement empêché la réfection et la reconstitution de l'agriculture. Il est au contraire difficile d'admettre, étant donné l'état psychologique provenant de la guerre, que les paysans auraient pu accomplir le même effort pour le travail agricole s'ils étaient restés des métayers ou des fermiers parcellaires sur les latifundia, alors même qu'on les y eût contraints par la loi du travail obligatoire. C'est parce qu'ils ont obtenu en toute propriété la terre qu'ils convoitaient comme le but unique de leur existence, que les paysans ont pu faire cet effort extraordinaire et vaincre le dégoût du travail que leur avait laissé la guerre.

Le phénomène de la reconstitution de l'agriculture par les paysans n'est pas spécial à la Roumanie, on le retrouve dans tous les pays créés ou reconstitués en Europe orientale, à la suite de la guerre.

L'accomplissement définitif de la réforme agraire influence tous les aspects de la vie économique de notre pays : elle provoque la réorganisation des grandes exploitations sur d'autres bases. Elle y a fait disparaître la dépendance réciproque entre les paysans et les grands propriétaires, et cette disparition des derniers vestiges de la structure agraire féodale a jeté le grand propriétaire dans la véritable lutte économique. Il doit organiser son exploitation avec ses propres moyens capitalistes, sans pouvoir compter, désormais, sur les accords agricoles en dîme ou en affermage parcellaire.

Les paysans, de leur côté, dégagés du patronage qui s'exerçait sur eux, comptent maintenant comme un facteur indépendant dans l'économie du pays : ils pratiquent la production pour le marché, qui remplace la culture exclusivement réservée aux besoins de la famille.

Avec la réforme agraire, la Roumanie entre complètement dans la phase d'évolution capitaliste.

5.

Malgré le dur héritage de la guerre, et la vaste perturbation provenant de la réforme agraire, l'agriculture roumaine a été reconstituée rapidement, et elle n'est pas loin de la situation florissante qu'elle avait quand la guerre éclata en Europe.

Les efforts pour la reconstitution, et les progrès réalisés après la guerre, sont prouvés par la croissance constante de la superficie cultivée, par l'augmentation de la production, par la reconstitution du cheptel, et par les chiffres de l'exportation des produits.

La superficie cultivée dans toute la Roumanie, en 1920, a été de 8.658.480 hectares ; l'année suivante, elle montait à 10.042.898 hectares : l'augmentation se maintient constante et régulière, et arrive, en 1926, à 12.276.807 hectares. De toute cette superficie cultivée, la plus grande partie, 85 pour 100, est occupée par les céréales.

La culture des céréales a présenté un grand déficit de 1914 à 1920 : mais depuis, on constate une augmentation pour toutes les céréales principales. Ainsi, le blé a été cultivé en 1920 sur 2.022.710 hectares ; cette superficie a augmenté continuellement, et elle a atteint, en 1926, 3.327.487 hectares ; le maïs occupait, en 1920, 3.295.418 hectares ; en 1926, la surface occupée par cette plante passe à 4.059.432. En revanche, la superficie occupée par l'orge et l'avoine, qui a augmenté jusqu'en 1923, c'est-à-dire tout le temps qu'a duré la prohibition du blé, a commencé ensuite à céder la place à cette plante plus rémunératrice.

La production moyenne à l'hectare n'a pas encore atteint les chiffres d'avant guerre. L'année 1924 et l'année 1925 en partie, ont été sèches et peu productives. Toutefois, la tendance générale est la croissance ; voici un tableau comparatif entre les années 1920 et 1926, concernant les plantes principales cultivées en Roumanie.

	Années	Surface en hectares	Production en quintaux à l'hectare	Production totale en quintaux
Blé.....	1920	2.022.710	8,3	16.685.874
	1926	3.327.487	9,1	30.177.613
Maïs.....	1920	3.295.418	14,1	46.238.468
	1926	4.059.432	14,9	60.834.364
Orge.....	1920	1.400.173	10,5	14.719.502
	1926	1.551.567	10,9	16.849.469
Avoine.....	1920	966.393	10,3	9.920.897
	1926	1.078.419	10,7	11.590.287

Dans la même mesure qu'a augmenté la superficie cultivée et la production totale, le nombre des animaux s'est aussi accru. L'ancien royaume, dans lequel la guerre avait causé une énorme réduction du cheptel, ainsi que nous l'avons montré, a trouvé dans les provinces nouvellement réunies un excédent disponible qui a permis de couvrir les nécessités urgentes, et une sage épargne des jeunes produits a augmenté chaque année le nombre des bêtes. Voici les chiffres statistiques comparés pour les années 1920 et 1925 :

	Chevaux	Bovins	Moutons	Chèvres	Porcs
1920...	1.485.200	4.729.7	8.689.886	499.922	2.513.610
1925...	1.814.804	5.049.07	12.950.212	493.583	3.087.869

La consommation intérieure en céréales, viande et autres produits agricoles est redevenue normale dans les deux premières années d'après la guerre. En 1920, l'exportation a recommencé pour les céréales et les produits agricoles, pour les animaux et la viande.

Parmi tous les produits agricoles, l'article principal d'exportation est les céréales : le tableau suivant montre les quantités exportées annuellement :

Année	Quantité de céréales exportées (tonnes)
1920.....	984.042
1921.....	1.538.856
1922.....	1.212.372

Année	Quantité de céréales exportées (tonnes)
1923.....	1.774.617
1924.....	1.414.330
1925.....	844.527
1926....	1.636.368
1927.....	3.056.580

La diminution de l'exportation des céréales en 1925 est due à une récolte très faible en 1924.

L'exportation des céréales n'avait pas atteint, jusqu'en 1926, les chiffres d'avant guerre. Il ne faut pas perdre de vue qu'avant la guerre, la population rurale s'alimentait plus mal qu'aujourd'hui, et qu'on exportait alors une part de ce qui aurait dû être consacré à la consommation normale. En outre, la Roumanie, depuis la guerre, a acquis une province, la Transylvanie, dont les conditions agricoles sont moins favorables, dont le caractère industriel est plus accentué, et qui ne donne pas d'excédent pour l'exportation : elle a au contraire besoin du surplus des autres provinces.

La Roumanie d'après guerre reste quand même en tête des pays exportateurs de céréales de l'Europe, exception faite pour la Russie, dont toutefois l'exportation est instable et peu sûre. En 1927, l'exportation de céréales de la Roumanie a atteint le chiffre d'avant-guerre, comme conséquence de la bonne récolte de maïs de l'année précédente.

D'autres produits agricoles donnent aussi lieu, en Roumanie à des exportations croissantes. Ainsi, en 1925, on a exporté 112.344 tonnes de légumes et de plantes, 78.909 tonnes d'animaux vivants, 24.590 tonnes de produits d'animaux : viande œufs, laine, etc., 43.902 tonnes de fruits, 1.547 tonnes de vin.

La prospérité agricole de la Roumanie se développe donc normalement d'année en année. Dans le court intervalle de temps qui s'est écoulé depuis la fin de la guerre mondiale, ce pays a reconquis sa place dans l'économie européenne. Sa consolidation est un élément de la consolidation de l'Europe.

Aussi divergents que puissent paraître les intérêts des différents pays du continent, ils sont liés par une solidarité qui découle de la spécialisation des fonctions économiques : l'Occident industriel s'adresse à l'Orient agricole pour écouler ses fabrications industrielles ; l'Orient agricole ne peut envoyer ailleurs qu'en Occident ses produits agricoles.

La guerre a rompu cette solidarité, elle a miné toute la vie économique, elle a aussi profondément atteint l'agriculture. A la suite d'un effort de travail, par une discipline sévère, et avec une organisation d'État qui annulait toute l'initiative individuelle, l'agriculture a résisté aux grandes difficultés de l'époque de la guerre ; elle a permis de nourrir l'armée de la nation, celle des alliés, celle même des adversaires, elle a permis aussi d'assurer le ravitaillement de la population civile, aidant ainsi à conjurer toutes les grandes catastrophes qui accompagnaient jadis la guerre. Mais elle est sortie de la crise épuisée, avec de grands vides, une transformation agraire profonde, des agriculteurs fatigués et désorientés.

La pacification de l'Europe a ramené le progrès et la prospérité : aucune autre occupation humaine n'est plus intéressée à la conservation de la paix que l'agriculture.

BIBLIOGRAPHIE

1. CHRISTODORESCU (G.), *Notre politique commerciale. Le régime d'exportation de la Roumanie au cours de la neutralité et après la guerre*, volume 1^{er}, publications *Import-Export* (roumain).
 2. GAROGLID (C.), *La Question agraire en Roumanie*, Bucarest 1920 (roumain).
 3. GEORGIAN (I.), *La Roumanie sous l'occupation ennemie*, 2^{me} fascicule. L'exploitation économique du pays. L'organisation et l'activité de l'Etat-major économique, Bucarest 1920 (roumain).
 4. IONESCO-SISESTI (G.), a) *L'Agriculture paysanne de la Roumanie*, Bucarest 1912 (allemand) ; b) *La Politique agraire spéciale à la Roumanie*, Bucarest 1913 ; c) *La Réforme agraire en Roumanie*, Bucarest 1920 ; d) *La Réforme agraire et la production, avec un programme pour le relèvement de l'agriculture*, Bucarest 1925 ; e) *L'Agriculture et le capitalisme* ; Archives de la Science et de la Réforme sociale, n^o 3 et 4, 6^e année (roumain).
 5. MANN (Dr. Fritz Karl), professeur à l'Université de Kiel, *L'Economie de guerre en Roumanie*, Bucarest 1918 (allemand).
 6. NASTA (A.), *La Réforme agraire et les problèmes agricoles de l'avenir*, 1926 (roumain).
 7. SCHAFFNIT (Dr. Ernest), professeur à l'Ecole supérieure d'agriculture de Bonn-Poppelsdorf, *Les Conditions agricoles de la Roumanie*, Hanovre 1921 (allemand).
 8. *Publications du ministère de l'Agriculture*, Les travaux agricoles en 1917. Rapports, décrets, règlements, instructions, comptes rendus, etc., Jassy 1917 (roumain).
-

INDEX

A

Accord de Bucarest, d'avril 1918, 60.
Administration des forêts, 85.
Agents agricoles communaux, 74, 93, 111.
Agriculteurs (voir : paysans ; propriétaires).
Agriculture : son état au commencement de la grande guerre, 1-19 ; depuis le commencement de la grande guerre jusqu'à l'entrée en action de la Roumanie, 20-38 ; l'— dans les provinces occupées par les Allemands, 39-68 ; la mobilisation agricole dans le territoire libre roumain, 69-101 ; l'héritage de la guerre, la reconstitution, 102-121.
Agronomes, 43, 48, 55, 74, 94, 101 ; — régionaux, 74, 95, 100, 101, 111.
Alimentation, 13, 53, 54, 96, 107 (voir : ravitaillement).
Allemagne, 2, 6, 10, 17, 27, 28, 31, 33, 38, 39, 41, 49, 54, 56, 59, 60, 65, 66, 88.
Amendes, 46, 54, 68, 91.
Angleterre, 17, 34, 35.
Animaux (voir : bétail).
Antipa (G. —), 40.
Arbres fruitiers, 3, 5, 10, 62.
Armée roumaine, 35, 40-42, 53, 66, 69-73, 75, 79, 80, 82, 88, 96, 99, 100, 101, 105 ; son aide aux services agricoles, 84-86 ; — allemandes et autrichiennes, 35, 40, 43, 53, 56-58, 60, 61, 88, 103.
Armistice 67.
Asie Mineure, 2.

Augmentation de la production, 118-121.
Autriche-Hongrie, 6, 7, 10, 17, 22-24, 27, 28, 31, 33, 34, 38, 39, 56, 59, 60, 65, 66.
Avantages aux agriculteurs, 91, 92, 101.
Avoine, 13, 14, 22, 31, 32, 36, 51-53, 58, 76, 86, 87, 98, 99, 103-106, 118, 119.

B

Baisse des prix, 24, 28, 29, 37, 113.
Balkans, 2.
Baltiques (États —), 2.
Banque nationale roumaine, 25, 33, 50, 110 ; — populaires, 25, 32, 33, 50, 74, 83, 86, 92, 110.
Batteuses, 12, 49 (voir : outillage).
Belgique, 17.
Berlin, 40.
Bessarabie, 109, 111, 114-116.
Bétail, 6, 7, 12, 16, 18, 22, 43, 49, 54, 58-61, 73, 75, 79-82, 93, 97, 108, 109, 112, 117, 119 ; mesures concernant le —, 80-82 ; reconstitution du cheptel, 119.
Betteraves, 3, 52, 64, 86, 98.
Bibliographie, 123.
Blé, 7, 12-14, 20, 22, 26, 31-37, 47, 50-53, 56, 58, 59, 71, 72, 76, 86, 87, 91, 92, 95, 98, 99, 103-106, 108, 112-114, 118, 119 (voir : céréales).
Bois, 15, 37, 65.
Bosnie, 20.
Braïla, 17, 19, 53, 72, 102.
Brochures de l'État-major économique, 53.

Bucarest, 41, 50, 72, 110.

Budget, 16.

Bukovine, 109, 115, 116.

C

Caisse d'emprunts sur gages des agriculteurs, 25, 50, 110, 111 ; — d'emprunts de l'État, 77, 78.

Calculs des Empires Centraux concernant la Roumanie, 66, 67.

Canada, 12.

Capital agricole, 7, 9, 11, 50, 77, 83, 92, 110, 111.

Caractère principaux de l'occupation allemande, 67, 68.

Carpathes, 3, 4, 24, 35, 41, 69.

Catégories cultivées, 9, 10 (voir : plantes).

Céréales, 3, 5, 6, 7, 9, 12-19, 22, 24, 26-28, 31-33, 36-38, 47, 49, 51-53, 55, 58, 59, 61, 72, 75, 77, 98, 99, 103-106, 112, 113, 118, 119.

Chanvre, 3, 99.

Chemins de fer, 6, 17, 23, 24, 27, 30, 45, 55.

Cheptel (voir : bétail).

Chevaux (voir : bétail).

Circulaire du 15 septembre 1917, 97.

Climat, 2-4, 11.

Colis d'aliments, 60.

Collines, 3, 5, 69.

Colza, 3, 99, 105.

Comité communal agricole, 70, 74, 93, 94.

Commandants militaires, 73, 75, 78, 84, 89, 97.

Commerce, —cants, 2, 6, 9, 17, 21, 27, 30, 32, 33, 54, 71 ; — international, 2 ; — extérieur, 6, 27, 71 (voir : exportations).

Commissions : centrale pour la vente des produits agricoles, 29-36, 38, 112 ; sa composition, 30 ; — départementale, 36 ; — spéciale au ministère de l'Intérieur, 36 ; — mixte roumaine, 44, 57 ; — centrale pour l'achat et la réquisition des animaux, 82.

Communes, 85, 86, 94, 95, 111.

Conditions naturelles pour le déve-

loppement de l'agriculture, 2-5, 11 ; — économiques, 5-9, 11.

Conférences : du 28 octobre 1916, 40 ; — 30 novembre 1916, 41 ; — d'agronomes, 43, 95 ; — des agents communaux, 95.

Confiscation, 54, 55, 68.

Conseil des Ministres, 71, 72, 77.

Conseillers agricoles, 73-81, 84 ; 87, 89-92, 94, 95, 97, 100, 101, 105, 106, 111 ; rôle, 73 ; 111.

Consommation, 14, 22, 29, 30, 35-38, 53, 54, 57-59, 68, 71, 80, 81, 112, 119 ; mesures pour assurer la — interne, 36-38, 55, 58, 71 ; — des armées, 53 ; 56, 58, 59 ; — de la population civile, 54, 56, 57, 68, 71.

Constantinople, 2.

Constantza, 6, 17, 23, 53.

Contrastes sociaux et naturels, 11, 97.

Contrats agricoles, 8 ; — en cours, 31 ; le premier — avec les Empires Centraux, 31-33 ; le deuxième — avec les Empires Centraux, 32, 33 ; le — avec le Bureau britannique, 34, 35, 52 ; sa liquidation, 36.

Coopératives, 8, 11, 32, 33, 44, 50, 74, 83, 86, 92, 108, 111.

Crédit, 24, 25, 29, 77, 83, 92, 101, 110, 111 ; insuffisance de —, 24, 29.

Crise, 21, 23-25, 27, 33, 37.

Crivatza, 3.

Culture des champs des morts au champ d'honneur, 70 ; — des terres abandonnées (voir : terres).

D

Danube, 1-3, 6 ; 23, 27, 30, 32, 35, 41, 45, 55, 69, 72, 98 (voir : plaine).

Dardanelles, 23, 24.

Déclaration obligatoire, 88, 100.

Décrets : du 24 janvier 1917, 72, 73, 89 ; — loi du 14 août 1917, 88-92 ; — du 18 août 1917, 89 ; — lois pour la réforme agraire, 114.

Dîme (don en —), 87, 94.

Diminution de la production pendant la guerre, 102-107.
Direction des travaux agricoles, 74.
Disette, 70, 71, 85, 112.
Dobroudgea, 41, 52, 60, 102, 108.
Domaines (grands —) 6-8, 48 ; — de l'État, 48.
Douanes, 7, 21 ; loi des —, 21.

E

Eau de vie, 62-64.
Économie nationale roumaine, 1, 2, 30, 33, 40-42, 101 ; 114, 117, 120 ; — européenne, 1, 120.
Emboutillage de wagons, 24, 27, 28.
Enquêtes, 93 (voir : inventaires).
Équipes (travail par —), 94.
État de l'agriculture au commencement de la grande guerre, 1-19 ; — depuis le début de la grande guerre jusqu'à l'entrée en action de la Roumanie, 20-38 ; — aussitôt après la guerre, 107-110 ; l'augmentation de la production, 118-121.
État-major économique, 40, 41 ; 42-50, 53-56, 59, 60, 62, 63 ; composition, 42.
État roumain, 2, 7, 8 ; 29, 33, 35, 37, 48 ; son domaine, 48.
Étatisme, 68, 100, 121.
Exécution du plan agricole de 1917, 75-83.
Exemple d'organisation du travail, 93-96.
Exploitation systématique, 65-68, 108 (voir : rationnement ; réquisitions).
Exportations, 6, 13, 15-23 ; 24-27, 29, 30, 32, 34, 36-38, 47, 52, 53, 55, 56, 59-65, 68, 111-114 ; 119, 120 ; quantités, 16 ; valeurs, 18 ; prohibition des —, 20-23, 111, 112, 114 ; diminution des — pendant la guerre, 37 ; reprise des — après la guerre, 119, 120 ; — provenant des pays occupés, 59-65 ; aide qu'elles ont apportée aux Empires Centraux, 65, 67, 68.
Expropriation (voir : réforme agraire).
Extraction de tous les produits agricoles, 53 (voir : réquisitions).

F

Falkenheim, 40.
Farines, 26, 36, 53, 56-58, 71, 72, 107, 108.
Fermage parcellaire, 8.
Fermes, 6.
Fermiers (grands —) 7-9 (voir : propriétaires).
Fèves, 52, 98, 105.
Forêts, 5, 10, 85, 115.
Fourrages, 10, 22, 26, 47, 52, 54, 59, 76, 80, 98, 99.
France, 10, 17.
Front roumain, 41, 69, 70 ; sa stabilisation, 69, 70.
Fruits, 16, 18, 62, 120 (voir : arbres).

G

Galatz, 17, 19.
Garoflid (C. —), 71, 96.
Gel, 3, 4.
Georgian (docteur Ilie —), 47.
Gouvernement, 25-27, 29, 69, 70, 73, 75, 88, 89, 111.
Graisse, 57, 61, 64.
Guerres, 6 ; — de 1914-1918, 1, 15 ; 27, 121 ; — de la Roumanie, 35, 37 ; 39, 40 ; 66, 100, 102, 107 ; 118, 121.

H

Haricots, 26, 31, 32, 36, 53, 98, 99.
Hausse des prix, 22, 26, 37, 112, 113.
Hollande, 17.
Hommes de confiance, 43, 44, 54, 67, 68.
Hongrie, 10, 17, 21, 28, 109.
Huiles, 26, 64.

I

Illettrés, 11.
Impôts, 113 ; — doublés, 91.
Inde, 2.
Industrie, 9, 42, 43, 46.
Inspecteurs, 44, 55, 56.

Institutions de la guerre conservées après elle, 110-114.

Instruments agricoles (voir : outillage).

Insurrection, 2, 6.

Inventaire des produits et des animaux, 54, 73, 75, 93, 108 ; — des instruments et des machines, 82, 93, 108.

Italie, 17.

J

Jardins, 10, 43, 62 ; potagers (voir : légumineuses).

Jassy, 41, 61, 69, 93-96, 101, 109 ; l'organisation du travail dans le département de —, 93-96.

Journal du Conseil des ministres, 88, 89.

K

Kessler (major von—), 40.

L

Laine, 62, 65.

Lait, 57, 61.

Légalité des prohibitions, 21, 22.

Légumineuses, légumes, 9, 16, 18, 22, 31, 48, 51, 54, 57-59, 62, 63, 76, 86, 87, 98, 99, 103-106, 108, 120.

Lentilles, 52, 98.

Leu, 15, 17, 18, 113 ; lei nouveaux, 46.

Liberté d'exportation, 25-28, 31, 113.

Lin, 3, 52, 86, 98, 105.

Loi des mesures exceptionnelles du 24 octobre 1914, 29, 30 ; — des douanes, 21 ; — du 24 février 1915, 22.

Lutte entre paysans et grands propriétaires, 8.

M

Machines (voir : outillage).

Mackensen, 40.

Magasins, 25, 26, 29, 30, 34, 35, 52 ; — à silos, 17, 19.

Main-d'œuvre, 42, 46, 50, 72, 73, 75, 79, 93, 94, 97, 107 ; — militaire, 79, 84.

Maires, 44, 49, 73.

Maïs, 13, 14, 22, 24, 31, 32, 36, 42, 51-53, 56-59, 71, 76, 86, 87, 93, 95, 98, 99, 103-106, 108, 118-120.

Mann (docteur Fritz Karl —), 65.

Marmelade, 57, 62, 63.

Mer Noire, 3, 4, 6, 17, 23, 27, 41.

Mesures pour rétablir l'agriculture des pays occupés, 45, 46, 101 ; — pour assurer la consommation, 36-38, 55, 58, 71 ; — prises par le gouvernement roumain pour l'exécution du plan de culture, 77, 101 ; — plus rigoureuses, 86-93 ; — conservées après la guerre, 110-114.

Métayage, 8.

Millet, 14, 51, 52, 103, 104.

Ministères, 44, 71, 72, 77.

Mobilisation agricole dans les territoires restés libres, 69-101 ; 105 ; ses résultats, 96 ; ses caractères 100.

Moisson, 20, 72, 85.

Moldavie, 3, 41, 66, 69-72, 75, 76, 79, 80, 82, 88, 93, 97, 99, 101, 105-109.

Monopoles, 21, 28-31, 38, 54, 67, 68, 71, 77 ; — de l'achat des céréales, 28, 29, 38, 67, 71 ; — de la vente, 29-38, 67, 71.

Moulins, 57, 71, 72.

N

Navires, 6.

Nourriture (voir : rationnement ; ravitaillement).

O

Obligation de travailler (voir : travail) ; — de cultiver, 46, 48, 49, 76, 90, 91, 100 ; — de déclarer tout produit, 88.

Occupation, 39-41 ; — de l'Olténie

et de la Valachie, 39-41, 52 ;
l'agriculture dans les provinces
occupées, 39-68, 72, 99, 101 ; 102,
103 ; caractéristiques de l'—, 67,
68.
Olténie, 40, 47, 52, 70, 103, 108.
Or, 26.
Ordonnance confidentielle du 8 fé-
vrier 1917, 47.
Organisation agricole par les occu-
pants (voir : état-major écono-
mique).
Orge, 14, 22, 31, 32, 51, 52, 58, 76,
86, 87, 98, 99, 103-106, 118, 119.
Outillage agricole, 8, 12, 43, 49, 54,
73, 75, 82, 97, 108, 113, 116.

P

Paiement des réquisitions, 45, 53-
55, 77, 83.
Pain, 56, 57, 71, 75, 76.
Pâturages, 5, 7.
Paysans, 2, 6-9, 11, 12, 22-25, 32,
33, 35, 37, 46, 50, 54, 56, 70, 76,
78, 88-92, 94, 97, 107, 109, 114-
117 ; caractères, 11, 12 (voir :
serfs ; réforme agraire).
Pénurie, 37 (voir : rationnement).
Permis d'exportation, 23, 27.
Permissionnaires, 60.
Perse, 2.
Pertes dues à la guerre, 102-107
— en hommes, 107.
Pétrole, 15, 37, 39, 46, 66.
Plaine du Danube, 3, 4, 69.
Plans de culture, 48, 49, 53, 71, 72 ;
73-78, 83 ; 86, 93, 96, 100 ; exécu-
tion du — agricole de 1917, 75-83 ;
86, 87 ; son insuffisance, 86, 87
(voir : sanctions).
Plantes industrielles, 3, 9, 43, 51,
64, 65, 76, 86, 87, 98, 99 ; — oléa-
gineuses et textiles, 9, 43, 48, 51,
54, 59, 65, 86, 98, 99, 103-106, 112 ;
— fourragères, 10, 22, 51, 86, 87,
95, 98, 99 ; — légumineuses, 9, 16,
18, 22, 31, 48, 51, 54, 57-59, 62,
63, 76, 86, 87, 98, 99, 103-106.
Pois, 26, 31, 32, 36, 51, 52, 98, 99,
105.

Poissons, 65.

Politique économique du gouver-
nement, 20-23 ; 26-28, 34, 38 (voir :
prohibitions ; monopoles).

Pommes de terre, 52, 98, 99.

Population roumaine, 1, 2, 4 ; 9,
10, 41, 56, 57, 71, 75, 80, 88, 96,
101, 121 ; densité, 9 ; — des pays
occupés, 41 ; son rationnement,
56, 57 ; — des territoires restés
libres, 70, 88 ; — agricole, 1, 9,
106, 107 ; caractères de celle-ci,
2 (voir : paysans).

Porcs (voir : bétail).

Ports, 6, 17, 19, 24, 30, 49, 52, 53,
72.

Préfets, 44, 73.

Préparatifs pour exploiter le pays,
41-44.

Prison, 46, 54, 68, 90.

Prisonniers de guerre, 45, 46, 50, 76,
79, 85, 104.

Prix, 30, 33, 35, 37, 38, 51, 54, 113 ;
— maximum, 30, 36 (voir :
hausse ; baisse).

Production, 42, 66 ; — agricole, 5,
12-14, 21, 33, 36, 37, 46-52, 67,
70, 86, 116, 118-120 ; — à l'hectare,
12-14 ; son intensification, 21 ;
la — des pays occupés, 46-52 ; la
diminution de la — pendant la
guerre, 102-107 ; augmentation de
la — après la guerre, 118-121 ;
— industrielle, 1, 42.

Produits agricoles, 1, 7, 13-18, 22,
23, 25-27, 31, 32, 39, 44, 53, 54,
57-59, 67, 100, 118-121 (voir :
plantes) ; — animaux, 16, 18
(voir : bétail).

Programme agricole allemand, 43,
44, 47, 66 ; — du gouvernement
roumain, 71, 72, 78, 100 (voir :
plan de culture).

Prohibition des exportations, 20-23,
26, 34, 37, 111, 112, 114.

Propriétaires (grands —), 2, 6-11 ;
24-35, 46, 50, 76-78, 88, 91, 92,
94, 97, 109, 114-117 ; leurs reven-
dications, 25, 26, 29.

Propriétés (grandes —), 10, 115, 116,
petite —, 10, 115, 116 ; répartiti-
on de la —, 10, 11, 115, 116.

Pruth, 3, 69.

R

- Rappel** des spécialistes, 84.
Rapport du 12 janvier 1917, 71 ;
 — confidentiel d'août, 1917, 60.
Rationnement, 56, 57, 68, 71 ; ration
 des civils, 56, 68 ; des soldats,
 57, 58 ; des animaux, 58, 75, 80.
Ravitaillement de la population, 13,
 21, 53, 54, 70, 71, 96, 101, 107, 121
 (voir : consommation ; rationne-
 ment).
Récoltes, 15, 20, 25, 26, 33, 42, 47,
 50, 52, 71, 72, 87, 98, 99 ; — de
 1914, 20, 22, 36, 37 ; — de 1915,
 26, 35-37 ; — de 1916, 47, 52, 71,
 99 ; — de 1917, 50, 51, 53, 56, 99 ;
 — de 1918, 53, 56, 104 ; — de
 1924, 120 ; — de 1926, 120.
Reconstitution de l'agriculture, 102-
 121.
Réforme agraire, 109, 110, 111 ;
 114-117 ; conséquences, 116, 117.
Réfugiés, 42, 70, 71, 76, 77, 79.
Refus de travail, 46 (voir : obliga-
 tion).
Rendement à l'hectare, 102-106, 118.
Rentabilité, 23.
Réquisitions, 36, 45-47, 53-57, 65,
 70, 75, 77, 78, 81-84, 104, 114 ;
 — du bétail, 81, 104 ; — exagérées,
 84 ; — des personnes, 89, 90 ;
 paiement des —, 45, 53-55, 77, 83.
Résultats généraux de la mobilisa-
 tion agricole, 96-101.
Revendications des propriétaires, 25,
 26, 29, 34.
Richesse roumaine, 1, 2, 15, 19, 39,
 40, 45 ; — agricole, 1, 15, 39, 53,
 65.
Roumanie, 1-5 ; 9, 15, 28, 29, 33,
 37, 38, 39, 69, 117, 120 ; son impor-
 tance en Europe, 1 : situation
 géographique, 2 ; superficie, 3,
 9 ; climat, 4, 5 ; population, 9 ;
 contrastes sociaux et naturels, 11.
Russie, 1, 4, 12, 66, 68, 71, 72, 82,
 87, 88, 96 ; 109, 120.

S

- Sacs**, 53, 55, 79.
Saisies, 53 (voir : réquisitions).

Salaires, 78, 79, 100.

Sanctions pour l'exécution du plan de
 culture, 88-92, 96.

Sandler (général von—), 60.

Sarrazin, 98.

Savon, 64.

Sécheresse, 4, 5.

Sections de l'État-major économique,
 42, 43 ; — des fournitures d'ali-
 ments et de fourrage, 43 ; —
 d'agriculture, 43 ; — des huiles
 minérales, 43.

Seigle, 14, 22, 26, 31, 36, 47, 50-53,
 98, 103-106.

Semilles, 4, 47, 49, 50, 70, 72, 76-78,
 83-88.

Semences, 8, 14, 43, 48, 51, 54, 75,
 78, 79, 86, 93, 99, 106, 108, 114, 116.

Serfs, 6, 7, 117 ; émancipation, 6, 7.

Services agricoles départementaux,
 72-75, 100, 111.

Société des céréales, 28, 32 (voir :
 monopoles) ; — civile du Crédit
 rural, 110.

Son, 26, 53, 58.

Spécialistes, 100 (voir : conseillers
 agricoles).

Statistiques, : de la production des
 pays occupés, 51, 52 ; — de la
 production en pays restés libres,
 98, 99 ; — des véhicules, 72 ; —
 du bétail, 80 ; — de la diminution
 de la production pendant la guerre,
 102-108 ; — de l'augmentation de
 la production après la guerre, 118-
 121.

Steppe, 5, 7, 69.

Stocks, 21, 24, 25, 30-37, 43, 47, 52,
 55, 71, 88, 89, 112 ; obligation
 de déclarer les —, 88, 89.

Sucre, 57, 63, 64, 86.

Sulfate de cuivre, 49.

Superficie de la Roumanie, 9, 10, 69,
 109.

Surface cultivée, 9, 10, 13, 14, 47,
 51, 52, 69, 70, 75, 76, 89, 95, 97-99,
 102-105, 109, 116, 118, 119.

Syndicats agricoles, 25, 44.

T

Tabac, 3, 5, 52, 58, 64, 98.

Tarifs, 89.

Taxes, 22, 23, 26, 28, 29, 32, 33, 111-113.
Technique agricole, 12.
Terres des soldats morts au champ d'honneur, 70, 77, 83, 101 ; — abandonnées, 77, 101.
Territoires occupés (voir : occupation) ; l'agriculture dans les — libres (voir : mobilisation agricole).
Tournesol, 51, 52, 98, 105.
Traités : d'Andrinople, 6 ; — de Bucarest, de mars 1918, 66, 67 ; — de Versailles, 67.
Transports, 6, 23-25, 27-34, 37, 38, 45, 49, 55, 56, 71, 72, 75, 79, 93, 94, 96, 97 ; — en pays occupés, 45, 55.
Transylvanie, 39, 40, 109, 115, 116, 120.
Travail obligatoire, 46, 49, 70, 73, 75, 76, 89-92, 100, 107 (voir : obligation) ; — par équipes, 94.
Tubercules, 9.
Tülf von Tscheppe und Weidenbach (général —), 47.
Tures, 2, 6.
Turnu-Séverin, 41.
Turquie, 17, 39, 59.

U

Union des Syndicats agricoles, 25.
Usuriers, 11.
Utilisation des récoltes, 52-59.

V

Vaches (voir : bétail).
Valachie, 3, 40, 47, 52, 70, 72, 99, 101, 103, 108.
Vente des produits, 21, 29, 31-33 (voir : exportation ; monopole ; contrats ; commission) ; — forcée, 48.
Vents, 3, 4.
Verladebezirke, 55.
Viande, 56-59, 61, 80, 112, 119, 120.
Vienne, 41.
Vigne, 3, 5, 10, 49, 63.
Vin, 16, 18, 63, 120.
Voies internationales, 2, 37 (voir : transports).

W

Wagons, 24, 27, 28, 30, 31, 53, 60.
Wirtschaftstab, 40 (voir : État-major économique).

Z

Zentraleinkaufsgesellschaft, 28.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACEL.....	v
---------------	---

CHAPITRE PREMIER

L'État de l'agriculture de la Roumanie au commencement de la guerre européenne

1 ^o L'importance de la Roumanie dans le complexe économique européen.....	1
2 ^o Les conditions naturelles pour le développement de l'agriculture..	2
3 ^o Les conditions économiques et sociales.....	5
4 ^o La superficie cultivée. La répartition de la propriété. La technique agricole et la production pendant les années 1910-1915.....	9
5 ^o Les disponibilités laissées par les besoins internes et l'exportation agricole pour les années 1910-1915.....	15

CHAPITRE II

L'Agriculture de la Roumanie depuis l'époque du déclanchement de la guerre européenne, 1914, jusqu'à l'entrée de la Roumanie en action, 15 août 1916

1 ^o La politique de prohibition à l'exportation.....	20
2 ^o Les difficultés de transport et de crédit ; les protestations des agriculteurs et leurs revendications.....	23
3 ^o Changement de la politique économique du gouvernement : permission de l'exportation, l'agglomération des céréales aux frontières ; le monopole d'achat en Allemagne et Autriche-Hongrie.	26
4 ^o Le monopole de vente des céréales en Roumanie ; le premier contrat avec les Empires du Centre ; le second contrat.....	29
5 ^o Le contrat avec le bureau britannique.....	34
6 ^o Mesures pour satisfaire les besoins internes, caractéristiques de cette époque.....	36

CHAPITRE III

L'Agriculture dans les provinces occupées par l'armée allemande

1 ^o Occupation de l'Olténie et de la Valachie. Préparations pour l'exploitation du pays. La situation trouvée par les occupants.....	39
2 ^o L'organisation agricole établie par les occupants ; l'état-major économique ; la commission mixte roumaine.....	42
3 ^o Mesures pour l'organisation des transports, du paiement et de la main-d'œuvre.....	45
4 ^o La marche de l'agriculture. La statistique de la production.....	46
5 ^o L'utilisation de la récolte : rationnement de la consommation de la population civile ; la consommation de l'armée.....	52
6 ^o Les produits agricoles exportés dans les Empires du centre. Le rôle de l'agriculture de la Roumanie pour la continuation de la guerre mondiale.....	59
7 ^o Les calculs pour l'avenir des Empires du centre relatifs à l'agriculture de la Roumanie. La caractéristique de cette époque.....	66

CHAPITRE IV

La Mobilisation agricole dans le territoire libre de la Roumanie

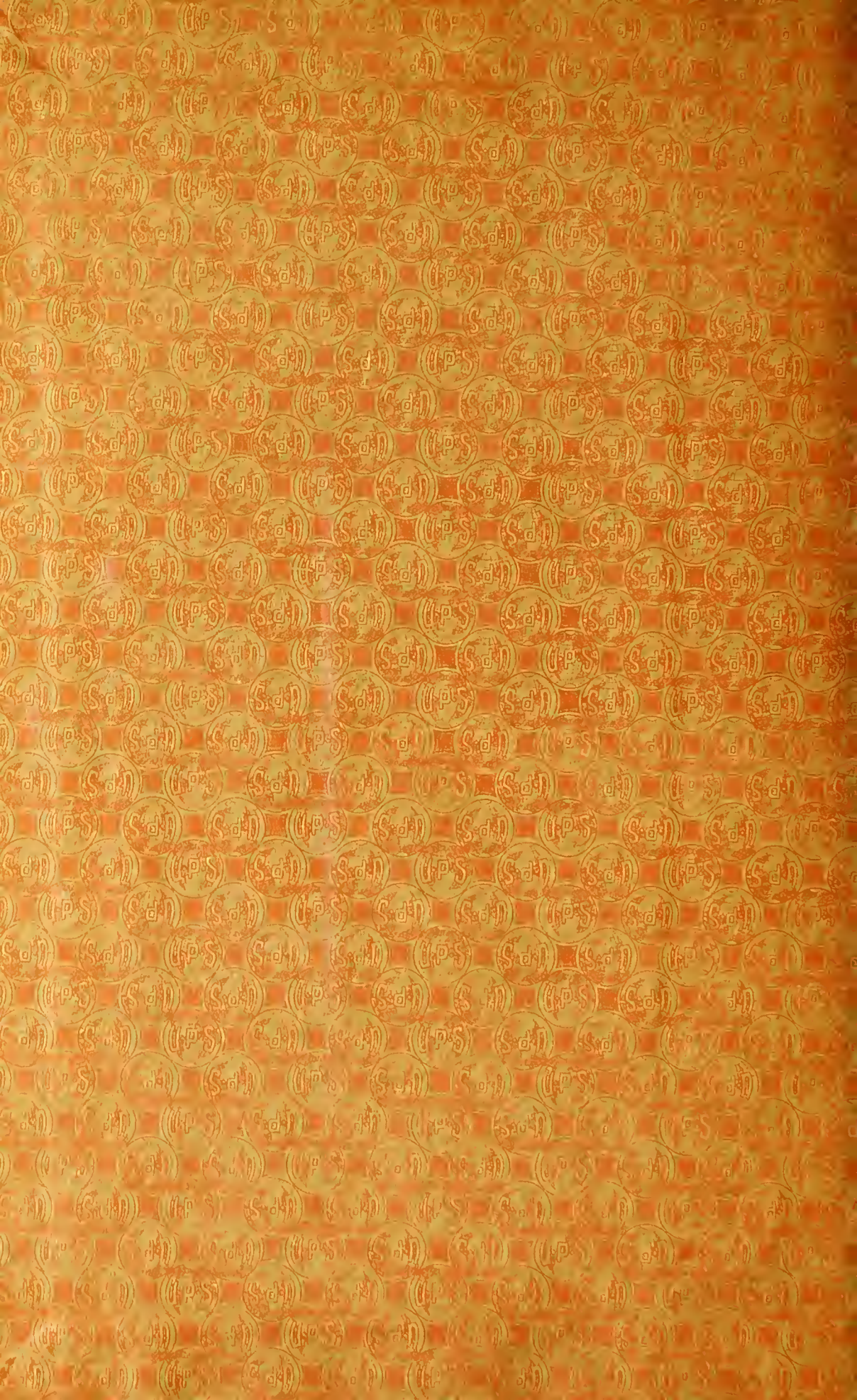
1 ^o La situation en Moldavie après la stabilisation du front. Les besoins et les mesures urgentes prises par le gouvernement.....	69
2 ^o Création des services agricoles départementaux ; attribution des conseillers agricoles ; leurs relations avec les autres organes publics.	72
3 ^o L'exécution du plan agricole au printemps 1917 : cultures et travail obligatoires, semences, main-d'œuvre, animaux, machines, capital, crédit.....	75
4 ^o Collaboration de l'armée, de l'administration des forêts, des communes et de la coopération.....	84
5 ^o Mesures plus rigoureuses pour maintenir la production en automne 1917 ; sanctions pour assurer l'exécution du travail et la culture forcée ; avantages accordés aux agriculteurs.....	86
6 ^o Exemple d'organisation du travail dans un département, Jassy.	93
7 ^o Résultats généraux ; dates statistiques pour les années 1916-1917-1918. Caractéristiques de cette époque.....	96

CHAPITRE V

L'Héritage de guerre. — La Reconstitution de l'agriculture

1 ^o La diminution de la production agricole pendant la guerre.....	102
2 ^o L'état dans lequel la guerre a laissé l'agriculture roumaine....	107

3 ^o Institutions et mesures conservées après la guerre : la Caisse d'Emprunts sur gage, services agricoles départementaux, taxes d'exportation.....	110
4 ^o Application de la réforme agraire commencée au cours de la guerre : ses conséquences. L'agriculture roumaine entre entièrement dans la phase capitaliste.....	114
5 ^o La reconstitution : augmentation de la superficie cultivée, de la production et de l'exportation.....	118
CARTE DU FRONT EN ROUMANIE.....	48
BIBLIOGRAPHIE.....	123
INDEX.....	125
TABLE DES MATIÈRES.....	133



C 216 ro

v.1

Carnegie pour la Paix int'l.

Publications. Roumanian ser.

236862

C 216 ro

PENNSYLVANIA STATE LIBRARY

v. 1

Harrisburg

236862

In case of failure to return the books the borrower agrees to pay the original price of the same, or to replace them with other copies. The last borrower is held responsible for any mutilation.

Return this book on or before the last date stamped below.

[illegible]

